

**ORGANISATIONS PAYSANNES ET CREDIT DANS LA
REGION DE L'ITASY :**

ETUDE DE QUATRE VILLAGES

Isabelle DROY

CNRE/ORSTOM

Armand ANDRIAMAMPIONONA

FAO/MAG 86-005

Honoré-Pierre RANDRIANIRINA

FAO/MAG 86-005

avec la collaboration d'Hervé RAKOTO-RAMIARANTSOA

Décembre 1991

SOMMAIRE

- AVANT-PROPOS

- INTRODUCTION

I - LA REGION DE L'ITASY

II - LE PROGRAMME D'ACTIONS INTEGREGES POUR
LE DEVELOPPEMENT RURAL DE L'ITASY

III - CADRE DE L'ETUDE ET METHODOLOGIE

CHAPITRE I : APPROCHE DU SYSTEME DE PRODUCTION DES PAYSANS DE L'ITASY

I - UNE SITUATION FONCIERE COMPLEXE

- 1.1 - Des exploitations exigües où la rizière tient une place très importante
- 1.2 - De grandes disparités entre les exploitations

II - L'EQUIPEMENT EN MATERIEL AGRICOLE

- 2.1 - Un équipement peu diversifié
- 2.2 - Entraide et matériel agricole
- 2.3 - Conclusion

III - L'EXPLOITANT

- 3.1 - Peu d'analphabètes
- 3.2 - Les activités extra-agricoles
- 3.3 - L'entraide et le salariat

IV - LA REPARTITION DES ACTIVITES DANS LE MENAGE

- 4.1 - Une organisation familiale qui varie selon la région d'origine
- 4.2 - Le travail domestique
- 4.3 - La répartition des travaux agricoles
- 4.4 - Les activités artisanales

V - LES CULTURES PRATIQUEES

- 5.1 - Le riz : des rendements qui varient de 1 à 3
- 5.2 - Le maïs et le manioc : des aliments de soudure

- 5.3 - L'arachide, le haricot et la tomate : des cultures commerciales
- 5.4 - La gestion du terroir

VI - LES TECHNIQUES AMELIOREES SONT PEU UTILISEES

VII - L'ELEVAGE

VIII - CONCLUSION

CHAPITRE II - UNE ORGANISATION SOCIALE HETEROGENE

I - UNE ZONE D'INSTALLATION RECENTE

II - UNE VARIETE DE LA STRUCTURE SOCIALE DES VILLAGES

- 2.1 - Des traits sociaux qui apparaissent communs
- 2.2 - La diversité des réalités sociales des villages

CONCLUSION

CHAPITRE III - REVENUS ET DEPENSES - UNE APPROCHE DES BUDGETS RURAUX

I - INTRODUCTION

II - DES RECETTES ESSENTIELLEMENT AGRICOLES

- 2.1 - Les villages sont spécialisés dans certaines activités
- 2.2 - La disparité des niveaux de revenu

III - REVENU ET TYPOLOGIE DES EXPLOITATIONS

- 3.1 - A faibles surfaces, faibles revenus
- 3.2 - Pour les "petits", la survie grâce au salariat

IV - LE TROC

V - LES POSTES DE DEPENSES

- 5.1 - La ventilation des dépenses
- 5.2 - En période de soudure, les achats de riz absorbent une grande partie du budget
- 5.3 - Stockage du riz et soudure
- 5.4 - L'entretien de la famille : un cinquième du budget

- 5.5 - Des dépenses sociales assez faibles
- 5.6 - Des dépenses d'exploitation très variables

VI - LA REPARTITION DES DEPENSES PAR TYPE D'EXPLOITATION

- 6.1 - Un niveau de dépenses assez bas
- 6.2 - Les dépenses par type d'exploitation

VII - CONCLUSION

CHAPITRE IV - LA STRUCTURATION DU MILIEU PAYSAN : LES GROUPEMENTS

I - LES REALISATIONS DES GROUPEMENTS

- 1.2 - Les productions agricoles
- 1.3 - L'utilisation de nouvelles techniques
- 1.4 - Reboisement et protection de l'environnement
- 1.5 - Elevage et pisciculture
- 1.6 - Les infrastructures
- 1.7 - Activités des groupements féminins
- 1.8 - Les groupements et la foire agricole "FAFY" 1991

II - IDENTITE ET ORGANISATION INTERNE DES GROUPEMENTS

- 2.1 - Des groupements lignagers
- 2.2 - Les paysans les plus aisés sont dans les groupements
- 2.3 - La distribution spatiale des groupements

III - L'ATTITUDE DES PAYSANS PAR RAPPORT AUX GROUPEMENTS

- 3.1 - Les reticences des paysans face à une organisation
- 3.2 - Les rapports entre le groupement et son environnement

IV - LE FONCTIONNEMENT INTERNE DES GROUPEMENTS

- 4.1 - Une identité difficile à trouver
- 4.2 - La répartition du pouvoir
- 4.3 - Un programme d'activités flou

V - LES PRINCIPAUX PROBLEMES RENCONTRES PAR LES GROUPEMENTS

- 5.1 - Le suivi technique
- 5.2 - La formation à la gestion
- 5.3 - Des moyens en formation insuffisants par rapport aux

besoins

VI - VERS UNE FEDERATION DE GROUPEMENTS ?

- 6.1 - La multiplication de groupements
- 6.2 - L'union des groupements paraît opportune

CONCLUSION

CHAPITRE V - LE FINANCEMENT DES ACTIVITES PAR LE CREDIT

I - L'USURE, UNE PRATIQUE ANCIENNE ET GENERALISEE

- 1.1 - Une exception, les prêts gratuits
- 1.2 - Les prêts "sociaux"
- 1.3 - Les prêts de campagne
- 1.4 - Prêteurs et cages

II - LE CREDIT BANCAIRE

- 2.1 - Le crédit agricole, une idée ancienne
- 2.2 - L'organisation actuelle du crédit dans l'Itasy
- 2.3 - Evolution de l'activité des agences de Miarinarivo et de Soavinandriana

III - LE CREDIT EN ESPECES

- 3.1 - Le riz d'abord, les cultures commerciales ensuite
- 3.2 - Le matériel agricole, l'élevage : une place restreinte
- 3.3 - Le crédit dans les quatre villages de l'enquête

VI - LE CREDIT EN NATURE

- 4.1 - Le blé
- 4.2 - Le haricot blanc

V - L'APPUI AU STOCKAGE ET A LA COMMERCIALISATION

- 5.1 - Les greniers communs villageois
- 5.2 - Les contrats de collecte avec le PAM/SUISSE

VI - A QUI PROFITE LE CREDIT ?

- 6.1 - "On ne prête qu'aux riches"
- 6.2 - Les disparités au sein des groupements

VII - A QUOI CE SERT LE CREDIT ?

VIII - LA CAUTION SOLIDAIRE, MODE D'EMPLOI

8.1 - Placage ou assimilation

8.2 - Du bon usage de la caution solidaire

IX - UNE BANQUE POUR LES PAYSANS

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

ABREVIATION DES TERMES UTILISES

LEXIQUE

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES FIGURES

ANNEXES

MONOGRAPHIE D'ANTANIMARINA

MONOGRAPHIE D'ANTSAPANIMAHAZO

MONOGRAPHIE D'ANTANETIBEKELY

INTRODUCTION

I - LA REGION DE L'ITASY

L'Itasy est une région volcanique qui s'étend sur environ 300 km² sur la bordure Ouest des Hautes-Terres centrales, à une centaine de kilomètres de la capitale, Antananarivo. Le lac Itasy s'est formé à la suite du barrage d'une vallée par les plus anciennes éruptions trachytiques de la région. S'étendant sur 100 km², le lac Itasy est le plus grand des lacs de barrage de Madagascar. Le niveau primitif était supérieur de 25m au niveau actuel. Le modèle de l'Itasy est caractérisé par les formes à pentes douces, régulières, d'où émergent les cônes, les dômes et quelques crêtes gneissiques. L'altitude de l'ensemble est de 1 200 m à 1 500 m. Les reliques de la surface d'aplanissement¹ se détachent de ce paysage : Ambohimangara, au sud de Miarinarivo culmine à 1 846 m d'altitude et Ambasy, à l'ouest d'Antaboaka atteint 1686 m. L'altitude tend à diminuer vers l'Ouest. A l'ouest du lac Itasy, les sols sont de types volcaniques et à l'est de type férralitique.

La température moyenne de la région est de 17°C pendant la saison sèche (mai à octobre) et de 26,5°C pendant la saison pluvieuse (novembre à avril). Durant la saison des pluies, le niveau de précipitations atteint 1 500 mm en moyenne.

Perçue comme région à vocation agricole, l'Itasy a été une zone d'immigration importante, surtout à l'époque coloniale, durant laquelle de grands domaines furent créés. Les actions de développement de la région l'Itasy ont démarré dès 1965, mais les résultats escomptés n'ont pas été atteints. Depuis le milieu des années 1970, la production ne suit plus le rythme de la croissance démographique. Le surplus agricole est faible et le niveau de vie de la population n'a cessé de se dégrader.

II - LE PROGRAMME D'ACTIONS INTEGREGES POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL DE L'ITASY

Cette situation a conduit le PNUD et le Gouvernement malgache à lancer le projet FAO (MAG/86.005) dont l'objectif est de lever les obstacles au développement agricole dans cette partie du Faritany² d'Antananarivo. La région du lac Itasy est qualifiée de zone pilote.

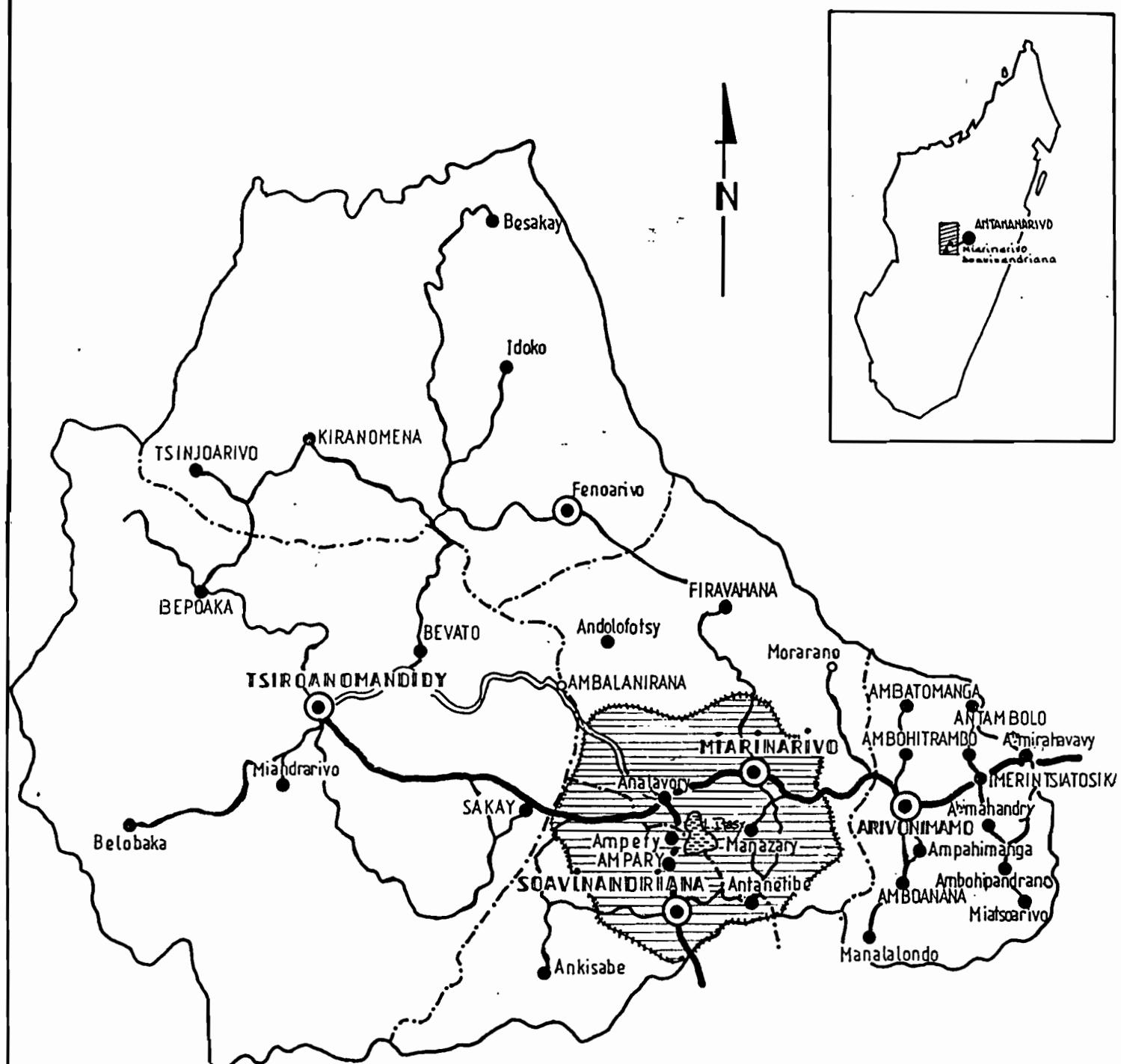
La zone d'action du projet couvre les Fivondronana de Miarinarivo et de Soavinandriana,

¹ Ce sont les montagnes et les hauts plateaux de plus de 1 500 m d'altitude.

² Le Faritany correspond à l'ancienne province.

CARTE DE LOCALISATION DE LA REGION DE L'ITASY

FIGURE 1



LEGENDE =

- | | | | |
|-----|---------------------------|---|---|
| — | Routes Secondaires | ■ | Zone d'action du Projet |
| — | Routes Butumées | ○ | Limité de la Zone d'action du projet MAG/86.005 |
| — | Routes non Bitumées | | |
| ● | Chef lieu du FIRASANA | | |
| ○ | Chef lieu du FIVONDRONANA | | |
| ... | Limite du FIVONDRONANA | — | Limite de l'ancienne Prefecture de l'ITASY |

ECHELLE = $\frac{1}{200\,000}$

0 20 40 km.

24

et huit Firaïsana³ compris entre 18°5' et 19°15' de latitude Sud ; 46°37' et 47° de longitude Est, d'une superficie de 1 230 km².⁴ Le programme d'actions intégrées de la FAO fixe trois buts à atteindre :

- "L'augmentation des productions agricoles en améliorant les techniques traditionnelles dans leur éco-système,
- L'augmentation du revenu monétaire et l'amélioration de la qualité de vie des paysans,
- La création et la structuration de groupements capables de prendre en charge des problèmes de commercialisation, d'approvisionnement, et de crédit, à la commercialisation..."

La structuration du milieu rural est la pierre angulaire de ce projet.

III CADRE DE L'ETUDE ET METHODOLOGIE

Cette étude tente d'apporter des éléments d'information permettant de mieux appréhender la complexité socio-économique de cette région et d'identifier l'origine des blocages à certaines actions de développement. La compréhension des aspirations, des attentes, et des problèmes de la population rurale est indispensable au projet pour mieux ajuster, voire réorienter son intervention.

Les données socio-économiques ont été collectées dans quatre villages choisis en fonction des critères suivants:

- la composition ethnique
- l'accessibilité (proximité ou non de la route)
- la nature du sol (ferralitique ou volcanique)

La diversité du peuplement introduit des paramètres de différenciation importants : chaque groupe ethnique a une organisation sociale et une culture particulière. La nature du sol a des répercussions sur les façons culturelles et sur les rendements. L'accessibilité conditionne l'évacuation des produits agricoles, l'approvisionnement en intrants et la circulation d'informations.

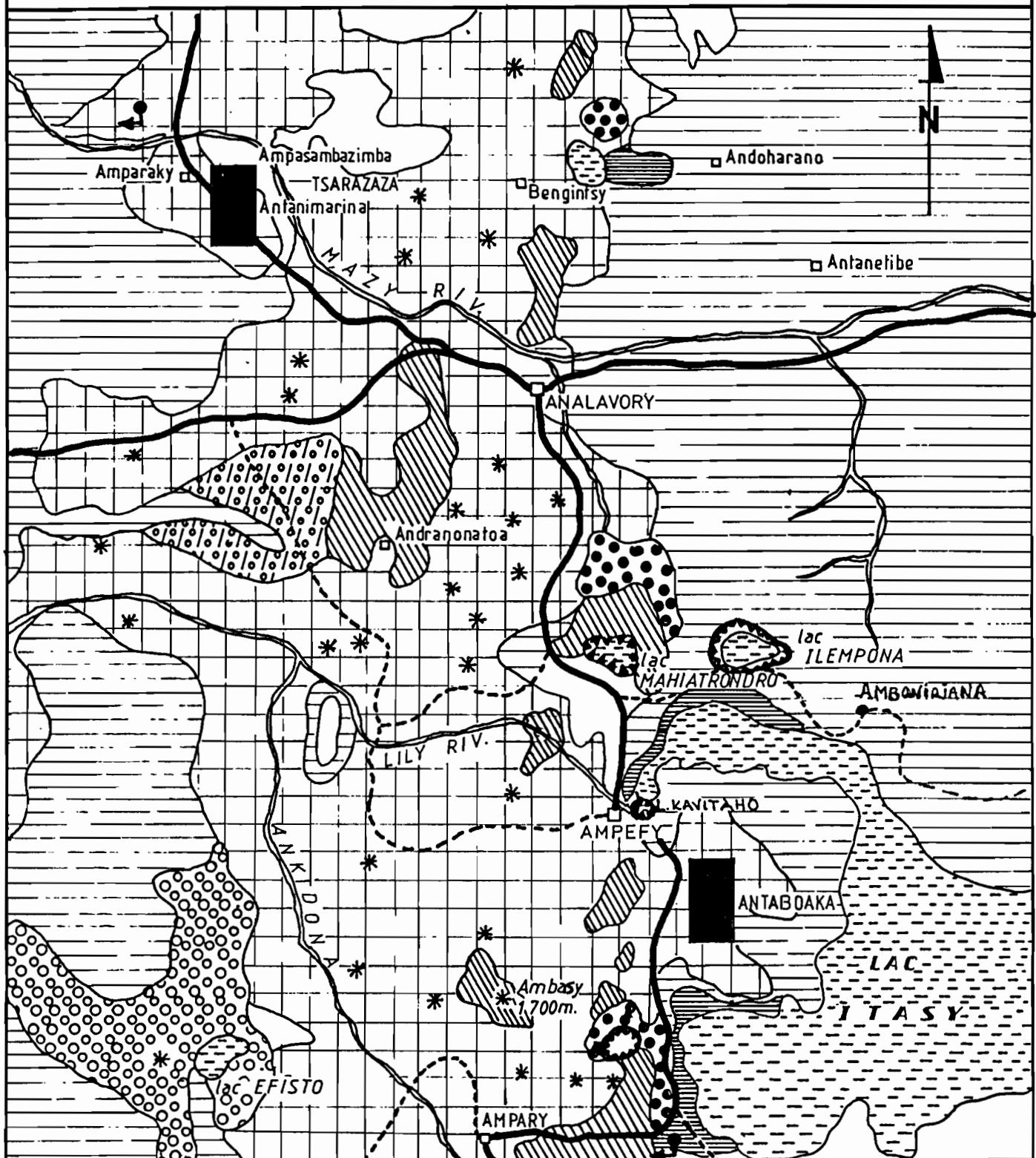
Le village a été choisi comme unité d'analyse pour la compréhension du mode

³ L'ancienne sous-préfecture. Il s'agit des Firaïsana de Miarinarivo I, Miarinarivo II, Manazary, Analavory, Soavinandriana, Ampary, Ampefy et Antanetibe

⁴ L'ancienne préfecture

LES DONNÉES GÉOLOGIQUES DE LA PARTIE OUEST DU LAC ITASY

FIGURE 2



LEGENDE =

- Alluvions
- Latérite
- Brèche et conglomerat volcanique.
- ORDANCHITES
- Basanites (Basanitoïdes Limburgites)

- TRACHYTES
- ORTHOGNEISS
- Puys stromboliens
- Village étudié
- Cratère

Source Minérale

ECHELLE = 1/100.000

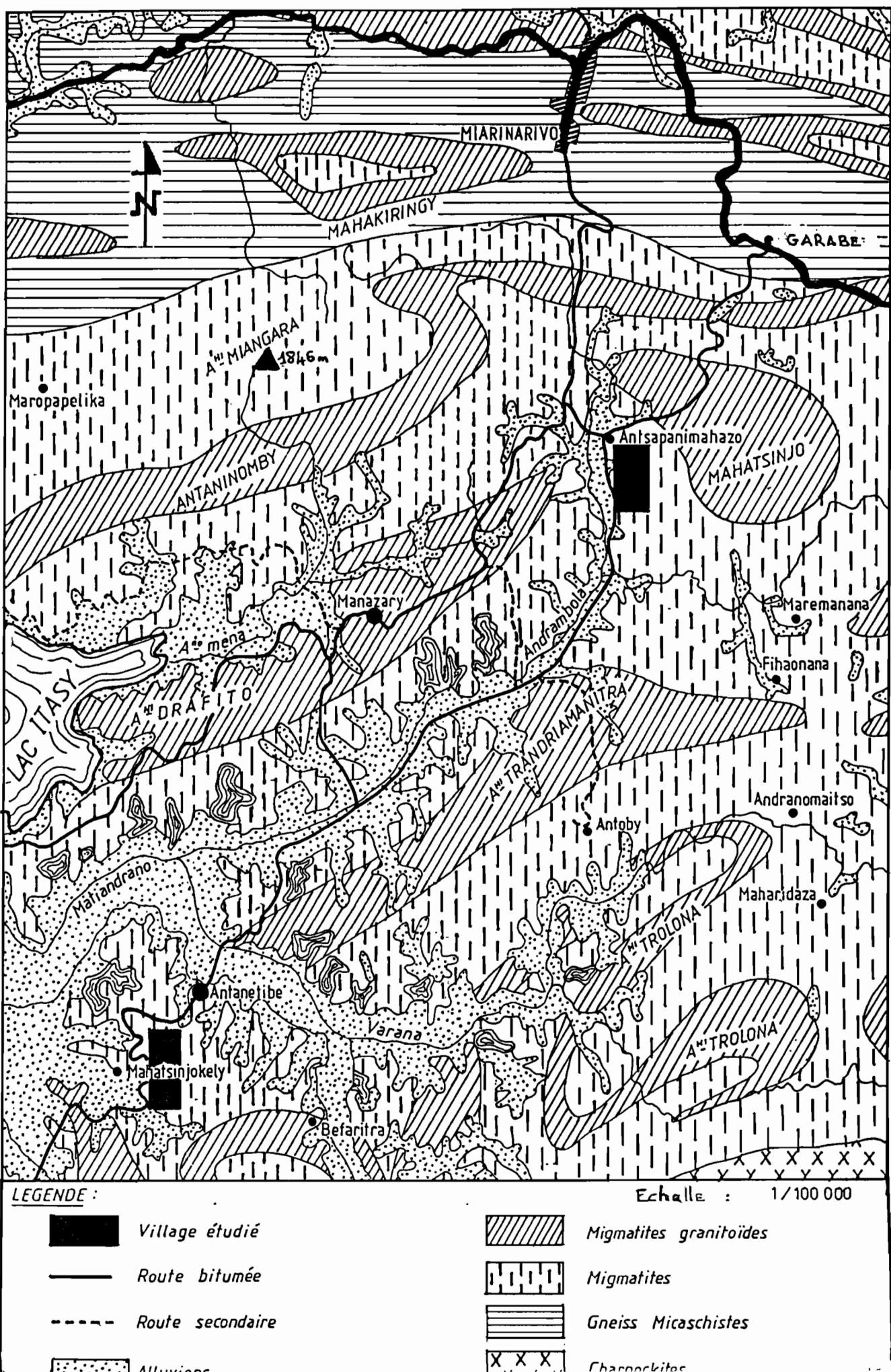
0 1 3 km

JK

LES DONNEES GEOLOGIQUES DE LA PARTIE

FIGURE 3

EST DU LAC ITASY



d'exploitation et la gestion du milieu. Au niveau de chaque village, des typologies d'exploitations identifient les catégories de paysans touchées jusqu'à présent par l'action du projet.

ACCES	SOL VOLCANIQUE	SOL FERRALITIQUE
FACILE	<u>ANTABOAKA</u> Merina : 95 % Betsileo : 5 % Nombre de ménages : 20	<u>ANTSAPANIMAHAZO</u> Merina : 100 % Nombre de ménages : 49
DIFFICILE	<u>ANTANIMARINA</u> Merina : 65 % Antandroy : 30 % Betsileo : 5 % Nombre de ménages : 23	<u>ANTANETIBE</u> Merina : 85 % Betsileo : 15 % Nombre de ménages : 20

Le travail a été réalisé en trois étapes :

* prise de contact et approche de la zone et du projet . Des séances de travail avec les responsables et le personnel du projet, des visites de plusieurs villages effectuées avec les agents de terrain ont permis de mieux comprendre l'action de développement intégré. Cette première phase aboutit au choix de 4 villages dans la région de l'Itasy.

* élaboration des guides d'enquêtes organisés autour des thèmes suivants :

- le ménage et ses activités
- le système de production, la destination de la production et la situation alimentaire
- le crédit formel et informel
- les groupements.

Un test du questionnaire dans le village d'Antsapanimahazo (à 7 km au sud de Miarinarivo) a permis de juger de l'adéquation des questions posées à la réalité du terrain. Ensuite les enquêtes ont été menées auprès de tous les ménages ruraux des 4 villages choisis (112 ménages au total), avec deux passages dans chaque village pour confronter les informations et rechercher des renseignements complémentaires.

Les entretiens avec les paysans sur leurs pratiques culturelles et sociales, l'élaboration des transects permettent de connaître et de visualiser la construction du paysage. De nombreuses questions sont évoquées avec eux : leurs principaux problèmes, leurs souhaits, leur avis sur les obstacles au développement de la région, l'organisation sociale au niveau du village et les améliorations qu'ils souhaiteraient voir réaliser.

* le dépouillement des résultats, l'analyse des informations recueillies et la rédaction du rapport final ont constitué la dernière étape de ce travail.

Deux contraintes ont handicapé l'enquête :

- L'enquête auprès des ménages a eu lieu entre le 27 mars et le 17 mai, au moment où les paysans commençaient la récolte du riz, du haricot et de l'arachide ; leur disponibilité était donc limitée.
- Le contexte socio-politique (psychose "*sakelimihaojoro*"⁵) qui prévaut dans la région a provoqué dans un premier temps la réticence, la méfiance, voir même le mutisme de la part de certains paysans.

Le rapport est articulé en deux grandes parties :

- une synthèse des grands thèmes développés dans l'enquête
- une annexe rassemblant les monographies villageoises, elles aussi construites autour des grands thèmes.

Ce découpage permet une lecture à deux niveaux, même si les répétitions sont difficiles à éviter : la "version thématique", assez synthétique pour la première partie et la "version monographique" beaucoup plus fouillée, qui nous semble particulièrement utile pour les opérateurs du développement intervenant dans ces villages.

⁵ C'est un groupement qui se dit apolitique, pro-AREMA (le parti du Président Ratsiraka). Pour les paysans, "ce groupement est à l'origine des enlèvements d'enfants "Mpangala-jaza", des actes de vandalisme...".

CHAPITRE I : APPROCHE DU SYSTEME DE PRODUCTION DES PAYSANS DE L'ITASY

Le système de production agricole peut être défini comme "l'ensemble des éléments d'ordre écologique, technique, socio-économique, culturel qui déterminent la production agricole" (H.DUPRIEZ, Paysans d'Afrique Noire). Pour réaliser ses objectifs, l'agriculteur retient un ensemble structuré de productions végétales et animales. Dans le fonctionnement et l'évolution du système de production, les relations entre l'homme et l'espace constituent un indicateur essentiel.

Dans cette étude, nous avons mis l'accent sur les aspects socio-économiques et culturels du système de production, aspects qui sont dans la région les moins bien étudiés et connus. Nous avons donc volontairement, faute de temps et de compétence, délaissé les aspects écologiques et techniques du système de production.

Dans ce chapitre, nous aborderons les questions suivantes :

- la situation foncière ; l'accès à la terre étant un facteur déterminant de la situation socio-économique des ménages, nous avons réalisé une typologie des exploitations en fonction de leur situation foncière qui servira de référence pour les autres analyses.

- le choix des productions, l'équipement en matériel agricole et les techniques culturales adoptées permettent de situer chaque type d'exploitation et notamment de voir le taux d'adoption des techniques "améliorées" diffusées par les services de vulgarisation.

- la répartition du travail au sein du ménage, notamment entre l'homme et la femme, le nombre d'actifs, le niveau d'instruction sont autant d'éléments qu'il est nécessaire de connaître avant l'introduction de nouvelles techniques.

I - UNE SITUATION FONCIERE COMPLEXE

L'accès à la terre est une préoccupation constante pour les paysans de l'Itasy :

- l'immigration est importante depuis plusieurs décennies. Selon la définition locale, est considéré comme migrant celui qui n'a pas de tombeau familial dans la région (même si la famille est installée dans le village depuis longtemps). Les migrants ont "faim de terre", et ils développent des stratégies (par exemple, sous forme d'alliance) pour y avoir

accès.

- comme dans tout le pays, l'application de la législation foncière moderne (par exemple le titrage des terres) n'est accessible qu'aux plus favorisés. Le droit traditionnel est la pratique la plus courante. Le chevauchement de ces deux législations est source de conflits. Les personnes les mieux placées auprès de l'administration (qui maîtrisent le circuit complexe des procédures d'immatriculation) utilisent cette ambiguïté à leur profit et constituent ainsi des domaines au détriment des petits paysans.

- l'absence totale de législation concernant le fermage et le métayage (considéré comme illégal, mais très répandu) rend très précaire la situation des paysans fermiers ou métayers et ne leur permet pas d'investir pour aménager ou améliorer une terre qu'ils ne sont pas sûrs de garder.

1.1 DES EXPLOITATIONS EXIGUES OU LA RIZIERE TIENT UNE PLACE TRES IMPORTANTE

La superficie des exploitations paysannes de la région de l'Itasy varie de moins de 1 hectare à 9 hectares dans les villages enquêtés (la superficie de l'exploitation comprend les terres possédées et exploitées et les terres prises en location ou en métayage).

Les exploitations ont été classées en quatre groupes (ou types) en fonction de la surface totale cultivée, sans faire de différence entre les terres possédées et les terres prises en location.

- Type I : moins de 1 ha cultivé ;
- Type II : de 1 ha à 2,50 ha cultivé ;
- Type III : de 2,50 ha à 4 ha cultivé ;
- Type IV : plus de 4 ha cultivé ;

Le tableau n°1 montre la part de la rizière dans la surface agricole utilisée (SAU) par type et par village. Rappelons que pour chaque village, toutes les exploitations ont été enquêtées, soit 112 au total.

Tableau n°1 : Pourcentage des rizières par rapport à la surface totale

Village	TYPE I	TYPE II	TYPE III	TYPE IV	Nombre d'exploitant / village	S.A.U / Village
ANTABOAKA	0	23 %	27 %	19 %	20	66 ha
ANTANIMARINA	47 %	46 %	28 %	40 %	23	69 ha
ANTSAPANIMAHAZO	63 %	59 %	47 %	58 %	49	132 ha
ANTANETIBE	41 %	45 %	58 %	57 %	20	48 ha

Nombre exploitants/type	22	37	30	23
Superficie moyenne cultivée/exploitant	0,63 ha	1,81 ha	3,23 ha	5,52 ha

Dans trois des villages, la superficie des rizières représentent à peu près la moitié des surfaces cultivées, ce qui est un signe d'installation récente. La situation géographique d'Antaboaka explique l'exiguité des rizières par rapport à la tanety cultivée : cette région est dépourvue de rizières, car les bas-fonds y sont rares et l'irrigation difficile. Certains agriculteurs du type III et IV cultivent quelques ares de rizières qui appartiennent à leurs épouses : ces femmes, qui viennent d'Analavory ou de Soavinandriana, les ont reçus en héritage (de 50 a à 1,5 ha). Certaines exploitations louent des rizières (entre 50 a et 1ha) à Ampefy ou Analavory.

A Antanimariana, la proportion rizière-tanety est différente pour le type III (28%). On trouve dans ce groupe des exploitants Antandroy (donc des migrants) qui cultivent souvent plus de 3 ha de tanety.

1.2 DE GRANDES DISPARITES ENTRE LES EXPLOITATIONS

L'ensemble des exploitants se répartit de façon à peu près homogène entre les quatre types . 20% des exploitants sont dans le type I et 20% dans le type IV ; 33% des exploitants appartiennent au type II et 27% au type III.

Par contre l'écart des surfaces cultivées varie de 1 à 9 entre le type I et le type IV.; (0,63 ha en moyenne par famille de type I contre 5,53 ha pour le type IV). Cet écart est déjà un premier élément d'hétérogénéité du milieu à prendre en compte.

- L'Exploitation agricole de Type I (20 % des exploitants enquêtés)

L'exploitation ne dépasse pas 1 ha. La rizière représente la moitié de la surface totale exploitée. Le plus souvent, la mise en valeur est récente : les exploitants ont aménagé des *tanety* incultes et des bas-fonds d'irrigation difficiles appartenant au *fokonolona* (en fait, ce sont des terres classées domaniales, donc appartenant à l'Etat). Ils exploitent aussi des terres en faire-valoir indirect⁶. Les paysans du Type I sont, pour la plupart des migrants récents⁷

- L'exploitation - agricole de Type II (33 % des exploitants enquêtés)

⁶ la superficie de la rizière ou de la tanety louées est de l'ordre de 0,25 ha à 0,50 ha.

⁷ La date d'arrivée varie, depuis 1965 à Antsapanimahazo, en 1988 à Antanimarina et en 1980 à Mahatsinjokely. L'accès à la terre dépend également des relations sociales entre natifs et migrants.

La superficie cultivée varie entre 1 ha et 2,50 ha. L'exploitation a été acquise par héritage, don, ou achat ; l'aménagement de bas-fonds et de tanety est rare. Là aussi, les exploitants recourent à la location de rizières ou de tanety pour augmenter leur surface cultivée. Les jeunes ménages, essentiellement natifs de la région et les migrants, ayant un fonds à investir constituent la plupart des paysans du Type II.

- L'exploitation - agricole de Type III (27 % des exploitants enquêtés)

La superficie est comprise entre 2,50 ha et 4 ha. Plusieurs migrants Antandroy appartiennent à cette catégorie. Ils louent jusqu'à 4 ha de tanety auprès des grands propriétaires d'Antanamarina (les Antandroy ne cultivent pas de rizières). Les autres exploitants ont acquis leur terres par héritage ou achat et parfois sont locataires de tanety et de rizières en complément.

- L'exploitation - agricole de Type IV (20 % des exploitants enquêtés)

L'exploitation a plus de 4 ha (entre 4 ha et 9 ha d'après les enquêtes). En général, ce sont des natifs arrivés dans la région depuis le début du siècle . Ils mettent en faire-valoir indirect les terres moins fertiles et leurs terres très éloignées et parfois prennent en location de meilleures terres à proximité de leur habitation ⁸.

Les paysans de ce Type IV accèdent à la terre par l'héritage, ou par l'achat.

La superficie moyenne par famille a tendance à diminuer :

- à chaque disparition des chefs d'exploitation, car la terre est morcelée par l'héritage.
- à chaque fois qu'un membre de la famille fonde un foyer, car il hérite d'une fraction de la terre paternelle.

1.3 NATIFS ET MIGRANTS

Parmi les 112 familles enquêtées, 68 sont classées par les paysans eux-mêmes comme migrantes et 44 comme natives. Cette distinction est fondamentale à connaître, car elle recouvre un clivage essentiel au sein de la société.

L'état de migrant désigne une personne qui n'a pas encore vraiment décidé de s'installer, et donc ne construit pas de tombeau dans le village où il vit. Un immigré par contre désigne celui qui marque sa volonté de faire désormais de la région où il travaille sa véritable patrie ; il y érige un tombeau, signifiant qu'il ne pense plus retourner s'installer dans son "*tanindrazana*" d'origine

⁸ A Antaboaka et à Mahatsinjo, la location de terre est rare.

(la terre des ancêtres). Il faut un minimum d'installation et de vie sur place pour que l'immigrant accéde au statut de natif.

La notion de migrant ou natif est donc toujours liée à la présence d'un tombeau familial. Le migrant est celui qui n'a pas de tombeau là où il vit (même si la famille est là depuis plusieurs générations). Vis à vis de la migration, une famille peut se situer de plusieurs manières :

- autochtone ou "*tompon-tany*" : ceux qui possèdent un tombeau familial dans la région où ils vivent et même si leurs ancêtres étaient des migrants.

- autochtone-émigré ou "*zanaka am-pielazana*" : ce sont les natifs de la région (ici l'Itasy), qui sont partis vivre ailleurs (par exemple à Antananarivo), mais qui ont leur tombeau dans l'Itasy.

-migrant "*valo-votaka*" ou "*mpihany*" : ceux qui sont nés hors de l'Itasy et qui s'y installent (mais n'ont pas encore de tombeau dans l'Itasy).

L'"intégration" des migrants se fait de plusieurs manières :

- à Antanimarina, les alliances par le sang (frères de sang en quelque sorte) sont fréquentes entre migrants Betsileo, Antandroy et Merina natif.

- les alliances matrimoniales sont cependant la stratégie la plus efficace d'intégration :

- * entre migrant Andriana ou Hova et natif Andriana ou Hova (Antsapanimahazo)
- * entre migrant Betsileo et native Merina (Antanimarina)
- * entre natifs sans rizière et migrants qui possèdent des rizières (Antaboaka)

Le cas d'Antaboaka présente aussi une particularité : l'agglomération couvre trois Fokontany : l'enquête a été réalisée dans la partie où intervient le projet FAO, occupée par les natifs qui sont les plus riches.

*
* *

- La situation des paysans de l'Itasy est très hétérogène. Les exploitants du type I cultivent les terres les moins fertiles ou les plus éloignées et sont locataires sur une autre partie de leur exploitation.
- La rizière occupe toujours une place importante là où l'exploitation des bas-fonds est possible. Seuls les Antandroy se désintéressent de la riziculture.
- La relation migrants - natifs est complexe et la distinction est toujours présente dans la vie quotidienne.

II - L' EQUIPEMENT EN MATERIEL AGRICOLE

2.1 UN EQUIPEMENT PEU DIVERSIFIE

L'équipement agricole suit la logique de cette typologie :

* Le type I ne possède souvent que l'équipement le plus rudimentaire (*angady* et fauçille).. Les exploitants sont donc très dépendants de la main d'oeuvre familiale, d'autant qu'ils n'ont pas les disponibilités financières pour prendre des salariés.

* Les types II et III ont acquis du petit matériel (herse, charrue) qui leur permet de passer à la traction attelée (à l'exception de certains migrants Antandroy qui n'ont pas l'intention de rester dans la région). Quelques familles possèdent des boeufs et des charrettes (ce qui représente un investissement important). Ces charrettes permettent à leur propriétaire de passer à une activité de service auprès des autres paysans en faisant du transport.

* Ce sont les exploitants du type IV qui ont le matériel agricole le plus diversifié : quelques uns ont acheté un pulvériseur, une poudreuse, une fourche ou une brouette.

* Les boeufs sont un critère de différenciation très important : leur nombre croît nettement entre le type I et IV. Les boeufs sont utilisées pour la traction attelée et ils fournissent du fumier : la productivité du travail agricole et les rendements dépendent étroitement de la gestion la fertilité (fabrication et incorporation du fumier dans la terre) et du recours à la "force de travail" bovine pour le labour et le piétinage.

Tableau n° 2 : La Répartition du matériel agricole par exploitation-Type

TYPOLOGIE	TYPE I	TYPE II	TYPE III	TYPE IV
Nombre d'exploitants enquêtés	22	37	30	23
MATERIEL AGRICOLE				
Fauçille	26	68	41	36
Herse	5	16	17	17
Charrue	5	22	28	21
Boeufs	9	28	52	67

Sarcluse	0	2	3	5
Charrette	1	4	9	8
Pulvériseur	0	0	2	3
Poudreuse	1	0	0	3
Fourche	0	0	0	3
Brouette	0	0	1	2

Le matériel agricole est cher pour des exploitations de petite taille. L'angady coûte entre 2 800 et 4 000 fmg selon la qualité, une sarcluse autour de 20 000 fmg mais dès que l'on passe à la charrue, il faut engager 65 000 fmg pour une charrue simple et 85 000 fmg pour une double. Une charrette vaut 650 000 à 850 000 Fmg, selon la qualité du travail et le lieu de fabrication.

2.2 ENTRAIDE ET MATERIEL AGRICOLE

Les types III et IV engagent des salariés au moment des grandes opérations agricoles.

La pratique de l'entraide pour les travaux agricoles reste très vivace dans les deux villages les plus éloignés de la route, Antanetibe et Antanimarina. Dans ces villages, le matériel est prêté selon le système du "*farimbona*" (entraide avec réciprocité) : en échange le bénéficiaire fournit une contrepartie en travail.

Par contre, dans les deux villages situés près d'un axe routier, les rapports marchands sont beaucoup plus développés et le matériel agricole est loué à ceux qui n'en possèdent pas (une charrue et son attelage sont loués entre 1500 et 2000 fmg pour deux à trois heures de travail).

2.3 CONCLUSION

L'équipement en matériel agricole reflète en partie les techniques utilisées. La situation dans l'Itasy soulève un certain nombre de questions :

- la traction attelée est répandue, comme l'atteste le nombre de charrues ;
- par contre, il y a peu de repiquage en ligne (comme le confirme le petit nombre de sarcluses) alors que beaucoup de paysans connaissent cette technique. Le principal obstacle à l'extension de la culture en ligne est la main d'oeuvre (surcharge de travail à cette époque, coût plus élevé pour le travail du repiquage en ligne).
- Le petit matériel agricole, simple et peu coûteux (comme les fourches, les brouettes) ou

de matériel utilisé pour des techniques "modernes" de culture (comme le pulvérisateur ou la poudreuse). Ce matériel agricole ne se trouve pas facilement sur le marché local, puisque la demande est encore très faible.

- La disponibilité monétaire n'est pas toujours à mettre en cause, car ces mêmes exploitations ont beaucoup de boeufs ou de charrettes.
- Cela n'est-il pas révélateur d'un choix d'investissement du surplus en dehors de l'agriculture, dans le "para-agricole" en quelque sorte (une charrette sera louée pour le transport) ? Cela signifie-t-il que pour les paysans, l'activité agricole n'est pas assez rentable pour qu'on y fasse des investissements ?

III - L'EXPLOITANT

3.1 PEU D'ANALPHABETES

Le niveau d'instruction des paysans est un indicateur utile pour le projet, qui a besoin d'adapter ses outils d'intervention. La proportion d'analphabètes est assez faible, l'instruction élémentaire est assez répandue. Mais, faute de pratique, les paysans perdent rapidement cet acquis. Certains projets mettent en place des petites bibliothèques rurales pour "réactiver" ce savoir.

Tableau n°3 : L'identification de l'exploitant

TYPOLOGIE		TYPE I	TYPE II	TYPE III	TYPE IV
AGE MOYEN DU CHEF D'EXPLOITATION (C.E.)		30 ans	33 ans	41 ans	46 ans
Niveau d'instruction	Analphabète	2 (10 %)	5 (16 %)	3 (11,11%)	1 (5 %)
	Sait lire et écrire	20	32	27	22
Ménage ayant une autre activité		10	5	6	4
Taille du ménage		6	5	6	6
Nombre d'exploitants		22	37	30	23

Les exploitants du type I sont les plus jeunes : ce sont des migrants récents ou de jeunes ménages. Près de la moitié de ces ménages ont une autre activité qui leur permet de survivre. Cette polyactivité s'insère pendant la période des travaux rizicoles (Antsapanimahazo et Antanetibe) ; à Antaboaka, une des activités est la fabrication de briques qui intervient après les travaux rizicoles.

La taille du ménage est à peu près identique quel que soit le type d'exploitation : la polygamie signe de richesse dans d'autres sociétés n'est pas pratiquée ici et la taille des ménages ne varie pas d'une manière significative.

3.2 LES ACTIVITES EXTRA-AGRICOLES

Certains villages se spécialisent dans une activité artisanale : ainsi, à Antaboaka, les familles les plus pauvres fabriquent environ une centaine de nattes chaque jour pendant la saison sèche (de mai à octobre, après la récolte de riz et avant les labours). Environ la moitié des exploitants du type I exercent une activité artisanale, souvent le tressage et la forge. Cette proportion est beaucoup plus réduite chez les autres exploitants ; dans le type II, quelques uns sont salariés à Ijely, tesseurs ou gogotiers. Dans les types III et IV, les activités non-liées à l'agriculture sont plus qualifiées ou demandent plus de capital : maçon, gogotier, chauffeur, épicier... La typologie se retrouve ainsi dans les activités extra-agricoles.

3.3 L'ENTRAIDE ET LE SALARIAT

L'entraide est couramment pratiquée dans les villages d'Antanamarina et de Antanetibe (villages éloignés de l'axe routier) . Il existe trois formes d'entraide :

- "*"mindrana"* (entraide sans reciprocité) ; elle se pratique pour le labour, le repiquage, ou la récolte. Le propriétaire offre le repas, riz et laoka (avec de la viande de porc, de boeuf ou de la volaille).
- "*"farimbona"* (entraide avec reciprocité); les participants établissent un calendrier dans lequel les jours et les lieux de travail sont inscrits. Le décompte est tenu précisément.
- "*"mandrafozana"* (aide aux beaux-parents) ; c'est le devoir des enfants envers les parents ou beaux parents pendant les opérations agricoles nécessitant beaucoup de main-d'oeuvre. Les parents offrent le repas du matin et du midi.

Le salariat se répand de plus en plus, surtout dans les villages au bord de la route, qui sont plus influencés par les rapports marchands. Les exploitants appartenant aux types III et IV engagent des salariés agricoles venant des types I et quelquefois II (ou parfois des salariés saisonniers venant de Mandiavato pour Antsapanimahazo). Le repiquage et la récolte sont les opérations qui demandent le plus de main d'oeuvre. Le salaire varie de 400 à 800 fmg par demi-journée (de 7 à 12 heures) ; dans d'autres localités (au nord de Miarinarivo) le salaire journalier peut être plus élevé (de 800 à 1500 Fmg). Si l'employeur prépare le repas, le salaire passe de 650 à 500 fmg par exemple. Les salariés préfèrent avoir le repas et les propriétaires le contraire (le repas leur coûte sans doute plus cher que les 150 fmg qu'ils accordent en supplément). Pourtant,

dans les régions où la main d'oeuvre salariée est insuffisante (Antanimarina, Antsapanimahazo, Antaboaka), les propriétaires offrent le repas du matin, celui du midi et le café en plus du salaire.

A Antsapanimahazo, un propriétaire a trouvé une formule un peu "féodale" : il assure les besoins en produits de première nécessité de quelques paysans sans terre (trois *Mainty*) qui, en contrepartie, travaillent gratuitement chez lui.

IV LA REPARTITION DES ACTIVITES DANS LE MENAGE

Le ménage : "représente des personnes vivant sous le même toit, souvent de même lien de parenté, qui consomment ensemble les produits de leurs activités (agricoles ou autres) ou les produits achetés, et qui constituent une provision commune et la gèrent sous forme de capitaux, de bétails ou de biens de consommation" (Ph. Jouve). On parlera donc de "ménage" dans le cas où il y a unité de consommation, unité de résidence et unité de production. Le ménage est le niveau de décision juste après l'individu et la cellule de base du regroupement familial.

4.1 UNE ORGANISATION FAMILIALE QUI VARIE SELON LA REGION D'ORIGINE

La taille du ménage reste généralement assez stable à travers les différents Types d'exploitation : 5 pour le Type II, et 6 pour les Types I, III et IV (tableau 3).

Mais, au delà de ces chiffres généraux, l'organisation du ménage varie selon la région d'origine et l'éthnie des exploitants.

4.1.1 *Chez les Merina et les Betsileo*

Les ménages merina et betsileo sont monogames. La famille est nucléaire, composée du mari, de la femme et des enfants ; d'autres personnes de même lien de parenté (grands-parents maternels ou nièce ou neveu) habitent parfois sous le même toit, sans que ce soit une règle générale.

Homme et femme quittent respectivement la maison parentale pour se marier et fonder un nouveau ménage. Ce ménage élit souvent domicile dans le village des parents du jeune homme. Mais il n'est pas rare que des hommes habitent dans le village des parents de leur femme : par exemple, si l'homme est migrant et que les parents de la jeune femme possèdent une grande superficie de terre. Ainsi, dans le village d'Antsapanimahazo où presque la totalité des hommes sont des migrants qui ont suivi leurs épouses dans le village.

Le jeune ménage a sa propre exploitation (champs, rizières), des boeufs et du matériel agricole, si il est aisé.

4.1.2 *Chez les Antandroy*

Les Antandroy sont originaires du sud de Madagascar. Les premiers Antandroy sont venus dans l'Itasy pour s'engager comme salariés dans les concessions des colons français.

Le ménage Antandroy est monogame ou polygame suivant la richesse et la place de l'homme dans la société. Mais, si un Antandroy épouse une Merina, cette dernière refuse presque toujours la polygamie.

Un ménage Antandroy est donc constitué d'un homme, d'une ou plusieurs femmes et de leurs enfants. Les épouses de l'homme ne cohabitent pas sous le même toit. Elles ont leurs propres maisons tout autour de celle de la première épouse. Par facilité, on parle quand même d'une unité de résidence et d'un seul ménage dans la mesure où les maisons des épouses de l'homme se trouvent contiguës.

Les femmes cultivent chacune des parcelles de terre venant de leur époux. La production assure une partie des besoins de la famille. L'homme est aidé par ses femmes lors des travaux agricoles, et il assure les besoins alimentaires et les dépenses financières de sa famille.

4.2 LE TRAVAIL DOMESTIQUE

4.2.1 *Un travail de femme et d'enfant*

L'essentiel des tâches domestiques revient à la femme. Le puisage de l'eau, le ramassage de bois de feu et la préparation des repas sont les activités domestiques qui consomment le plus de temps. Les enfants aident les femmes à la réalisation de certaines tâches, ou les remplacent quand elles sont aux champs avec les hommes pour les travaux agricoles. L'apprentissage de l'enfant à la répartition sexuelle du travail commence dès le plus jeune âge.

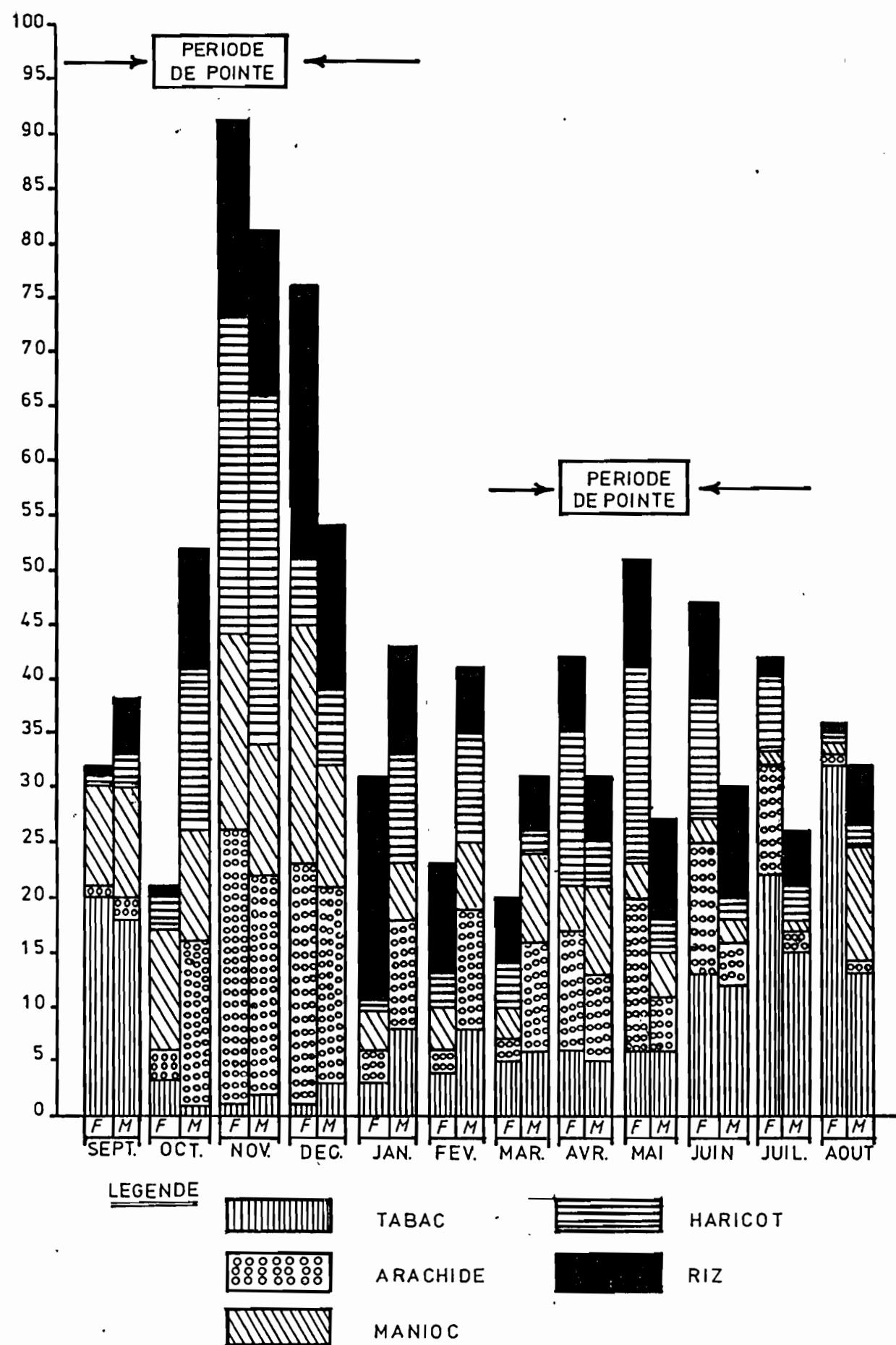
Cependant, des variantes de cette organisation sont observées. A Antanamarina, chez les natifs, les femmes assurent uniquement le travail domestique et la préparation du repas pour les hommes qui sont aux champs : cette répartition du travail est dûe à l'importance de l'entraide chez les natifs de la région. Les migrants, hommes et femmes vont ensemble aux champs et, à leur retour c'est la femme qui s'occupe de la préparation du repas ; le puisage de l'eau et le ramassage de bois sont effectués en commun. Ce sont également les femmes qui gèrent les dépenses quotidiennes : elles se chargent de l'achat des produits de première nécessité. Pour les dépenses importantes, l'homme et la femme se consultent, mais la décision finale revient à l'homme qui est le chef de la famille.

4.2.2 Les problèmes liés aux activités domestiques

- A l'exception du village d'Antsapanimahazo qui possède une borne-fontaine, le point d'eau se trouve généralement en dehors du village et l'eau n'est pas toujours potable, ce

**RÉPARTITION DU TRAVAIL AGRICOLE
ENTRE HOMME ET FEMME**

FIGURE 4



qui provoque des maladies diarrhéiques. Les habitants de Antanetibe doivent descendre près des rizières en contre-bas pour puiser de l'eau. Les femmes et les enfants parcourent 1 km à pied plusieurs fois par jour pour ramener l'eau nécessaire. A Antaboaka, le puits est pollué par les infiltrations de la fosse d'aisances, qui se trouve à proximité. L'approvisionnement de bois de feu commence à être difficile. A Antanimarina, les villageois utilisent les papayers et les eucalyptus, mais ceux-ci se raréfient. A Antanetibe, les habitants doivent faire plus de 2 km pour trouver du bois de feu. A Antaboaka, les ménages achètent du charbon de bois à 2.000 fmg le sac.

4.3 LA REPARTITION DES TRAVAUX AGRICOLES

La répartition des tâches varient selon les cultures. La division du travail entre hommes et femmes est assez nette pour la culture du riz, qui est la plus importante pour les paysans.

Pour la riziculture, la préparation du terrain (labour, hersage, plannage) est effectuée par les hommes. Le semis, le repiquage du riz et souvent le sarclage sont par contre des travaux féminins. La récolte est effectuée par les hommes, les bottes sont transportées par les femmes ; en l'absence de charrettes, le transport du paddy jusqu'à l'aire de battage représente un temps de travail très important. Le paddy est battu par les hommes ; les paysans soulignent que la variété de riz améliorée 1285 est difficile à égrainer par le battage manuel et qu'ils préfèrent utiliser les variétés traditionnelles. Mais cette répartition n'est pas respectée quand il y a des problèmes de main d'oeuvre : on voit parfois des femmes labourer à l'angady et des hommes repiquer.

La répartition du travail sur les cultures de tanety, manioc et arachide obéit à des règles plus souples et hommes et femmes s'entraident pour différents travaux.

La période de pointe des travaux agricoles se situe en novembre et décembre.

4.4 LES ACTIVITES ARTISANALES

De juillet à septembre les travaux agricoles sont moins importants ; cette période creuse permet aux paysans de se consacrer à des activités artisanales.

Ces activités ne sont pas interchangeables entre hommes et femmes : aux hommes la forge ou la maçonnerie, aux femmes le tressage des nattes ou la confection de vêtements. L'artisanat fournit des revenus complémentaires qui sont souvent indispensables à la survie de la famille. Mais, l'expansion de ces activités rencontre de nombreux obstacles . Pour le tressage des nattes

FIGURE 5

DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL AGRICOLE

CULTURE	SEX	LABOUR	HERSAGE	SEMIS	PLANTAT°	REPIQUAGE	SARCLAGE	BUTTAGE	RECOLTE	TRANSPORT	BATTAGE
RIZ IRRIGUE	H	///	///						///		///
	F			○○○ ○○○		○○○ ○○○	○○○ ○○○	-		○○○ ○○○	
MANIOC	H	///			///	///	///		///	///	
	F				○○○ ○○○		○○○ ○○○		○○○ ○○○	○○○ ○○○	
ARACHIDE	H	///						///	///		
	F			○○○ ○○○			○○○ ○○○			○○○ ○○○	
MAÏS	H	///				///		///	///		
	F			○○○ ○○○					○○○ ○○○	○○○ ○○○	
TOMATES	H	///		///	///	///		///	///		
	F			○○○ ○○○ ○○○ ○○○					○○○		
HARICOT	H	///					///		///	///	
	F			○○○ ○○○			○○○ ○○○		○○○ ○○○ ○○○	○○○ ○○○ ○○○	

H : homme

F : femme

par exemple, les fibres végétales sont achetées au marché de Soamahamanina⁹ le Jeudi, et à celui de Manazary¹⁰ le vendredi : les femmes n'ont pas la trésorerie nécessaire pour en acheter une grande quantité à la fois, ce qui occasionne beaucoup de pertes de temps en trajets. De plus, le prix du *hisatra* et du *vondrona*¹¹ augmente à certaines périodes de l'année, sans que le prix des nattes suivent cette évolution : l'activité n'est plus rentable à ce moment. Le marché local est limité et les femmes qui confectionnent 2 à 7 nattes par semaine ont des difficultés pour les écouler¹².

Les femmes sont à la recherche de nouvelles activités artisanales, mais elles ne disposent pas des informations nécessaires pour apprécier les possibilités de réalisation de tel ou tel projet artisanal : elles veulent se lancer dans la couture, la confection ou la peinture sur soie parce qu'elles ont entendu dire que ces activités étaient rémunératrices ; ces idées préconçues ne reposent sur aucune appréciation fiable des débouchés : ce serait sans doute une action utile à envisager par un opérateur du développement.

V - LES CULTURES PRATIQUEES

L'espace cultivé est réparti entre les bas-fonds et les *tanety*.

- Dès qu'un bas-fond est aménagé, du riz y est cultivé. En contre-saison, les paysans y cultivent parfois des tomates, des haricots ou du blé.
- Dans l'Itasy, les cultures sur *tanety* sont assez diversifiées : on y trouve du maïs, du manioc, de l'arachide, et du haricot ; certains villages cultivent aussi de la tomate, du tabac ou de la papaye. Chaque village a un éventail de cultures particulier, dont la composition dépend du milieu naturel (notamment de la qualité du sol), du choix cultural de l'exploitant et des coutumes de chaque région (par exemple, à Antanamarina, la culture de haricot est interdite).

A Antanetibe, la culture de tabac à chiquer est la principale source de revenu monétaire des paysans : presque tous les villages viennent s'approvisionner en tabac chez eux. Un paquet de 45 feuilles de tabac est vendu de 2.000 à 7.000 Fmg selon la qualité. Le village ravitaille aussi en riz Antaboaka, qui s'est spécialisé dans les cultures commerciales de haricot et de maïs. A Antsapanimahazo, une polyculture très variée permet d'augmenter le revenu monétaire et de faciliter la période de soudure en riz.

⁹ A 20 km à l'Est de Miarinarivo sur la RN1

¹⁰ A 14 km au Sud de Miarinarivo.

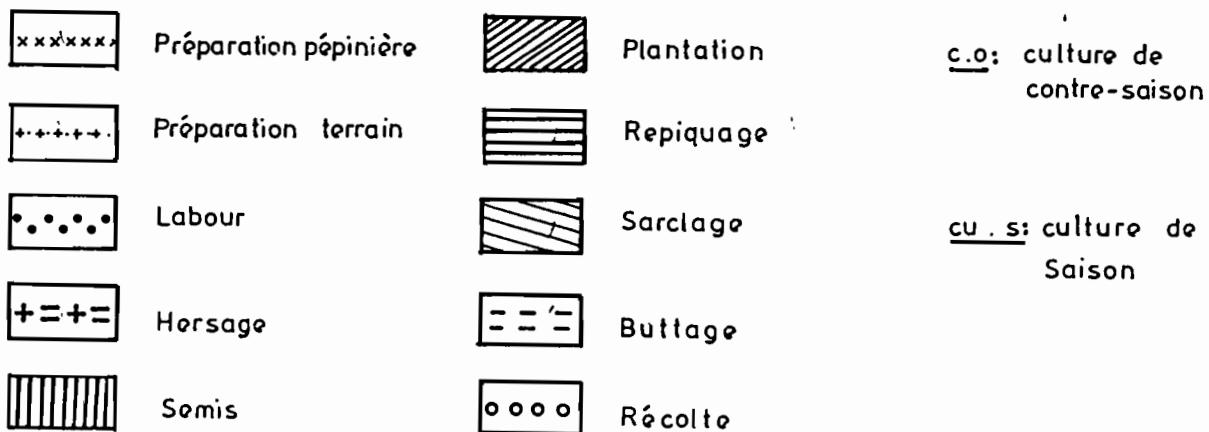
¹¹ Ce sont des cypéracées, matières premières pour la fabrication de nattes

¹² Les femmes dans le Type I. A Antaboaka, une femme peut réaliser 3 nattes par jour.

FIGURE 5 bis

CALENDRIER AGRICOLE

CULTURE	SEP.	OCT.	NOV.	DEC.	JAN.	FEV.	MAR.	AVR.	MAI	JUI.	JUIL.	AOU.	CYCLE
RIZ IRRIGUE	xxxxx								ooooo				xxxxxx 6 mois
RIZ PLUVIAL	+++++	••2••		— 1 —	— 2 —	ooooo	ooooo	•••••					4 mois
TOMATES	ooo								— — —	— — —	ooo	ooo	c.o 3 mois cu.s
HARICOT		oo							•••••				c.o 3 mois cu.s
POMME de TERRE	ooo								•••••	— — —	— — —		3 mois
ARACHIDE	•••••						ooooo	ooooo					5 mois
MAÏS	•••••			2	— — —	— — —	ooo	ooo					4 mois
MANIOC									•••••				



Le tableau 4 est construit à partir des données recueillies auprès des paysans durant l'enquête. Une certaine difficulté est rencontrée dans la mesure où la plupart des paysans ignorent la superficie exacte de leur terre cultivée, la quantité exacte récoltée, l'équivalence de l'unité locale de poids ou de surface ("*asa-drerilahy*" le travail fait par un homme en une journée, "*ketsadrerivavy*" le travail de repiquage fait par une femme en une journée...) avec celle utilisée officiellement (Tonne, kilogramme, ares, hectares). S'y ajoute la volonté des paysans de minimiser ou d'exagérer la production ou les superficies des terres. Nous avons retenu les chiffres fréquemment répétés souvent recoupés par les indications des voisins.

Tableau n° 4 : Le rendement des principales cultures par village

VILLAGE	CULTURE	RIZ IRRIGUE	MAIS	MANIOC	ARACHIDE EN COQUES	HARICOT
ANTABOAKA		max : 2,5 T/ha min : 1 T/ha moy : 2 T/ha	max : 1,2 T/ha min : 0,6 T/ha moy : 1,2 T/ha	max : 7 T/ha min : 4 T/ha moy : 6 T/ha	max : 1,4 T/ha min : 0,7 T/ha moy : 1,2 T/ha	max : 1,1 T/ha min : 0,7 T/ha moy : 0,8 T/ha
ANTANIMARINA		max : 2,9 T/ha min : 1,6 T/ha moy : 2,2 T/ha	max : 1,4 T/ha min : 1,2 T/ha moy : 1,25T/ha	max : 8 T/ha min : 4 T/ha moy : 5,5 T/ha	max : 1,5 T/ha min : 0,6 T/ha moy : 1 T/ha	la pratique de la culture de haricot est interdite "Fady" dans la région
ANTSAPANIMAHAZO		max : 1,8 T/ha min : 0,45 T/ha moy : 1,4 T/ha	max : 1,5 T/ha min : 0,25 T/ha moy : 1,2 T/ha	max : 8 T/ha min : 2 T/ha moy : 5 T/ha	max : 0,9 T/ha min : 0,4 T/ha moy : 0,7 T/ha	max : 0,9 T/ha min : 0,6 T/ha moy : 0,7 T/ha
ANTANETIBE		max : 2,5 T/ha min : 1,7 T/ha moy : 2,1 T/ha	max : 0,8 T/ha min : 0,6 T/ha moy : 0,7 T/ha	max : 7 T/ha min : 3 T/ha moy : 4 T/ha	max : 0,7 T/ha min : 0,35 T/ha moy : 0,65 T/ha	max : 0,7 T/ha min : 0,5 T/ha moy : 0,65 T/ha

source : Données communiquées par les paysans des quatre villages

5.1 LE RIZ : DES RENDEMENTS QUI VARIENT DE 1 à 3

Le rendement moyen est à peu près équivalent à 2 T/ha dans les trois des quatre villages ; le village d'Antsapanimahazo (zone ferrallitique) a un rendement moyen inférieur (1,4 T/ha), malgré l'apport de fumier dans les rizières. Dans les villages d'Antanamarina et d'Antaboaka (sols volcaniques), les paysans ne fertilisent pas leurs rizières ; l'engrais et le fumier sont utilisés pour les cultures de haricots et de tomates. A Antanetibe, les paysans bénéficient des rizières de "baiboho" (sols alluvionnaires aux alentours du lac Itasy) ; certains paysans possèdent des rizières dans les vallées éloignées de 3 km de chez eux ; le fumier transporté en charrettes ou le brûlis d'herbes en décomposition assurent la fertilisation.

La maîtrise de l'eau a une incidence sur les rendements : les paysans connaissent aussi bien des problèmes d'irrigation que de drainage.

5.2 LE MAIS ET LE MANIOC : DES ALIMENTS DE SOUDURE

Le rendement moyen de la culture de maïs est de 1,2 T/ha dans les trois villages, à l'exception du village de Antanetibe (700 kg/ha) : il y aurait selon les paysans de Antanetibe des problèmes phytosanitaires qui nécessiterait un traitement des semences. Le manioc est généralement réservé à la consommation familiale. Seuls les Antandroy en font une culture commerciale qui constitue d'ailleurs leur principale source de revenu. Les Antandroy sarclent 2 à 3 fois en 9 mois le manioc (puisque'ils sont déchargés des travaux rizicoles) alors que les autres paysans ne sarclent qu'une fois par an.

5.3 L'ARACHIDE, LE HARICOT ET LA TOMATE : DES CULTURES COMMERCIALES

Les rendements dans les villages sur sol volcanique (Antaboaka, Antanamarina), sont meilleurs que dans les autres villages. Les paysans ne fument pas les champs d'arachide et ne traitent pas les semences.

A Antaboaka, la culture de haricot est très soignée, certains paysans la font en ligne et pratiquent des traitements (un agriculteur de Type IV a jusqu'à 9 ha de champs de haricot). A Antsapanimahazo et à Antanetibe, les champs de haricot sont plus exiguës (5 ares à 70 ares).

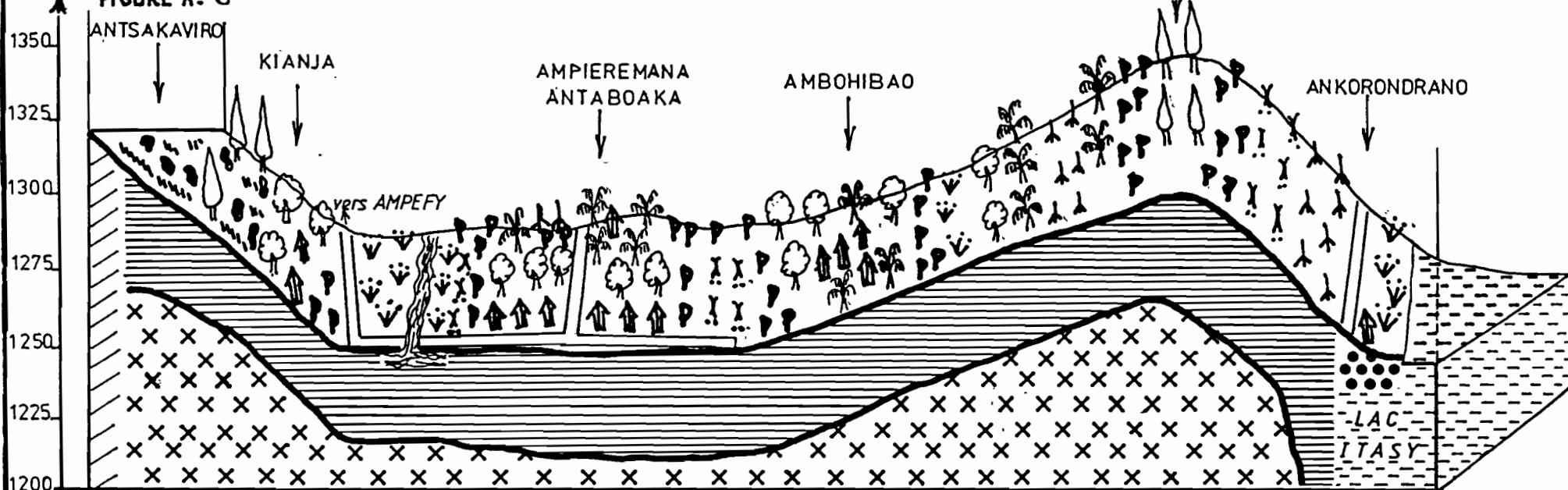
La culture de tomate est devenue une spécialité régionale. Les tomates sont vendues sur Antananarivo. Le principal problème se situe au niveau de la commercialisation. Les paysans sont liés à des collecteurs qui leur fournissent des avances et les caisses en bois pour le conditionnement et imposent les prix. En pleine période de production, la caisse de 20 kg de tomates est vendue 750 FMG (1991) contre 6000 FMG quand les tomates sont plus rares. Les paysans sont donc très dépendants des collecteurs et le bénéfice tiré de la vente est très faible. Une action sur le circuit de commercialisation et sur la transformation serait utile.

5.4 LA GESTION DU TERROIR

OUEST

EST

FIGURE N° 6



BLOC DIAGRAMME OUEST-EST A TRAVERS LE VILLAGE D'ANTABOAKA

LEGENDE

- [Alluvion symbol] Alluvion
- [Sol volcanique BASANITE symbol] Sol volcanique BASANITE
- [Socle cristalin GRANITE MICROUNIQUE symbol] Socle cristalin GRANITE MICROUNIQUE
- [Route symbol] Route
- [Canal de drainage symbol] Canal de drainage

- [Eucalyptus tree symbol] Eucalyptus
- [Avocat tree symbol] Avocat
- [Bananes plant symbol] Bananes
- [Village symbol] Village
- [Ruisseau wavy line symbol] Ruisseau

- [Maïs-Haricot symbol] Maïs-Haricot
- [Gramines symbol] Gramines
- [Arachide symbol] Arachide
- [Scories BASANITIQUES symbol] Scories BASANITIQUES

ECHELLES: Echelle des LONGUEURS: 1/100
Echelle des HAUTEURS: 1/2.000

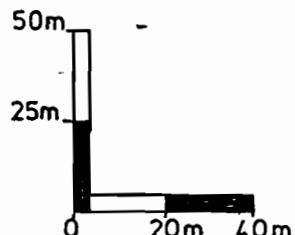
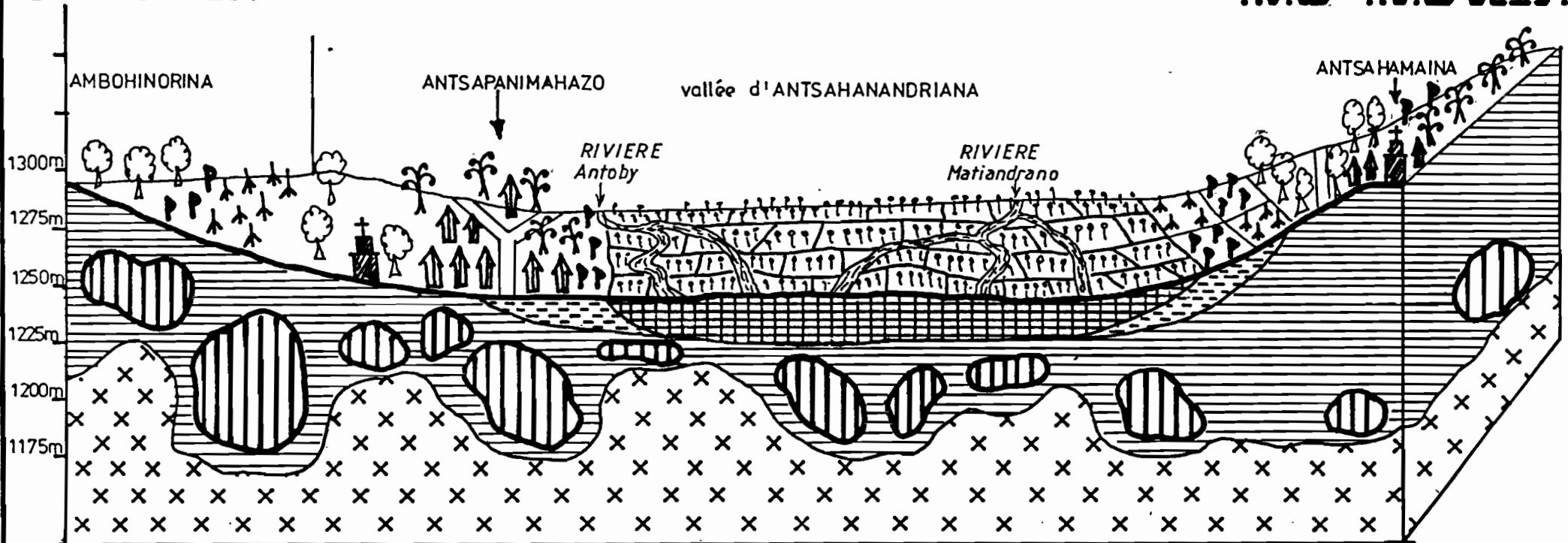


FIGURE N° 7

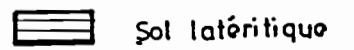
SUD - SUD EST

NORD - NORD OUEST



BLOC DIAGRAMME SUD-SUD EST et NORD-NORD EST
A TRAVERS LE VILLAGE d'ANTSAPANIMAHAZO (CAS D'UN VILLAGE SUR SOL LATÉRITIQUE)

LEGENDE



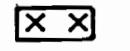
Sol latéritique



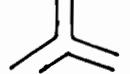
Sol hydromorphe



Boule de Granite
(zone d'altération)



Socle cristallin



Route



Village



Eglise



Riviere



Association culturale
(Mais Haricot)



Colluvions de bas de pente



Plantation d'arbre



Rizières



Champ de manioc



Verger

ECHELLES

Echelle des LONGUEURS : 1 / 100
Echelle des HAUTEURS : 1 / 2000

50m

25m

0

20m 40m

La recherche de l'argent guide des formes de gestion des terroirs : on voit ainsi des apports de fumier de parc sur les meilleurs sols "pour qu'ils donnent plus¹³". Dans les endroits difficiles d'accès du Firisana d'Antanetibe (partie à l'Est du lac) on observe par contre une exploitation des différentes facettes de la cuvette de l'Itasy en riziculture : début décembre, les sakamaina¹⁴ n'étaient pas encore repiqués, attendant que la saison des pluies soit vraiment installée ; les kametrahana¹⁵ l'étaient et on y observait dans les rizières un démarriage des plants : ceux qui restent sur pied sont moissonnés à partir d'avril, ceux qui sont arrachés seront repiqués en ankosakotsaka¹⁶, en bordure du lac où ils viendront plus tôt à maturité et constitueront une récolte de première saison (fin février, début mars)¹⁷. On pratique même dans certains terroirs de cette partie du lac, un semis direct du riz par culture en poquet, sur les parcelles an-kametrahana. Dans ce secteur, il n'y a pas de fumure des rizières car les sols sont perçus comme riches, bénéficiant chaque année de dépôts d'éléments fins (bitro) provenant des reliefs environnants¹⁸

VI - LES TECHNIQUES AMELIOREES SONT PEU UTILISEES

L'enquête a porté sur l'adoption de quelques "techniques améliorées" (selon le terme consacrée et sans que nous préjugions de l'efficacité de ces techniques) diffusées par les services de vulgarisation agricole : utilisation de semences sélectionnées, traitement et prégermination des semences, fertilisation organique et minérale.

L'adoption des ces techniques est très faible. Le meilleur résultat d'adoption est obtenu chez les paysans des Types III et IV, où presque la moitié des exploitations utilisent la

¹³ sur des sols de type baiboho (peu évolué, d'apport alluvial à proximité d'Analavory ; sur une unité de terre colluvio-alluviale, entre vodi-tanety et bas-fond, à Antsapanimahazo.

¹⁴ rizières des parties les plus élevées de la cuvette situées en bordure des reliefs environnants

¹⁵ rizière en position topographique médiane, entre les sakamaina et les parties basses de la cuvette ; ces rizières se différencient des sakamaina par une bonne alimentation hydrique.

¹⁶ partie basse de la cuvette, en bordure des eaux du lac et des cypéracées caractéristiques d'une zone d'inondation.

¹⁷ les paysans précisent que sans cette opération, les plants des rizières an-kaletrahana connaîtraient un développement végétal hypertrophié aux dépens de la formation de grains (repiquage à forte densité de plants âgés de 50 à 60 jours).

¹⁸ la première place au concours agricole FAFY 91 a été remportée par un riziculteur d'Andranofotsy (plaine de Fatradamba, firisana d'Antanetibe) : pas d'utilisation d'engrais mais bonne maîtrise de la culture en ligne. La FAO n'intervient pas dans ce Firisana.

fertilisation organique.

L'utilisation des semences améliorées, d'engrais chimique, le traitement des semences et la pré-germination sont des techniques peu répandues, voire non pratiquées.

Tableau n° 5 : Adoption des techniques améliorées par l'exploitation-type

	TOT AL	% Utilisant la technique	TYPE I	TYPE II	TYPE III	TYPE IV
Nombre exploitants	112	100 %	22	37	30	23
Variété améliorée	10	9 %	1	2	1	6
Traitement semence	9	8 %	1	2	1	5
Pré-germination	9	8 %	0	3	1	5
Fumier	39	35 %	4	7	15	13
Engrais	20	18 %	2	6	3	9

L'engrais est destiné essentiellement aux cultures de haricot, de tomates. Le riz n'en reçoit qu'une petite partie, à l'exception de la pépinière. La fumure organique est souvent utilisée pour les cultures de contre-saison, qui fournissent le plus de revenus monétaires.

L'achat de semence de riz améliorée (variété 1285) n'intéresse que quelques paysans membres de groupements. Les autres se contentent des variétés traditionnelles : *kalila, botry et rojo*.

Les paysans ont deux attitudes face à la vulgarisation des techniques améliorées :

- une adoption partielle des techniques qui entraînent des dépenses monétaires. Cette attitude s'intègre à une stratégie de limitation des risques, que l'on retrouve dans l'Itasy comme partout ailleurs. Mais le "paquet technique" proposé ne supporte pas toujours cette adaptation par les paysans, adaptation faite, non selon des critères techniques, mais sur des bases économiques . Il se produit alors parfois l'effet inverse

: les paysans dépensent quand même de l'argent pour les intrants, mais n'ont aucune amélioration de rendement par rapport à la culture traditionnelle.

- le refus de toute nouveauté technique ressentie comme une dépendance vis-à-vis de vulgarisateurs agricoles (VA) : l'image de ces vulgarisateurs auprès des paysans est rarement bonne. Cette attitude est souvent adoptée par des personnes âgées. Il ne faut pas sous-estimer ce problème, car les chefs de lignage ont souvent un rôle décisif dans les orientations de l'exploitation.

VII - L'ELEVAGE

La pratique de l'élevage constitue un élément capital dans la stratégie paysanne. L'élevage est un moyen de production, mais aussi une forme d'épargne et de capitalisation.

Tableau n° 6 : Répartition des effectifs bovins, porcins et de volaille par Exploitation - Type

TYPOLOGIE		TYPE I	TYPE II	TYPE III	TYPE IV
Nbre d'exploitants		22	37	30	23
Bovins	Total	9	49	98	100
	Nbre/Exploitants	0,4	1,3	3,3	4,5
Porcins	Total	14	41	40	18
	Nbre/Exploitants	0,6	1,1	1,2	0,9
Volailles	Total	57	154	240	324
	Nbre/Exploitants	3	5	8	14

Le tableau n° 6 fournit quelques renseignements sur la situation d'élevage dans les 4 villages enquêtés dans l'Itasy :

- Le nombre de bovins et de volailles augmente avec la taille de l'exploitation, mais l'effectif des porcs échappe à cette règle. Les bovins, dans le Type I sont mal répartis : 2 familles sur 22 seulement en possèdent. Dans le Type II, le même cas se répète : 10 familles sur 37 possèdent 49 boeufs.

Les paysans des Types III et IV qui possèdent plus de 7 têtes bovines, en réservent 4 pour le labour et les autres pâturent généralement sur les *tanety*.

- L'élevage porcin permet d'amorcer un capital monétaire. Les paysans recherchent ce type d'activité pourvoyeuse de liquidités et chaque famille, surtout des Types I et II essaie de posséder au moins un porc. Les paysans du Type I qui n'ont pas l'argent nécessaire pour acheter un porcelet s'associent à un éleveur qui lui en "prête" un.

L'engraissement est assuré par le paysan. Au bout de 6 à 12 mois (selon le contrat) le porc doit être vendu. Le partage se fait de la façon suivante : le prix d'achat du porcelet doit être remboursé au propriétaire, le bénéfice est divisé en deux (entre le propriétaire et le paysan). La part du paysan-éleveur constitue un capital qu'il peut investir dans l'achat d'un autre porcelet. Ce cycle ainsi plusieurs fois répété permet l'achat de boeufs ou l'achat de matériel agricole.

Mais l'encadrement sanitaire est défectueux et les porcs non-vaccinés sont fréquemment décimés par les maladies (comme en 1991, suite à la grève des services de l'élevage qui n'a pas permis la distribution de vaccins).

- Le nombre de volailles à plutôt tendance à diminuer. Dans l'élevage traditionnel, les volailles ne sont pas enfermées ; or, la ceinture de cultures pluviales tend à se resserrer autour du village. Les dégâts que font les poules dans les cultures incitent les paysans à limiter leur nombre aux besoins familiaux (fourniture du "*laoka*"¹⁹ pendant la période de travail agricole intense).

La situation sanitaire est un des obstacles au développement de l'élevage. (insuffisance de vaccins, de médicaments vétérinaires et de formation des éleveurs aux soins élémentaires).

VIII CONCLUSION

Cette rapide description du système de production dans les quatre villages étudiés permet de dégager quelques grandes lignes :

- la situation foncière est complexe et parfois confuse ; le droit foncier moderne est utilisé par quelques uns contre le droit foncier traditionnel. A ces conflits sur la propriété de la terre s'ajoutent la précarité de la situation des métayers ou des fermiers qu'aucune législation ne protège.
- la société est atomisé par des séparations entre ethnies, entre groupes statutaires d'une même ethnique, entre natifs et migrants.
- l'essentiel du matériel agricole est acquis autour de la culture attelée ou du transport

¹⁹ mets assaisonés accompagnant le riz

(charrettes). La diffusion des techniques améliorées est encore rare, tout comme le matériel qui l'accompagne (pulvérisateurs, poudreuses).

- les spéculations agricoles sont variées et les villages se spécialisent en fonction des aptitudes des sols ou des possibilités d'écoulement. Ces productions en croissance parfois très rapide (comme le haricot dès qu'il y a eu des débouchés sûrs) révèlent le dynamisme des paysans de la région et leur capacité à répondre à une demande du marché. La faible diffusion des techniques améliorées n'est pas alors à imputer à la "non réceptivité" des paysans, comme on l'entend parfois, mais à un problème soit d'adaptation de ces techniques aux contraintes du paysan, soit de méthodes de diffusion et de vulgarisation.

CHAPITRE II - UNE ORGANISATION SOCIALE HETEROGENE

Sur quel type de structure sociale portent les interventions de la FAO en Itasy ? Le souci de répondre à cette question a orienté l'optique de l'étude de la société, aussi la démarche insiste-t-elle sur les éléments qui éclairent la réalité sociale.

Liée au peuplement de la région, l'occupation de l'espace relève d'organisations sociales différentes. De cette situation découlent des réactions très diverses des paysanneries de la région envers toute intervention extérieure : en comprendre les ressorts est un moyen d'initier des actions plus appropriées.

Nous précisons d'abord le caractère récent de l'installation humaine dans la région avant d'analyser, à partir des quatre villages, la variété des structures sociales et de souligner la nécessité d'un encadrement qui tienne compte des besoins et des limites des paysans pour réellement être profitables à ces derniers.

I - UNE ZONE D'INSTALLATION RECENTE

La construction politique du royaume merina entreprise par le roi Nampoina (1787-1810) faisait de l'Itasy une zone périphérique, divisée entre les provinces (toko) de la région centrale : l'ancienne division du Mamolakazo¹ était attribuée aux Tsimahafotsy² alors que celle du Mandridrano était rattachée à l'Ambodirano.

Ces régions constituaient une zone tampon entre le royaume Merina et le royaume Sakalava, elles étaient aussi, selon les traditions orales, un lieu de refuge des populations venant de l'Alasora (petit village à l'est d'Antananarivo), fuyant l'expansionisme d'Andriapponimerina ; les affrontements qui en résultèrent eurent pour conséquence "la défaite des vazimba qui prenaient la fuite et s'installaient dans les eaux et buissons et par la victoire des "Andriana" (les nobles) qui depuis lors occupent les hauts sommets et y construisirent leurs villages et leurs tombeaux".

¹ La région de l'Itasy fait partie de l'ancien royaume de l'IMAMO. Ses anciennes subdivisions: Mandridrano, Valabetokana, Mamolakazo et Valalafotsy remontaient du temps d'Andriambahoaka. Actuellement, Mamolakazo correspond à la zone de Miarinarivo et Mandridrano à celle de Soavinandriana.

²Tsimahafotsy désigne un groupe de Hova (roturiers) dont la résidence se trouvait dans l'Avaradrano. Ambodirano est une des quatre provinces (toko) centrales, située au sud et à l'ouest d'Antananarivo.

Aussi est-on ici dans une zone de peuplement récent, ce que confirment plusieurs indices sur le terrain : l'ilôt sacré d'Andriambahoaka afovoanintany à l'est du lac Itasy, évoque un souverain qui aurait vécu entre 1590 et 1620, donc au début du XVII^e siècle.

- Au nord-est d'Antaboaka, la montagne d'Ambohidrano présente des fossés défensifs ; elle est le lieu de tombeaux de nobles. Ces derniers sont actuellement disséminés dans l'Itasy. Pour les Hova d'Antaboaka³, qui se disent natifs alors même qu'ils n'ont pas encore de tombeaux, ce sont les véritables "tompon-tany", les propriétaires de la terre, car ces nobles ont leurs tombeaux sur place, il s'agit, très certainement, des Andriana, qui ont vaincu les Vazimba, selon les traditions que nous avons mentionnés.

- A Antsapanimahazo, trois groupes statutaires co-existent : nobles, roturiers, descendants de serviteurs. Les premiers sont Andriamasinavalona et disent venir de Fieferana (une dizaine de km au nord-nord est d'Antananarivo) ; on retrouve là le mouvement des nobles attributaires de menakely, seigneurerie ou faux-fief, mouvement très important sous le règne d'Andrianampoinimerina (fin du 18^e-début du 19^e siècle).

- On sait par ailleurs qu'un grand nombre de "*lohombintany*" a été accordé dans cette partie ouest de l'Imerina par Andrianampoinimerina : il s'agit de terres données en toute propriété, pour fidélité ou services rendus au souverain, à des Hova ou des serviteurs, sans impôts fonciers avec droit de vente et de transmission des terres. Les paysans d'Antanetibe sont descendants d'Andriamaherifantsy, propriétaire du *lohombintany* situé plus à l'est, à Antanetibe-Soamahamanina : eux-mêmes ont quitté ce village-mère pour venir s'installer sur les rives de l'Itasy. Le doyen du "village-rejeton" d'Antanetibe est né en 1925 et ce village n'a pas encore (et ne pense pas encore construire sur place) son tombeau.

- Enfin, l'on observe des hameaux d'Antandroy, comme à Antanimarina. Originaires du sud de Madagascar, les Antandroy sont arrivés dans la région à l'époque coloniale, comme salariés des exploitations agricoles de réunionnais ou de métropolitains qui s'installent alors en Itasy ; contrairement aux autres populations, les Antandroy dans leur grande majorité, s'affirment comme étant seulement de passage, le temps de gagner assez pour être à même de ramener au pays de quoi se procurer des boeufs, élément essentiel dans leur société. Leurs habitations ne sont d'ailleurs pas l'objet de soins qui indiquerait un souci de rester longtemps sur place.

On peut dire que la première vague importante de peuplement a commencé ici au 18^e siècle, dans une région où de vastes espaces étaient disponibles : l'attribution de *lohombintany* l'atteste et l'appropriation foncière encore récente par le droit du premier occupant et utilisateur de la terre (cas des paysans d'Antanetibe) le confirme. A ce caractère récent de l'installation humaine se combinent la situation périphérique de la région et la diversité de l'origine des hommes pour expliquer la diversité actuelle que l'on observe dans la région : l'Itasy n'a pas été un creuset uniformisateur de la société.

³ le village d'Antaboaka, du côté sud de la piste, comporte trois groupes sociaux : Hova de Fenoarivo (dans l'Ambodirano, à une dizaine de km à l'ouest d'Antananarivo), Hova de Mandiavato, descendants de serviteurs d'Ambohijofy (même région que Fenoarivo)

II - UNE VARIETE DE LA STRUCTURE SOCIALE DES VILLAGES

Les habitations introduisent peut-être le mieux dans cette dimension d'hétérogénéité sociale : la différence est flagrante entre la physionomie d'Antanamarina, essentiellement des maisons basses en terre malaxée et toit de chaume, et celle d'Antsapanamahazo, où la partie nord et nord ouest voit de belles maisons à étage, en brique cuite et toits de tôle. Dans un même village peuvent s'observer des contrastes frappants : à Antaboaka, à quelques dizaines de mètres l'un de l'autre, construction moderne à étage et maisons traditionnelles co-existent.

Des traits communs semblent pourtant se retrouver ; notre développement commence par les décrire pour en préciser les aspects. Ces traits se révèlent plus ou moins conservés, selon les situations ; les nuances que nous observerons montrent la véritable réalité, qui est une diversité des situations sociales.

2.1 - DES TRAITS SOCIAUX QUI APPARAISSENT COMMUNS

Ils se rapportent aux différentes entités qui gèrent la vie des individus, à la place du culte des ancêtres, au niveau d'éducation des paysans.

2.1.1 - Les sous-ensembles de la société

Sur le plan de l'administration du territoire, chaque individu relève des collectivités décentralisées, le fokontany à l'échelle des villages. Papiers officiels et liens avec les Autorités sont établis dans ce cadre. Dans le quotidien, d'autres instances intéressent la vie, les actes, les décisions de chacun ; elles se présentent comme suit :

- Le "*tokantrano*" est le ménage. Le "*fianakaviana*" ou la famille nucléaire vit dans le *tonkantrano*. "*Ny tokantrano toy ny lamban'akoho ka faty no isarahanana*" (Le ménage ressemble aux plumes d'un poulet qui ne s'en sépare que mort). Dans ce proverbe, le ménage constitue le fondement de la vie de l'individu ; la société est donc composée d'inombrables "*tokantrano*" ; c'est une société "à maisons".
- Le "*fianakaviambe*" ou la famille élargie est formée de plusieurs "*tokantrano*" ayant le même ancêtre. La conception de "*fianakaviambe*" met en exergue les relations entre les membres, c'est à dire le lignage. Les distances spatiales ne font pas disparaître les liens de parenté qui unissent les différents "*tokantrano*".

Dans chaque village étudié on rencontre, au moins, une partie d'un *fianakaviambe* ou d'une famille élargie. Cela explique l'importance des liens de parenté que l'on observe toujours au sein des villages. Le *fianakaviambe* de chaque individu comprend le lignage paternel ou "*anaran-drax*" et le lignage maternel ou "*anaran-dreny*".

- Le "*fokonolona*" désigne une communauté de personnes vivant sur un même territoire. Il englobe plusieurs familles élargies et regroupe plusieurs personnes ayant

ou non des liens de parenté depuis la mise en place des collectivités décentralisées (1975). Le Fokonolona est la base de toute action de développement économique et social de son territoire. Il possède une délégation de pouvoir législatif et juridique importante qui est matérialisée par l'application des "*dina*".

- Le "*iray kibon'omby*" : littéralement, du même ventre d'une vache : l'expression évoque une solidarité qui découle d'une communauté d'origine ; son application territoriale est relative et dépend des relations interpersonnelles de chacun. Le "*iray kibon'omby*" regroupe des personnes qui se partagent bonheurs et malheurs familiaux (naissance, décès..). Les prescriptions du "*iray kibon'omby*" sont différentes des *dinampokontany* ; l'existence de cette instance indique un état de solidarité plus marqué, indépendamment de l'organisation officielle par les Fokontany : on l'observe au village d'Antanetibe, alors qu'elle n'existe pas à Antsapanimahazo.

Par delà ces sous-ensembles qui règlent d'une manière générale, bien que différemment, la vie des villages, la société rencontrée en Itasy pratique le plus souvent la patrilocalité (les ménages habitent les terres ancestrales de l'homme). Le système de parenté indifférencié est le plus adopté mais avec un net accent patrilineaire. Quelques exemples montrent cette supériorité des hommes : le fils doit être enterré dans la tombe de son père et l'épouse dans celle de son mari. Si, en général, les héritages suivent, la règle de la primogénéiture et se transmettent de père en fils, les femmes ont droit à une part égale à celle de leurs frères. Très souvent, la femme, après arrangement familial, hérite d'une maison aux dépens d'un terrain occupé par ses frères restés sur place. La virilocalité (suivre le mari après le mariage) est en fait la forme la plus répandue dans la région mais l'uxorilocalité (le contraire de la virilocalité) est quand même pratiquée par quelques femmes andriana héritant de vastes terrains cultivables. (Cas des femmes d'Antsapanimahazo).

2.1.2 - La place du culte des ancêtres

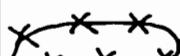
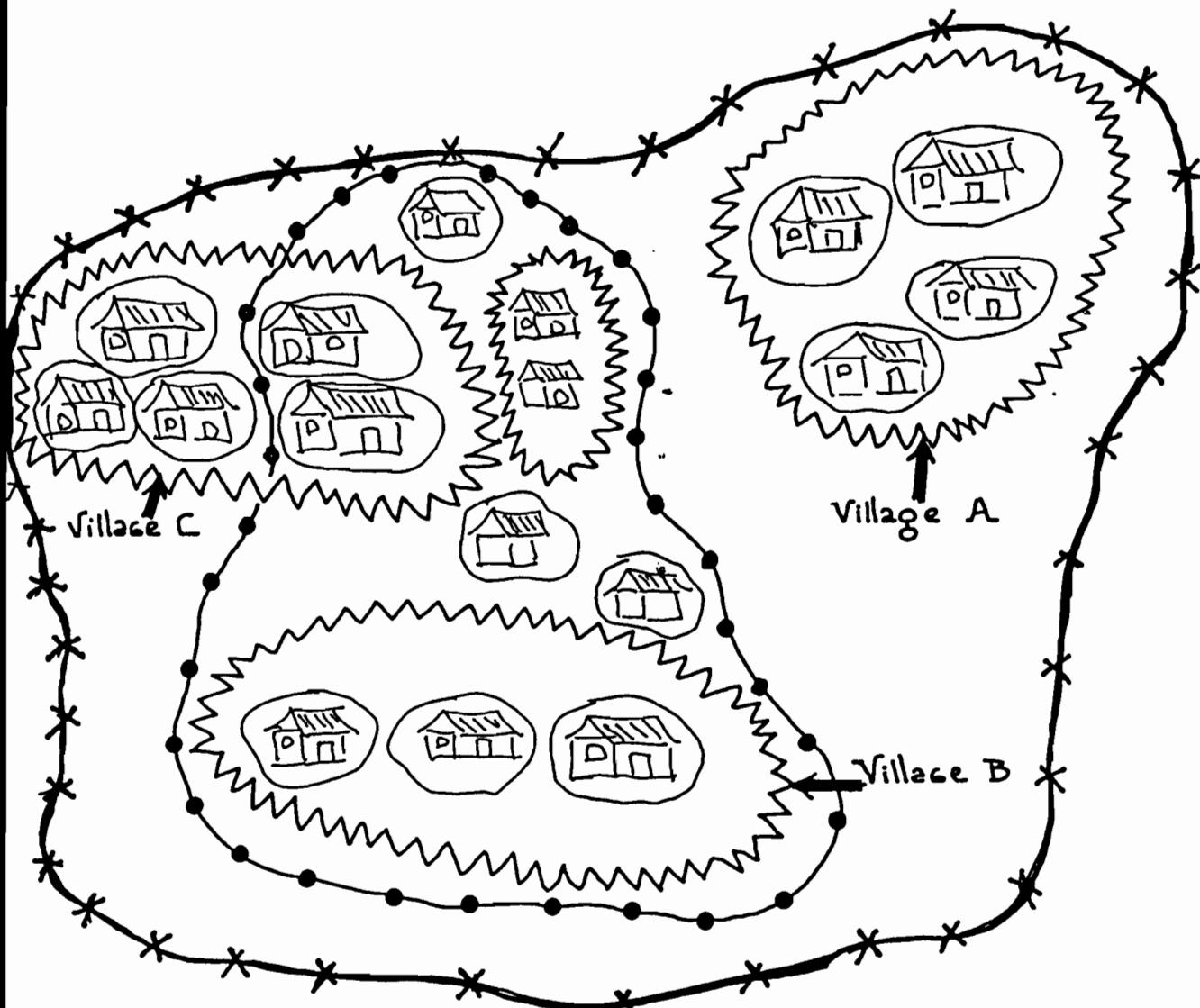
Malgré la pénétration de la religion chrétienne, essentiellement par le protestantisme et le catholicisme⁴, le culte des ancêtres garde une place centrale dans la vie et dans l'esprit des paysans de cette région. Les gens croient en la survie de l'âme après la mort. Une fois mort l'individu devient "*razana*", son âme quitte le corps refroidi pour errer dans l'atmosphère avant de rejoindre la demeure des âmes "*Ambodrombe*"⁵ où il est purifié et devient sacré. La mort est considérée comme un acte de passage d'un monde à un autre. On ne peut pas parler de coupure radicale entre les vivants et les morts. Le "*razana*" reste en rapport avec deux mondes différents (= le monde des vivants et le monde de l'au-delà). De leur monde, les âmes des ancêtres veillent sur les vivants, contrôlent la soumission des descendants aux règles de

⁴ plusieurs indices évidents : l'action des missions (lieux de culte, œuvres sociales), croix érigée sur les monts élevés, statue de Don Bosco à Antsapanimahazo.

⁵(29) Une montagne dans le Faritany de Fianarantsoa, considérée comme la demeure des âmes des malgaches.

FIGURE 7 bis

REPRESENTATION GRAPHIQUE DE LA STRUCTURE DE LA SOCIETE DANS LA REGION DE L'ITASY



Delimitation d'un FOKONTANY



Delimitation d'une Famille élargie



TOKANTRANO ou FAMILLE NUCLÉAIRE



DELIMITATION de IRAY KIBON'OMBY

la tradition. Elles peuvent bénir ou punir.

C'est le respect de ces "razana" qui est à l'origine de tous les rites funéraires, les vénérations des morts, et le culte des ancêtres. Ces rites funéraires sont la manifestation de la solidarité des vivants et du respect envers les défunt.

Seuls les spécialistes de l'au-delà, des personnes qui ont des dons particuliers peuvent entrer en contact avec ces âmes et ces esprits d'où ils puisent leurs connaissances et le secret de divers remèdes. Ce sont les *Ombiasy*, qui occupent une place prépondérante dans la société. Les pratiques sociales (circonsion, retournement des morts...) et certaines entreprises, individuelles ou de groupe (construction de maison, de tombeau) ne peuvent se faire qu'après consultation de ce personnage. Il a par ses dons et son art de la divination, une forte influence sur la vie des gens. Le nom "*Manazary*"

⁶, un chef lieu du Firisana de l'Itasy traduit les pouvoirs surnaturels de changer le destin "vintana" que possédaient les "*ombiasy*" qui habitaient jadis ce village.

Cela explique aussi la prépondérance certaine que gardent encore les personnes âgées au sein de la société. Avec leur plus grande expérience de la vie, ils sont considérés comme des sages, des "razam-belona", ancêtres vivants. Les jeunes leur donnent respect et ne peuvent souvent rien entreprendre sans leur bénédiction : les jeunes d'ailleurs, ne deviennent propriétaires fonciers qu'à la mort des parents. Il faut cependant noter que, avec l'évolution actuelle, certains jeunes deviennent plus instruits, plus entreprenants.

Dans cette philosophie, le lien le plus puissant qui unit les membres d'un village est mystique. Il est constitué par la tombe de l'ancêtre éponyme et les caveaux de ses descendants creusés auprès d'elle. Pour les andriana, les tombes sont situées au sommet du "vohitra", village originel, dans l'enceinte même de ce dernier qui est protégé par des fossés. Pour les hova, les tombeaux sont construits autour du village mais à l'extérieur des fossés de protection. Pour les *mainty*, les tombes sont localisées sur le flan d'une colline autre que celui du village ; on voit bien cette disposition à Antsapanimahazo : les tombes des Andriana se situent à Sambainkomasina et celles des *hova* à Ankidona. Le symbole que ces tombes représente est fortement consolidé par un ensemble formé des hameaux environnants, des rizières et des tanety, base des ressources. Le tout ne devient "*tanindrazana*", terre des ancêtres que lorsque le tombeau est présent sur les lieux ; ainsi les habitants d'Antanetibe, qui n'ont pas encore leurs tombes sur place, se sentent toujours liés au caveau d'Amparanaboamakamanina, le village mère et participent à tout "*famadihana*" qui y est fait.

L'environnement culturel et religieux des villageois est fortement marqué par

⁶(1) MPANAZARY veut dire celui qui fait le HAZARY. Le HAZARY est un charme, une magie, il vient de l'Arabe HAZARA qui veut dire deviner. MPANAZARY est donc celui qui devine. "*Manazary*" veut dire DEVINER.

l'importance du culte des ancêtres : par exemple, la vénération de nombreux lieux sacrés⁷. Les pratiques sociales et les interdits illustrent cette situation.

Toutes les cérémonies importantes respectent les conditions et les rites que l'on retrouve dans les campagnes des Hautes-Terres, signe d'une identité culturelle évidente : mariage, naissance, circoncision, rites funéraires, retournement des morts. Les lourdes dépenses qu'elles occasionnent sont acceptées car il s'agit là d'une phase normale de la vie qu'il faut assurer pour ne pas dévier d'un comportement social sage et ne pas s'attirer la colère des ancêtres qui veillent au bon déroulement de la vie au village. Les Antandroy se différencient sur plusieurs points :

- la polygamie tend à disparaître en Itasy à l'exception des Antandroy. L'homme prend une "*vady kely*", seconde femme, si le "*vady be*" première épouse est stérile ou s'il est assez riche⁸ pour entretenir une autre ou plusieurs femmes. Avant de prendre la seconde femme, le mari doit demander la permission à sa première épouse,

- leur installation dans la région répond essentiellement à l'objectif de se procurer de nombreux boeufs, dont le rôle social et culturel demeure primordial. Agriculture et salariat leur procurent des revenus ; certains créent même des groupements pour obtenir des prêts et produire en conséquence. Le troupeau de boeufs sécurise la famille, il l'assure de pouvoir faire face à ses multiples obligations,

- quand la mort frappe une famille Antandroy, le lieu de l'enterrement du défunt est discuté, selon la richesse, c'est à dire le nombre de boeufs de la famille ; dans le cas où il est décidé que l'enterrement se fera en Androy, le gendre doit offrir des boeufs pour participation aux frais, sous peine de perdre sa femme. Au pays, on doit garder la dépouille mortelle pendant au moins une semaine : une semaine de fête (danse, festin, coup de feu à 20 000 Fmg la balle et surtout consommation de boissons alcoolisées...) onéreuse, où des millions de fmg sont dépensés. Chaque fois qu'un Antandroy est mort, la même fête se répète.

"Raha manana, alevina amin'ny fananany; raha tsy manana alevina amin'ny angady", littéralement, si vous êtes riche, on vous ensevelit avec honneur; étant pauvre, le déshonneur vous suit jusqu'à la tombe. C'est cette peur continue du déshonneur qui pousse les Antandroy à immigrer, à investir dans les boeufs. L'objectif atteint, leur souhait est de revenir

⁷ montagne d'Ambohimiangara, îlot d'Andriambahoaka afovoanitany, eaux saintes comme aux chutes de la Lilia ou d'Andriambola...

⁸ "Quand un polygame est pauvre et sans ressources et que c'est par affection pour une femme qu'il l'a épousé, on dit de lui un homme sans fortune, agissant à la façon d'un esclave polygame, qui ne fait qu'augmenter ses charges ou qu'il se comporte comme une vieille qui en prenant une rivale attire sur elle-même le malheur .

au pays pour devenir "*patron'omby*" (grand propriétaire et vendeur de boeufs).

Les Antandroy ne pratiquent pas le "*Famadihana*". Ceux qui sont enterrés en Itasy sont ensevelis dans un tombeau individuel. Dans la région de l'Androy la présence des "*vatolahy*" (pierres levées) rappellent qu'un proche disparu est enterré ailleurs.

Tant pour les hommes demeurés sur leur terre que pour ceux qui l'ont quitté pour diverses raisons, la tombe de l'ancêtre représente le lien mystique qui les rattache à cette terre où ils tiennent à être ensevelis après leur mort. La tombe reste le pôle mystique des rapports entre les vivants et les ancêtres. Malgré l'avancée du christianisme, le culte des ancêtres par le biais de la tombe reste ancrée dans l'âme des habitants de l'Itasy.

La culture traditionnelle s'impose aussi dans les sociétés paysannes de l'Itasy par le biais des "*fady*", tabous ou interdits. La population rencontrée dans les quatre villages d'études présente chacune ses propres "*Fady*", tabou transmis par les ancêtres éponyme. Les habitants d'Antsapanimahazo n'élevent pas d'oies. Ceux d'Antaboaka (la partie est du village) s'interdisent de manger et d'élever du porc. La population d'Antanamarina ne plante pas de haricots. On pourrait presque dire qu'à chaque village et à chaque société correspondent des tabous rigoureusement respectés par la population.

Un répertoire rapide de ces fady distingue :

- les interdits de dire : dans la partie Est du lac Itasy, au bord des quatre lacs (Marotaolana, Andranomavo, lac Saint, et Marokapika) dans le fokontany d'Ambohimarina⁹ il est interdit de dire ; "*voay*" (caïman), "*lakana*" (pirogue).

- les interdits d'élever : à Antanamarina il est interdit d'élever des moutons. A Antsapanimahazo il est tabou d'élever ou d'apporter une oie dans le village. A Antaboaka, les gens venant d'Ambohijafy n'élevent et ne mangent pas le porc.

- les interdits de planter : à Antanamarina, partout où l'on peut voir la montagne d'Ambohitriririnina, on ne peut pas planter des haricots.

- les jours interdits : le Mardi il y a des gens qui refusent de prêter ou de donner à quelqu'un d'autre des biens matériels (argent, outils...) provenant de sa maison . A Antanamarina existe encore des personnes qui ne travaillent pas le Jeudi et le Samedi.

- les interdits de manger : les "Ambohijafy" d'Antaboaka ne mangent pas des "oignons" et de la viande de porc. Avant d'aller sur les lieux de pèlerinage, sur les tombeaux des "Andriana" ou les lieux de la culte des ancêtres, il est interdit de consommer de la viande de porc. Et c'est formellement interdit d'y apporter de la viande de porc.

⁹(41) Dans le Firaiana d'Antanetibe, à 23 km à l'Est de Soavinandriana.

- les interdits de faire : imposé par les "*mpanao ody havandra*", personnes qui ont la possibilité d'éviter la grêle, qui de nombreux interdits sont rigoureusement suivis par toute la population. Pour cela il est interdit de "*mikapo-bato*" ou de tailler les pierres. Avant la récolte du riz, on ne doit pas apporter dans le village le "*hazon-drano*"¹⁰ humide. Tant qu'on rencontre encore du riz sur pieds dans les rizières, on ne peut pas encore badigeonner les aires avec la bouse de vache.
- les interdits du lac Itasy : si on veut traverser le lac, il est interdit d'y faire passer : un mouton ou le tambour dont le cuir est en peau de mouton. Il est à éviter d'y faire passer un cadavre, du "*lamba mena*" (tissu pour ensevelir les morts). Il est interdit de cracher dans la partie la plus profonde du lac, à Ambatotsiandrana. On peut classer ces "*fady*" rencontrés dans la région en trois grandes catégories :

1 - Les "fadin-tany" : qui sont les prohibitions, les interdits, les tabous et les coutumes liés au territoire. Comme les interdits de dire "*voay*" et "*lakana*" au bord de quelques lacs de la région, doivent être respectés par toute la population.

2 - Les "fadin-drazana" : concernent les règles et les interdits provenant des aïeux. Comme le "*fady*" des gens venant d'Ambohijafy qui n'élevent ni ne mangent du porc. Ils sont respectés seulement par un groupe.

3- Les "zava-pady" : qui se rapportent aux amulettes "*ody*". Chaque "*ody*" a ses règles et obligations à respecter aussi bien pour celui qui les confectionne que pour ceux qui les portent sous peine d'en perdre l'efficacité.

Toutes ces pratiques sont encore respectées de nos jours et peuvent en cas de non respect entraîner l'isolement voir même l'exil forcé du fautif surtout pour les "*fadin-tany*" qui visent l'intérêt collectif.

Dans cette diversité de tabous, le trait commun est la philosophie qui les fait respecter : les ancêtres surveillent les vivants et peuvent punir toute violation des lois ancestrales (maladie, mort, mauvaise récolte...). Il y a là un domaine spirituel, culturel aux effets directs sur les actes de production.

2.1.3 - Le niveau d'éducation des paysans

L'analyse utilise les résultats de l'enquête au niveau des chefs de ménage (voir chapitre I) ; il apparaît que beaucoup de personnes qui ont été alphabétisées se trouvent maintenant dans l'impossibilité de lire et d'écrire un texte simple, faute de pratique. Par ailleurs, l'éloignement de l'école à partir de la classe de 6^e amène les enfants, même ceux des

Plante aquatique servant à la fabrication de nattes. Famille des cypéracés.

paysans du type IV (catégorie aisée) à abandonner le cursus scolaire. Ces faits indiquent un niveau d'éducation limité¹¹ qui ne semble pas appelé à s'améliorer. Il y a bien sûr des exceptions, mais la majorité de la population possède un cadre de référence qui ne dépasse pas l'univers familial du village, du terroir, des axes habituellement fréquentés hors du village (marché, bureau du firaiana, éventuellement centre de soins) : il faut en tenir compte et proposer des projets qui soient à la mesure de la capacité de ces paysans, ou assurer une formation qui leur permette d'intégrer les circuits de production qu'on leur offre (par exemple, utilisation de chèques bancaires, gestion de livres de compte...).

2.2 - LA DIVERSITE DES REALITES SOCIALES DES VILLAGES

L'étude des villages permet d'insister sur deux aspects qui mettent particulièrement en valeur leur diversité sociale : l'origine des habitants, qui est un facteur important de la solidarité villageoise, et la différenciation économique.

2.2.1 - Une solidarité villageoise fonction de l'origine des villageois ?

Le grand nombre d'interdits encore respectés montre l'hétérogénéité du peuplement : à la limite, à chaque groupe correspondent des tabous, différents de ceux des autres. Dans le secteur d'étude, on trouve plusieurs types de sociétés villageoises qui déterminent différents états de solidarité.

- A Antsapanimahazo co-habite les groupes statutaires nobles-roturiers-serviteurs, nettement délimités dans l'espace : les Andriana dans la partie nord, les serviteurs vers le sud. On n'a pas de cohésion des villageois :

* des vols ont lieu dans le village, des arbres plantés par des migrants sont brûlés par les autochtones sur les "tanety" inoccupées aux alentours,

* il n'y a pas de reconnaissance d'une autorité qui puisse imposer une discipline collective : si à l'origine, la mise en place d'une retenue d'eau a mis à contribution la solidarité de tous les propriétaires de rizières dans le bas-fond concerné, quelle que fut l'origine sociale de ces derniers, il n'y a pas actuellement de gestion efficace des problèmes d'eau pour la culture inondée de bas-fonds. La gestion d'un réseau d'irrigation dont le barrage principal a été réhabilité par la FAO le montre : le président du réseau n'a pas la personnalité nécessaire pour instaurer une discipline qui règle le bon fonctionnement du réseau que les éléments dynamiques, victimes du mauvais fonctionnement (position aval) ne peuvent pas faire bouger les choses faute

¹¹ le certificat d'études primaires est le diplôme le plus répandu

de légitimité¹².

Aux dires des paysans, seul une "révolution des mentalités" ou la présence d'un dirigeant à forte personnalité, rigoureux dans l'application des règlements et conforté par la capacité de sanctionner¹³ permettra de renouer avec une structure qui imposera dans l'intérêt de la majorité, le bon fonctionnement du réseau.

- Quelques personnes accaparent les fonctions qui mettent le monde villageois au contact avec le monde extérieur ; le président du fokontany est aussi président de groupement, collecteur, président d'un réseau hydro-agricole, catéchiste. Un autre président de groupement est en même temps épicer et collecteur. Fait plus marquant qui concerne la cohabitation de plusieurs groupes dans le village, les membres des groupements ont presque tous des liens de parenté ; ce sont tous des groupements de descendants de nobles ou de roturiers, il n'y a aucun descendant de serviteur qui intègre un groupement.

- Antanetibe présente une structure très différente, presque à l'opposé de celle d'Antsapananimahazo ; il s'agit d'un groupe de segmentation lignagère où tous, des Hova, ont des liens de parenté les uns avec les autres. Le doyen, âgé de 66 ans en 1991, y exerce une autorité reconnue : les interdits sont respectés, chacun étant conscient des méfaits que leur transgression apporterait à la communauté. La pratique du salariat agricole ne signifie pas absence de solidarité : les travaux d'entraide ont toujours cours et surtout une organisation villageoise traditionnelle fonctionne toujours : l'Ampolokely¹⁴ aide les uns et les autres dans le cas d'évenements familiaux (mariage, décès...), désigne les tours de garde nocturne quand cela est nécessaire, gère la répartition de terres de bas-fonds dont on attend l'aménagement¹⁵.

Il est frappant de constater que les villageois donnent la prééminence à cette organisation sociale par rapport au niveau économique : le ménage du doyen est de type I, son autorité morale n'en est pas moins reconnue et acceptée par tous, jeunes et adultes, riches ou moins riches. A la communauté d'origine entretenue par les liens encore actuels avec le tombeau du village originel d'Amporana-Soamahamanina, deux autres facteurs s'ajoutent pour expliquer, à notre avis cette situation : le village est difficile d'accès, isolé par rapport aux principaux axes de communication, ce qui limite l'introduction de nouveaux "canons" du fonctionnement social ; en outre, les villageois s'adonnent à la culture du tabac, source essentielle de leurs revenus : illégale, cette culture maintient par son importance, des conditions de cohésion.

¹² un paysan d'aval a pris l'initiative d'assurer des travaux urgents pour que l'eau arrive dans sa parcelle et a alors sensibilisé sur la nécessité d'un entretien collectif du canal. Son zèle a été refroidi par la remarque "est-il le chef du réseau".

¹³ le président actuel du réseau est connu pour sa bonté, il est aussi catéchiste de l'Eglise catholique.

¹⁴ terme synonyme d'"iray kibon 'omby"

¹⁵ il s'agit d'un futur petit périmètre irrigué (PPI)

- Antaboaka et Antanamarina présentent des situations où la cohésion des lignées commence à être battue en brèche par des initiatives individuelles ; fait significatif, la conception de la caution solidaire : engagement explicite de tout membre du groupement, elle n'est pas acceptée comme une obligation personnelle, en cas d'échec d'une opération menée par le groupement. On se décharge sur ceux qui, au sein du groupement, ont mené l'affaire.

- Sur 23 ménages, 17 sont du même lignage à Antanamarina. Les membres du groupement Mirindra sont tous apparentés, soit naturellement, soit par alliance matrimoniale ; une opération alevins menée avec succès ne révèle pas de dysfonctionnement social. C'est avec l'échec d'une opération de collecte PAM que ce caractère se révèle¹⁶ ; on voit alors le doyen-chef du lignage découvrir les problèmes du groupement où ses enfants ont pris des responsabilités et on sent que le pouvoir est en train de lui échapper, même si son autorité morale reste intacte ; on perçoit aussi un comportement singulier de quelques membres : ils font confiance aux initiateurs de l'opération pour procéder au remboursement et éviter aux autres de débourser de leurs poches. On observe une certaine sérénité, probablement fruit d'un fonds de confiance qu'on continue à accorder aux autres membres du lignage, état que l'on ne retrouve plus à Antaboaka.

Nous avons dit que trois groupes sociaux peuplent le village d'Antaboaka ; seuls les Hova originaires de Fenoarivo sont concernés par les groupements FAO. Ils sont les plus riches du village, ils y possèdent la majorité des terres. Les membres des deux groupements Kelimiavotra et Liantsoa appartiennent d'ailleurs pour l'essentiel, à une même lignée : l'existence de Liantsoa, le plus récent manifeste déjà une volonté d'autonomie par rapport au père chef de lignée qui est président de Kelimiavotra.

Au sein de ce dernier groupe, on ne se déclare pas du tout solidaire de la défaillance de ceux qui n'ont pas tenu leurs engagements (problème de livraison du riz pour le PAM) pris au nom de tous en vertu du principe de la caution solidaire : une solution envisagée est même de "remettre" à la BTM celui qui n'a pas pu rembourser normalement ce qui lui a été prêté. Dans ce cas aussi on observe un pouvoir amoindri du chef de lignée, plus ou moins perdu face aux problèmes soulevés par la logique commerciale et bancaire qui règle les affaires du groupement.

On voit ainsi dans les deux villages, une destructuration du pouvoir traditionnel, sans qu'une organisation nouvelle liée à des formes de relations plus économiques, ne soit encore mise en place, pour assurer la gestion des problèmes du village. Ici, les contacts avec l'extérieur créent des mutations au profit d'individus qui savent tirer parti des opportunités offertes. Ce sont souvent des jeunes, issus des familles bien établies et/ou déjà rompus aux activités d'échange. Cette situation entretient l'inégalité économique, l'autre élément de la diversité des réalités villageoises.

2.2.3 - Des pauvres et des riches

¹⁶ il faut noter que début 1991, plus de dix groupements PAM de l'Itasy n'avaient pas effectué ni livraison de riz, ni remboursement.

La catégorisation de la société en quatre types, dans les villages étudiés, souligne cet aspect de l'hétérogénéité de la société.

Les différences entre les quatre types tiennent avant tout à la propriété foncière : la richesse est essentiellement fonction de la taille des terres, aspect que confirment plusieurs stratégies foncières :

- à Antanetibe, les riches gagnent de nouvelles rizières sur des "*tany-vao*", zones incultes au prix de travaux salariés et la communauté villageoise se réserve des terres d'une manière coutumière sur le futur petit périmètre irrigué ;

- à Antaboaka ouest, les fils cherchent épouse hors du terroir (Soavinandrina, Analavory...) pour disposer de terres autres que celles dont ils vont hériter¹⁷.

- malgré une impression de relative faible¹⁸ d'occupation humaine pour qui vient du centre de l'Imerina, on sait que les conflits fonciers sont nombreux et aigus dans la région de l'Itasy, où co-existent anciennes exploitations d'expatriés, droit coutumier, droit moderne ; certains conflits ont même dégénérés entraînant agressions, plaintes déposées auprès du tribunal....

L'étude des exploitations agricoles a aussi montré que l'adoption des techniques améliorées de culture est la plus forte dans les types III et IV, ce qui indique une perpétuation des meilleurs bénéfices au profit des gros propriétaires fonciers.

Un autre caractère : on acquiert des boeufs lorsqu'on est riche, ce qui entretient l'avantage car on dispose alors de fumier, facteur important de l'augmentation des rendements et d'animaux de trait, essentiels pour améliorer la productivité.

L'élevage des porcs, un autre moyen très répandu pour accumuler du capital exige aussi de posséder assez de terre pour y cultiver ce qui est nécessaire à l'alimentation de l'animal¹⁹; du paddy peut même leur être donné, ce qui rejoint les observations faites par C. Blanc Pamard en pays merina²⁰.

Comme il ne semble pas exister de possibilité d'enrichissement par la poly-activité,

¹⁷ rappelons que dans les héritages, les femmes ont droit à une part égale à celle de leurs frères.

¹⁸ cette impression est donnée par la taille des parcelles rizicoles ou de cultures pluviales ; on remarque aussi un faible souci de fabrication de fumier de parc (nous en avons observé uniquement à Antsapanimahazo) : cela donne à penser que l'intensification n'est pas une priorité, vu la possibilité de cultiver sur des espaces étendus.

¹⁹ "pour élever des porcs, cultivez d'abord beaucoup de parcelles" disent les paysans

²⁰ Blanc-Pamard C : Du paddy pour les porcs. Déviance d'une société rizicole.

comme dans l'Est de l'Imerina²¹, l'appui de la FAO aux groupements de paysans sur des projets économiques est un espoir d'amélioration de la situation des plus pauvres, les moins nantis en terre : on voit pourtant que les groupements sont essentiellement le fait de paysans de type III et IV. D'une manière presque caricaturale, on voit dans l'espace villageois d'Antaboaka, selon un axe est-ouest, une reproduction par le projet FAO de la différenciation sociale et spatiale : en bordure de l'axe goudronné Ampefy-Soavinandriana, le groupement Liantsoa, avec la belle maison du président et le G.C.V ; puis, le hameau hova qui fournit les membres du groupement Kelimiavotra. Enfin, plus à l'est et en position plus éloignée de l'axe goudronné, le hameau des descendants de serviteurs d'Ambohijafy : pauvre, ce que révèle la physionomie des maisons ; essentiellement des paysans de type I, avec une place importante du tissage (vannerie par les femmes) et de la pêche dans les revenus. Le projet n'y intervient pas.

CONCLUSION

C'est dans une société inégalitaire et fortement déstructurée, au point de vue de l'autorité et de la discipline collective, que le projet FAO exerce son action.

Nous avons vu la diversité des situations observées liées surtout à l'histoire du village, à sa situation géographique qu'aux groupes sociaux qui cohabitent. Il nous semble que le projet doit tenir compte de cette diversité pour adapter ses interventions et permettre aux moins nantis, c'est à dire les plus petits propriétaires fonciers, de profiter de l'action de développement entreprise ; pour l'instant, il faut noter qu'il n'y a pas ou très peu de paysans de type I, ceux qui auraient le plus besoin d'aide car confrontés à des problèmes de soudure, qui adhèrent à des groupements.

²¹ Commerce ambulant, exploitation de l'eucalyptus (charbon, bois de chauffe ou de construction, artisanat...) permettant aux paysans petits propriétaires fonciers de gagner de l'argent qui alimente l'exploitation agricole.

CHAPITRE III - REVENUS ET DEPENSES, UNE APPROCHE DES BUDGETS RURAUX

I - INTRODUCTION

Le revenu des ménages conditionne les comportements de consommation, d'épargne, d'accumulation, donc mode de vie : c'est donc un critère de différenciation sociale. L'étude des budgets des ménages révèle les secteurs d'actions prioritaires pour améliorer le niveau de vie de la population.

Nous avons établi un questionnaire proposé aux chefs de ménages et/ou à leurs épouses. Nous avons essayé avec eux d'estimer leurs recettes agricoles ou extra-agricoles, ainsi que les dépenses pour l'exploitation, pour l'alimentation ou l'entretien de la famille. L'enquête a eu lieu en février-mars 1991 : pour les dépenses hors-alimentation, les données ont été recueillies de la dernière récolte de riz (mai 1990) jusqu'en février 1991. Pour plus de clarté, et bien que cela accroisse la marge d'erreur, nous avons utilisé ces résultats pour faire une extrapolation des recettes et dépenses annuelles.

Ce type d'enquête par interviews comporte de nombreux risques d'erreurs qui en limite la fiabilité :

- erreurs volontaires ou involontaires de la part des enquêtés ; à la méfiance bien naturelle, qui incite à sous estimer les rentrées monétaires, s'ajoute la difficulté de se souvenir d'un certain nombre de mouvements d'argent, en l'absence d'une comptabilité précise.
- le troc (avec des unités de mesure qui varient d'un village à l'autre) et l'autoconsommation sont particulièrement difficiles à estimer. Or, en se limitant aux transactions monétaires, on néglige une partie de l'économie.

L'analyse des budgets, à partir des données quantitatives recueillies, ne peut donc être significative que dans les grandes tendances. Le traitement des quatre villages a été fait séparemment et la comparaison montre que les catégories agglomérées présentent une cohérence entre elles : soit les erreurs sont les même dans les quatre villages, soit les résultats sont fiables à un certain niveau.

Les ménages ont été classées en trois groupes : bas revenu, revenu moyen ou revenu

élevé. La délimitation de ces groupes à été faite à partir des catégories nationales : le groupe des bas revenus touche à peu près le S.M.I.G. ou moins, soit un montant de 420 000 Fmg par an (35.000 Fmg par mois, soit l'équivalent, pour l'année 1990-1991, de 60 kg de riz blanc). Les revenus moyens sont en dessous de 900.000 Fmg par an et le groupe des revenus élevés gagne à peu près l'équivalent de la solde annuelles des fonctionnaires cadres moyens débutants soit 900 000 Fmg.

Il est utile de préciser quelques points de vocabulaire avant d'entrer dans le détail de l'étude.

Le revenu est l'ensemble des ressources dans une période déterminée. Il est constitué par :

- le revenu monétaire qui correspond aux résultats des transactions monétaires ;
- le revenu non monétaire qui représente les opérations d'échange par troc (échange direct des produits sans l'intermédiaire de la monnaie), les cadeaux en nature, les biens produits ou services fourni par les ménages.

Dans ce travail nous n'avons pu prendre en compte que les revenus monétaires.

Pour la présentation des résultats, les composantes suivantes sont retenues :

- Vente des produits : elle ne concerne que la vente de produits et sous produits de l'agriculture, de la pêche ou de l'élevage.
- Recette de l'artisanat : regroupe toutes les recettes monétaires brutes résultant de la vente de services ou de produits de l'artisanat.
- Salaires agricoles : concerne toutes ressources en numéraires perçues par les membres du ménage comme salarié permanent ou temporaire dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.
- Transferts sociaux : ce sont des sommes d'argent que les ménages reçoivent d'une autre personne, par exemple les dons pour les cérémonies.
- Autres : les ressources monétaires provenant d'une activité à caractère commercial, les rentrées d'argent provenant d'un emprunt contracté ou d'un recouvrement de prêt consenti ou se rattachant à un évènement familial traditionnel.

II - DES RECETTES ESSENTIELLEMENT AGRICOLES

2.1 - LES VILLAGES SONT SPECIALISES DANS CERTAINES ACTIVITES

Les tableaux de l'estimation des recettes par village font ressortir les tendances suivantes (tableaux 7, 8, 9 et 10) :

- L'agriculture fournit une part importante des revenus de la population. Le revenu agricole représente 66 % et 74 % du revenu pour les deux villages sur sol ferrallitique (Antsapanimahazo et Antanetibe). Il atteint 81 % et 84 % pour Antaboaka et Antanimarina qui sont tous deux sur sol volcanique. Pour la partie Ouest de la zone d'action du projet, la proximité de l'axe routier favorise l'écoulement des produits et la fertilité du sol permet de meilleurs rendements : la population est encouragée à entrer dans le système de l'économie du marché.

- Chaque village a sa spécialité que les postes de revenus reflètent bien :

* A Antaboaka, plus de la moitié du revenu (56 %) provient de la culture de haricots et de tomates (cultures commerciales). Les activités commerciales (rubrique "autres sources de revenus") contribuent aussi pour 13 % au revenu.

* A Antanetibekely, presque la moitié des recettes proviennent de la vente de tabac. Le village vend aussi beaucoup de paddy à Antaboaka et dans les villages qui n'ont pas de bas-fond. L'élevage bovin et porcin contribue pour 20 % au revenu. Mais à l'intérieur du village, la plupart des échanges se font sous forme de troc (ces transactions ne sont pas comptabilisées dans l'enquête).

* A Antanimarina, les cultures sont plus diversifiées : aux revenus des cultures vivrières traditionnelles (paddy et manioc) s'ajoutent ceux des cultures commerciales (tabac et arachide). Le village commence aussi à vendre des papayes.

* A Antsapanimahazo, les sources de revenus sont plus nombreuses que dans les autres villages. Les revenus de l'élevage, de l'artisanat et du salariat forment un tiers des recettes ; à peu près un autre tiers est fourni par le paddy et le manioc.

- La contribution de l'élevage au revenu est très variable : 1 % pour Antaboaka, 8 % pour Antanimarina, 14 % pour Antsapanimahazo et 21 % pour Antanetibekely. Une grande partie de la volaille est destinée à la consommation familiale. Le bœuf est à la fois un investissement (bœufs de trait) et une forme d'épargne pour les paysans. Le revenu de l'élevage de porc permet, dans certains cas, le financement de la production et l'achat de bœufs. Pour une grande partie des habitants d'Antaboaka, il est interdit d'élever des porcs.

Tableau n° 7 : Estimation des recettes à Antaboaka (En millier de Fmg)

	Periode : mai 1990-fév 1991 VILLAGE SUR SOL VOLCANIQUE : ANTABOAKA																	
	GRANDS POSTES DE REVENUS																	
	TOTAL	REVENUS DE PRODUITS AGRICOLES												REVENUS DE PRODUITS ANIMAUX		AUTRES SOURCES DE REVENUS		
Part du grand poste de revenu	100 %	81 %												1 %		18 %		
		Paddy	Manioc	Tomates	Haricot	Papaye	Tabac	Ara-chide	Maïs	Voanjo bory	Légu-mes	Autres produits agricoles	Bovin	Porcin	Volailles	Artisanat	Salariat	Autres
% du revenu par rapport au revenu total	100 %	6,1	2,3	16,9	39,4	-	-	9,1	1	-	0,7	5,5	-	0,2	0,4	2,4	3,3	12,7
Revenu moyen par ménage	1398	85	32	237	550	-	-	127	15	-	11	77	-	2	5	34	46	177

Tableau n° 8 : Estimation des Recettes à Antanetibe (En millier de Fmg)

	Periode : mai 1990-fév 1991 VILLAGE SUR SOL FERRALITIQUE : ANTANETIBE																	
	GRANDS POSTES DE REVENUS																	
	TOTAL	REVENUS DE PRODUITS AGRICOLES											REVENUS DE PRODUITS ANIMAUX			AUTRES SOURCES DE REVENUS		
Part du grand poste de revenu	100 %	74 %											21 %			5 %		
		Paddy	Manioc	Tomates	Haricot	Papaye	Tabac	Ara-chide	Mais	Voanjo-bory	Légumes	Autres produits agricoles	Bovin	Porcin	Volailles	Artisanat	Salariat	Autres
% du revenu par rapport au revenu total	100 %	10,3	11	-	2	-	45	3,5	0,6	0,7	-	0,8	9,4	9,9	1,3	1	3,5	1
Revenu moyen par ménage	785	81	87	-	17	-	354	27	5	5	-	7	74	78	10	8	27	5

Tableau n° 9 : Estimation des recettes à Antanimarina (en millier de Fmg)

	Periode : mai 1990-fév 1991 VILLAGE SUR SOL VOLCANIQUE : ANTANIMARINA																	
	GRANDS POSTES DE REVENUS																	
	TOTAL	REVENUS DE PRODUITS AGRICOLES											REVENUS DE PRODUIT ANIMAL		AUTRES SOURCES DE REVENUS			
Part du grand poste de revenu	100 %	84 %											8 %		8 %			
		Paddy	Manioc	Tomates	Haricot	Papaye	Tabac	Ara-chide	Maïs	Voanjobory	Légumes	Autres produits agricoles	Bovin	Porcin	Volailles	Artisanat	Salariat	Autres
% du revenu par rapport au revenu total	100 %	17,3	16,5	5,6	-	5,6	12,8	18,3	7,1	-	-	1	3,7	3,2	0,9	-	5,5	2,6
Revenu moyen par ménage	587	102	97	33	-	34	75	108	42	-	-	6	22	19	5	-	32	12

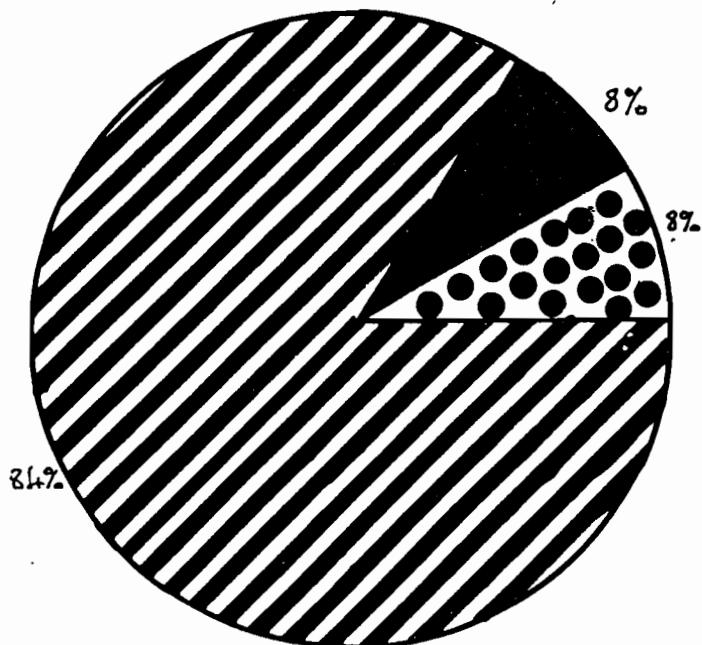
Tableau n° 10 : Estimation des recettes à Antsapanimahazo (en millier de Fmg)

	Période : mai 1990-fév 1991 VILLAGE SUR SOL FERRALITIQUE : ANTSAPANIMAHAZO																	
	GRANDS POSTES DE REVENUS																	
	TOTAL	REVENUS DE PRODUITS AGRICOLES										REVENUS DE PRODUIT ANIMAL			AUTRES SOURCES DE REVENU			
Part du grand poste de revenu	100 %	66 %										14 %			20 %			
		Paddy	Manioc	Tomates	Haricot	Papaye	Tabac	Ara-chide	Maïs	Voanjo bory	Légu-mes	Autres produits agricoles	Bovin	Porcin	Volailles	Artisanat	Salariat	Autres
% du revenu par rapport au revenu total	100 %	16,7	14,6	7	8,8	-	-	5,2	5,6	-	1,5	6,2	9,1	4,2	0,7	3,3	16,5	0,6
Revenu moyen par ménage	594	99	87	42	53	-	-	32	34	-	9	37	54	26	5	20	92	4

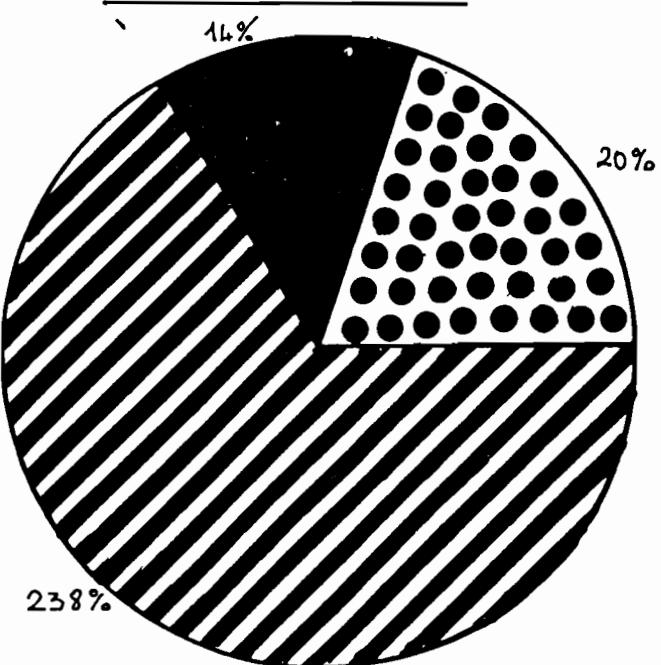
ESTIMATION des RECETTES

FIGURE 8

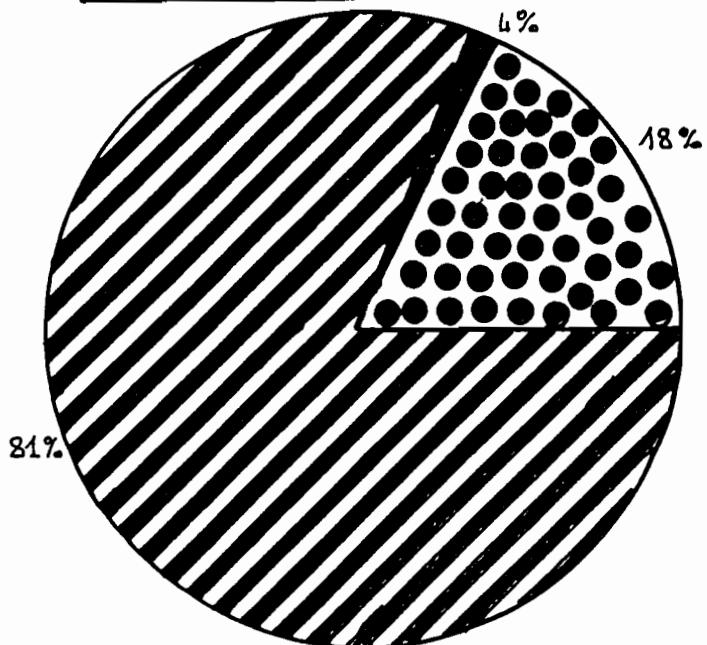
ANTANIMADINA



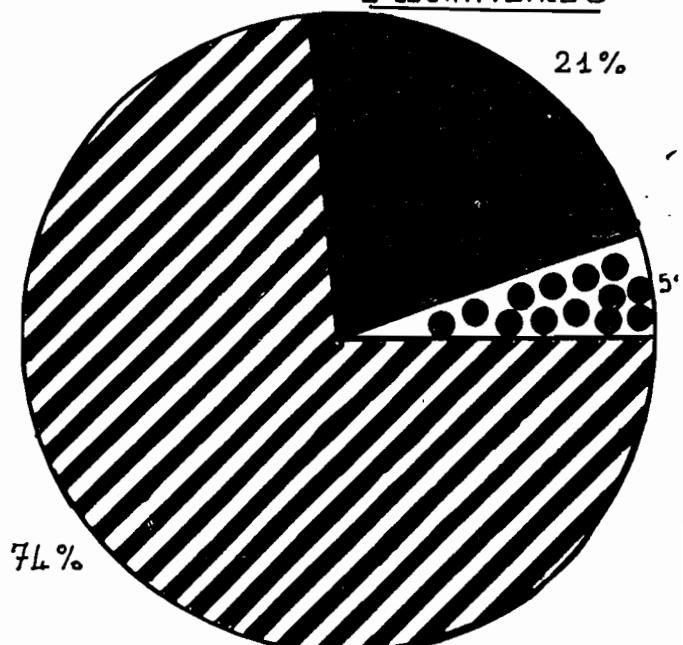
ANTSAPANIMAHazo'



ANTABOAKA



MAHATSINJO



LEGENDE

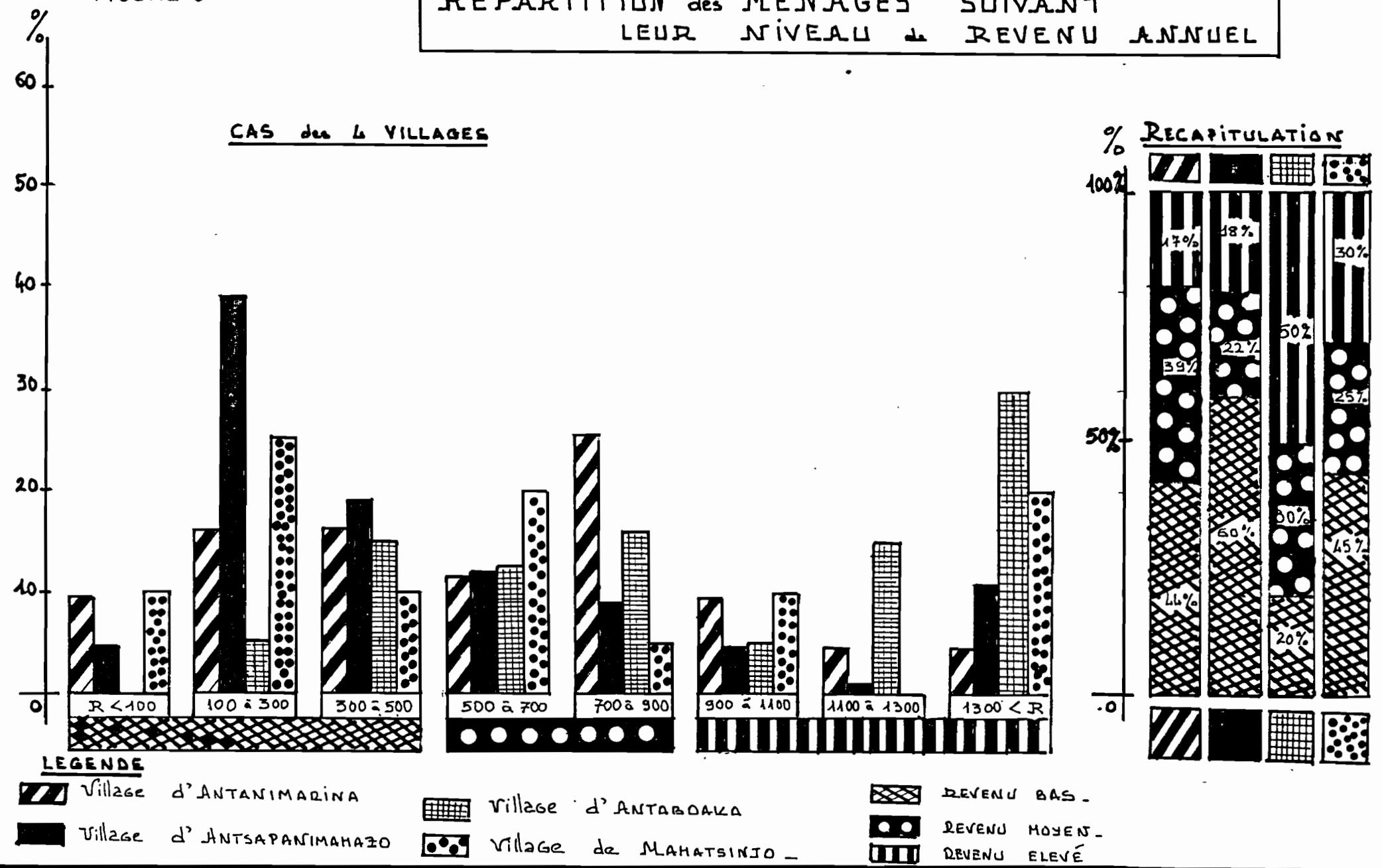
AUTRES SOURCES de REVENUS

REVENUS de PRODUITS ANIMAUX

REVENU de PRODUITS AGRICOLES

FIGURE 9

**REPARTITION des MENAGES suivant
LEUR NIVEAU de REVENU ANNUEL**



L'exiguité de la terre et le manque de pâturage limitent l'extension de l'élevage. C'est pourquoi les habitants d'Antaboaka n'élevent que quelques boeufs.

- Le salariat agricole représente 3 à 16 % du revenu. Certains travaux agricoles requièrent une importante main d'oeuvre. Les matériels agricoles employés par les salariés se limitent à l'angady pour les paysans du type I. Mais les paysans du type II et III proposent leurs services avec parfois leur charrette ou leurs charrettes pour le type IV.

- Les produits artisanaux n'apportent que 1 à 3 % du revenu. Ils sont constitués essentiellement des produits de la vannerie, des nattes en particulier. Une grande partie de ces produits est destinée aux besoins familiaux.

2.2 - LA DISPARITE DES NIVEAUX DE REVENU

Le tableau 11 montre la répartition des ménages suivant leur niveau de revenu total annuel. Près de la moitié des 112 ménages (46 %) est classé dans le groupe des bas revenus ; or, nous sommes dans une région agricole qui est loin d'être la plus défavorisée à Madagascar.

- Le village d'Antaboaka diffère des autres villages par une forte proportion de ménages à haut revenu (50 % au total). Cela est dû à la concentration géographique des natifs qui sont propriétaires fonciers et à la qualité des sols volcaniques. Etant à proximité de la route, ils pratiquent aussi des activités commerciales. Les ménages à bas revenu (qui sont leurs dépendants) sont dans un village voisin, que les hasards du découpage administratif ont placé dans un autre Fokontany : Antaboaka Afovoany.

- La plus forte proportion de ménages à bas revenu (60 %) se trouve à Antsapanimahazo (sol ferrallitique et bon accès). L'exiguité des terres exploitables en rizières n'est pas compensé, comme à Antaboaka, par des sols riches de *tanety*. Seuls 18 % des ménages ont un revenu élevé.

- Cette proportion est identique à Antanamarina ; mais, dans ce village, presque 40 % des ménages ont des revenus moyens. Le changement de tracé de la route nationale n° 1 qui ne passe plus par Antanamarina, a affaibli les relations commerciales du village.

- A Antanetibekely, qui est aussi sur sol ferrallitique et dont l'accès est difficile, 30 % des ménages ont un revenu élevé. Ainsi, sols ferrallitiques et enclavement ne sont pas toujours synonymes de pauvreté : malgré ces deux handicaps, le village de Antanetibekely qui s'est spécialisé dans la culture de tabac à chiquer, n'est plus défavorisé que les autres.

III - REVENU ET TYPOLOGIE DES EXPLOITATIONS

3.1 - A FAIBLES SURFACES, FAIBLES REVENUS

Tableau n° 11 : Répartition des Ménages (en %) suivant leur niveau de revenu total annuel

NIVEAU DE REVENU	ANTANIMARINA		ANTSAPANIMAHAZO		ANTABOAKA		ANTANETIBEKELY	
REVENU (R) ELEVE R>900	Niveau de Revenu en 1.000 Fmg	Effectif en %	Niveau de Revenu en 1.000 Fmg	Effectif en %	Niveau de Revenu en 1.000 Fmg	Effectif en %	Niveau de Revenu en 1.000 FMg	Effectif en %
	Plus de 1.300	4,3	>1.300	12,2	>1.300	30	>1.300	20
	1.100 à 1.300	4,3	1.100 à 1.300	2	1.100 à 1.300	15	1.100 à 1.300	
	900 à 1.100	8,7	900 à 1.100	4,1	900 à 1.100	5	900 à 1.100	10
	SOUS-TOTAL	17,3	SOUS-TOTAL	18,3	SOUS-TOTAL	50	SOUS TOTAL	30
REVENU (R) MOYEN 500<R<900	700 à 900	26	700 à 900	8,1	700 à 900	15	700 à 900	5
	500 à 700	12,9	500 à 700	14,3	500 à 700	15	500 à 700	20
	SOUS-TOTAL	38,9	SOUS-TOTAL	22,4	SOUS-TOTAL	30	SOUS-TOTAL	25
REVENU (R) BAS R<100	300 à 500	17,4	300 à 500	18,3	300 à 500	15	300 à 500	10
	100 à 300	17,4	100 à 300	38	100 à 300	5	100 à 300	25
	<100	8,7	<100	4,1	<100		<100	10
	SOUS-TOTAL	43,5	SOUS-TOTAL	60,4	SOUS-TOTAL	20	SOUS-TOTAL	45
	TOTAL :	100	TOTAL	100	TOTAL	100	TOTAL	100

RECAPITULATIONS (en %)

	ANTANIMARINA	ANTSAPANIMAHAZO	ANTABOAKA	ANTANETIBEKELY
Revenu élevé	17	18	50	30
Revenu élevé	39	22	30	25
Revenu bas	44	60	20	45
TOTAL	100	100	100	100

Le tableau 13 met en relation la typologie des exploitations avec le niveau de revenu des ménages. Le détail par village est donné dans les tableaux 13, 14, 15, et 16.

- Les revenus étant essentiellement d'origine agricole, le revenu des ménages est proportionnel à la surface des exploitations . Ce n'est certes pas une surprise dans la mesure où il n'y a presque pas d'intensification, ni dans l'agriculture, ni dans l'élevage. Les types I et II forment le gros du peloton des ménages à bas revenus (37 des 46%).

- Les ménages qui ont une étendue de terrain de plus de 4 ha ont dans l'ensemble un revenu moyen ou élevé. Ils disposent de matériel agricole (charrues, charrettes) qui leur permet à la fois de cultiver une plus grande surface et d'augmenter leur revenu grâce aux activités de service (location de matériel, transport).

D'une manière générale, la faiblesse des revenus pose un problème spécifique au projet : les possibilités d'investissement sont faibles et surtout les paysans sont moins disposés à s'exposer au risque que représente une innovation technique quand ils sont dans une situation très précaire : l'erreur veut alors dire famine.

3.2 POUR LES "PETITS", LA SURVIE GRACE AU SALARIAT

Les tableaux 17 à 20 détaillent la source des revenus pour chaque type d'exploitation rencontré dans les quatres villages.

- Le type d'exploitation I : l'importance du salariat agricole

Dans l'ensemble la production agricole de ces exploitations n'est pas suffisante pour nourrir la famille. Les produits agricoles vendus sont le haricot, la papaye, l'arachide et le tabac ; ce ne sont donc pas des produits vivriers. Le salariat agricole est une source de revenu importante (20 à 75%): ces paysans n'ont rien d'autre à vendre que leur force de travail. Une demi-journée de travail (4 à 5 h) est payée à 500 fmg avec repas et 650 fmg sans repas. Pour une journée continue (8 h à 17 h), le salarié perçoit 1000 fmg. Les paysans cherchent aussi à devenir intermédiaires pour le commerce de tabac et de papayes. Dans les villages d'Antaboaka et de Antanetibekely, l'artisanat fournit plus de 10 % des revenus, alors qu'il est complètement absent dans les deux autres villages. Le village d'Antsapanimahazo se distingue nettement des autres par la faiblesse des revenus agricoles, l'importance du salariat (76 %) et, comparée aux autres villages, de la part non négligeable de l'élevage.

Ainsi, pour les exploitations du type I, la survie passe par le salariat chez les exploitants mieux lotis en terres ou par les activités extra-agricoles.

- Le type d'exploitation II :

La part des revenus d'origine agricole augmente nettement tandis que les revenus

Tableau n° 12 : Répartition des exploitations selon le niveau de revenu

	NOMBRE DE MENAGES	%	REVENU BAS R<500	%	REVENU MOYEN 500<R<900	%	REVENU ELEVE R>900	%
TOTAL 4 VILLAGES	112	100	52	46	31	28	29	26
TYPE I S >1 ha	23	20	16	14	5	5	2	1
TYPE II 1 ha < S <2,5 ha	37	33	26	23	8	7	3	3
TYPE III 2,5 ha < S <4 ha	30	27	7	6	10	9	13	12
TYPE IV S >4 ha	22	20	3	3	8	7	11	10

Tableau n° 13 : Répartition des exploitations selon le niveau des revenus à Antaboaka
 (bonne accessibilité, sur sol volcanique)

	NOMBRE DE MENAGES	REVENU BAS R<500	%	REVENU MOYEN 500<R<900	%	REVENU ELEVE R>900	%
TOTAL VILLAGE	20	4	20	6	30	10	50
TYPE I S >1 ha	3	1		1		1	
TYPE II 1 ha< S <2,5 ha	7	3		2		2	
TYPE III 2,5 ha< S <4 ha	4	-		1		3	
TYPE IV S >4 ha	6	-		2		4	

Tableau n° 14 : Répartition des exploitations selon le niveau des revenus à Mahatsinjo
 (enclavé, sur sol latéritique)

	NOMBRE DE MENAGES	REVENU BAS R<500	%	REVENU MOYEN 500<R<900	%	REVENU ELEVE R>900	%
TOTAL VILLAGE	20	9	45	5	25	6	30
TYPE I S >1 ha	5	3		2		-	
TYPE II 1 ha< S <2,5 ha	6	5		-		1	
TYPE III 2,5 ha< S <4 ha	6	1		2		3	
TYPE IV S >4 ha	3	-		1		2	

Tableau n° 15 : Répartition des exploitations selon le niveau des revenus à Antanimarina
 (mauvaise accessibilité, sur sol volcanique)

	NOMBRE DE MENAGES	REVENU BAS R<500	%	REVENU MOYEN 500<R<900	%	REVENU ELEVE R>900	%
TOTAL VILLAGE	23	10	44	9	39	4	17
TYPE I S >1 ha	5	4		1		-	
TYPE II 1 ha< S <2,5 ha	8	6		2		-	
TYPE III 2,5 ha< S <4 ha	7	-		5		2	
TYPE IV S >4 ha	3	-		1		2	

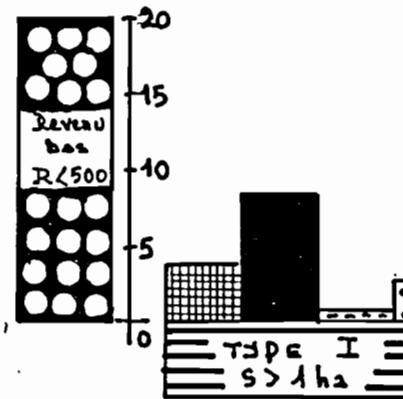
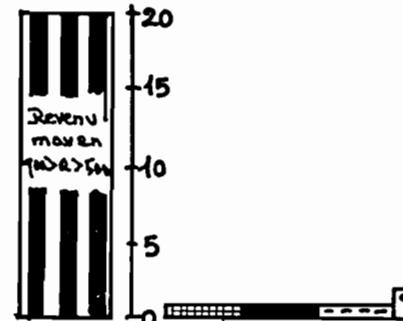
Tableau n° 16 Répartition des exploitations selon le niveau des revenus à Antsapanimahazo
 (bonne accessibilité, sur sol latéritique)

	NOMBRE DE MENAGES	REVENU BAS R<500	%	REVENU MOYEN 500<R<900	%	REVENU ELEVE R>900	%
TOTAL VILLAGE	49	29	59	11	23	9	18
TYPE I S >1 ha	10	8		1		1	
TYPE II 1 ha< S <2,5 ha	16	12		4		-	
TYPE III 2,5 ha< S <4 ha	13	6		2		5	
TYPE IV S >4 ha	10	3		4		3	

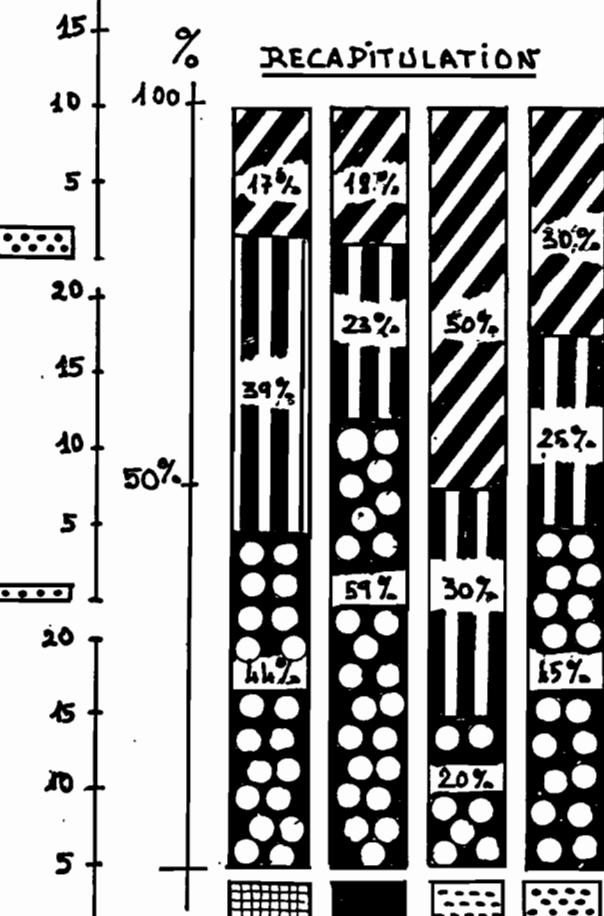
FIGURE 10

FREQUENCES -

REPARTITION des EXPLOITATIONS
SELON LE NIVEAU de REVENU



FREQUENCES



LEGENDE

Village d'ANTANIMARINA

Village d'Antaboaka.

REVENU ELEVE

Village d'ANTSAPANIMAHAZO

Village de Mahatsinjo

REVENU MOYEN

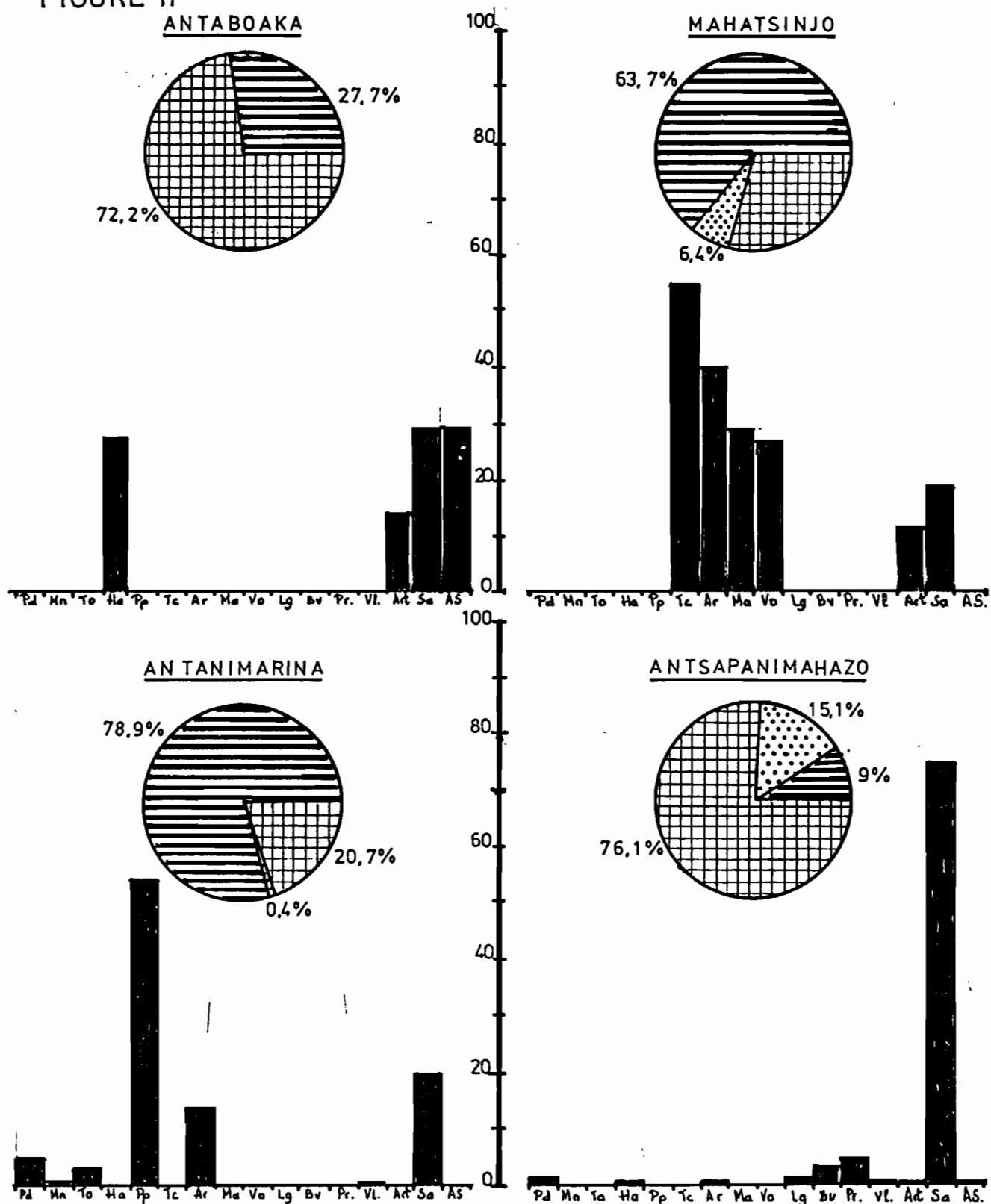
REVENU BAS

Tableau n° 17 : Structure des revenus en % suivant le Type I

Village Sources de revenus	ANTABOAKA	ANTANETIBE	ANTANIMARINA	ANTSAPANIMAHAZO
TOTAL	100	100	100	100
AGRICULTURE	27,7	-	63,7	
Dont Paddy		-	-	5,2
Manioc		-	-	1,1
Tomates		-	-	3,3
Haricot	27,7		//////////	//////////
Papaye	-			54
Tabac	-	54,4		0,7
Arachide	-	3,9		14,6
Maïs	-	2,8		-
Voanjobory	-	2,6		-
Légumes	-	-	-	1,5
Autres produits agricoles	-	-	-	3,4
ELEVAGE	0	6,4	0,4	15,1
Dont Bovin		6,4		8,3
Porcin				5,9
Volailles			0,4	0,9
AUTRES SOURCES	72,2	29,9		76,1
Dont Artisanat	13,9	11		0,8
Salariat	29,2	18,9	20,7	74,8
Autres sources	29,2			0,5

STRUCTURES DES REVENUS DU TYPE I

FIGURE 11



LEGENDE :

AGRICULTURE

ELEVAGE

AUTRES SOURCES

Paddy	Pd
Manioc	Mc
Tomates	To
Haricot	Ha

Papaye	Pp
Tabac	Tc
Arachide	Ar
Maïs	Ma

Voanjobory	Vo
Légumes	Lg
Bovin	Bv
Porcin	Pr

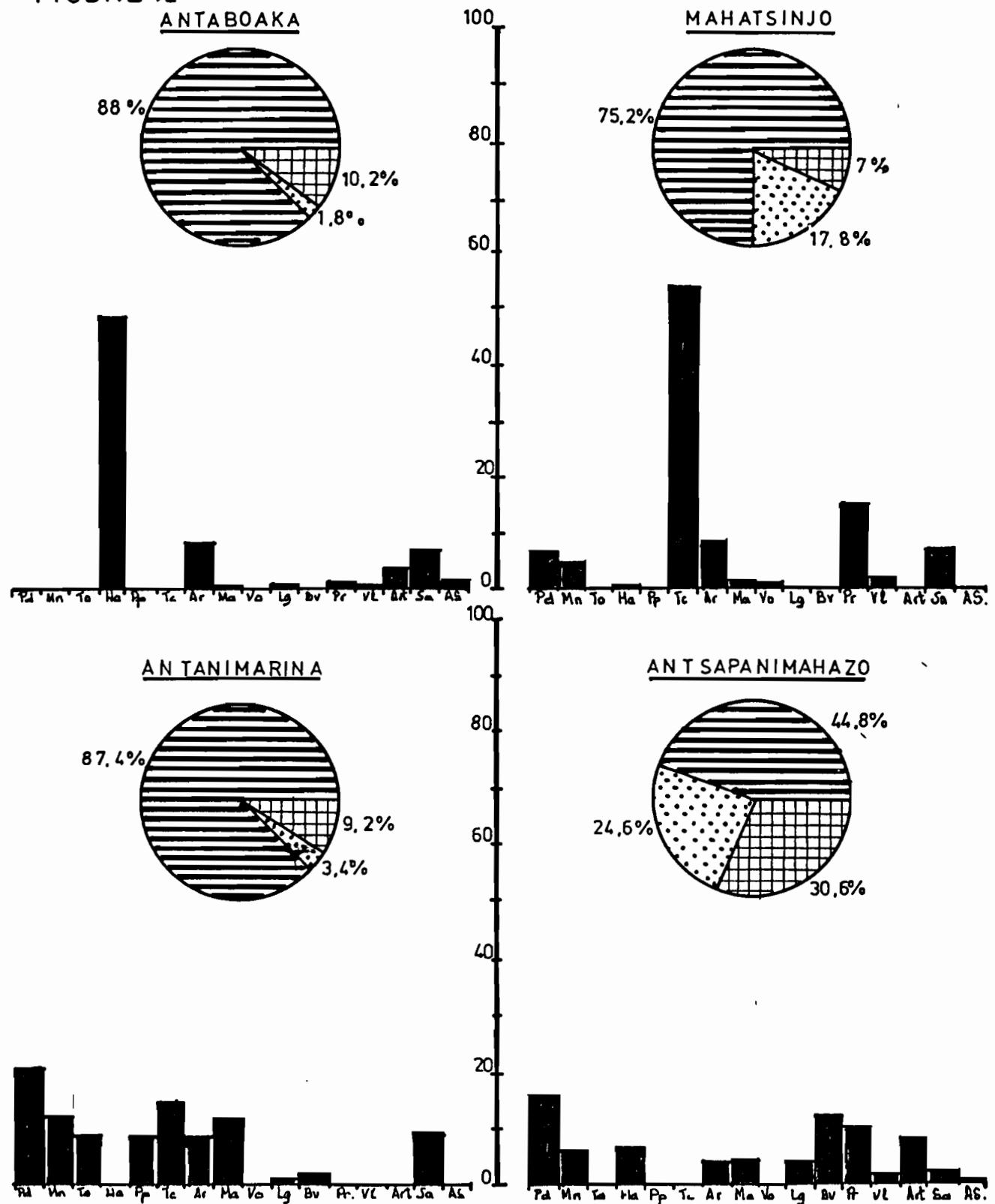
Volailles	Vl
Artisanat	At
Salariat	Sa
Autres sources	AS

Tableau n° 18 : Structure des revenus en % suivant le Type II

Village Sources de revenus	ANTABOAKA		ANTANETIBE		ANTANIMARINA		ANTSAPANIMAHAZO	
TOTAL	100		100		100		100	
AGRICULTURE	88	-	75,2		87,4		44,8	
Dont	Paddy	-		6,2		21,4		16,2
	Manioc	-		4,1		12,1		6,7
	Tomates	-		-		8		0,3
	Haricot	47,8		0,5	//////////	//////////		6,9
	Papaye		//////////	//////////		8,7	//////////	//////////
	Tabac	//////////	//////////	53,7		14,2	//////////	//////////
	Arachide	8,1		8		8,7		4,1
	Maïs	0,4		1,2		12,9		4,6
	Voanjobory	-		1,3	//////////	//////////	//////////	//////////
	Légumes	-----	1,3	-----	0,2	-----	1,4	-----
	Autres Produits Agricoles	-----	30,4	-----	-	-----	-----	2
ELEVAGE	1,8		17,8		3,4		24,6	
Dont	Bovin	-----	-----	-----	-----	2,8	-----	12,4
	Porcin	-----	1	-----	15,4	-----	0,6	-----
	Volailles	-----	0,8	-----	2,4	-----	-----	1,8
	AUTRES SOURCES	10,2		7		9,2		30,6
Dont	Artisanat	-----	2,9	-----	-----	-----	-----	8,4
	Salariat	-----	5,9	-----	7	-----	9,2	-----
	Autres Sources	-----	1,4	-----	-----	-----	-----	1,2

STRUCTURES DES REVENUS DU TYPE II

FIGURE 12



LEGENDE:

AGRICULTURE	
Paddy	Pd
Manioc	Mc
Tomates	To
Haricot	Ha

ELEVAGE	
Papaye	Po
Tabac	Tc
Arachide	Ar
Mais	Ma

AUTRES SOURCES	
Volailles	Vl
Artisanat	Art
Salariat	Sa
Autres sources	AS

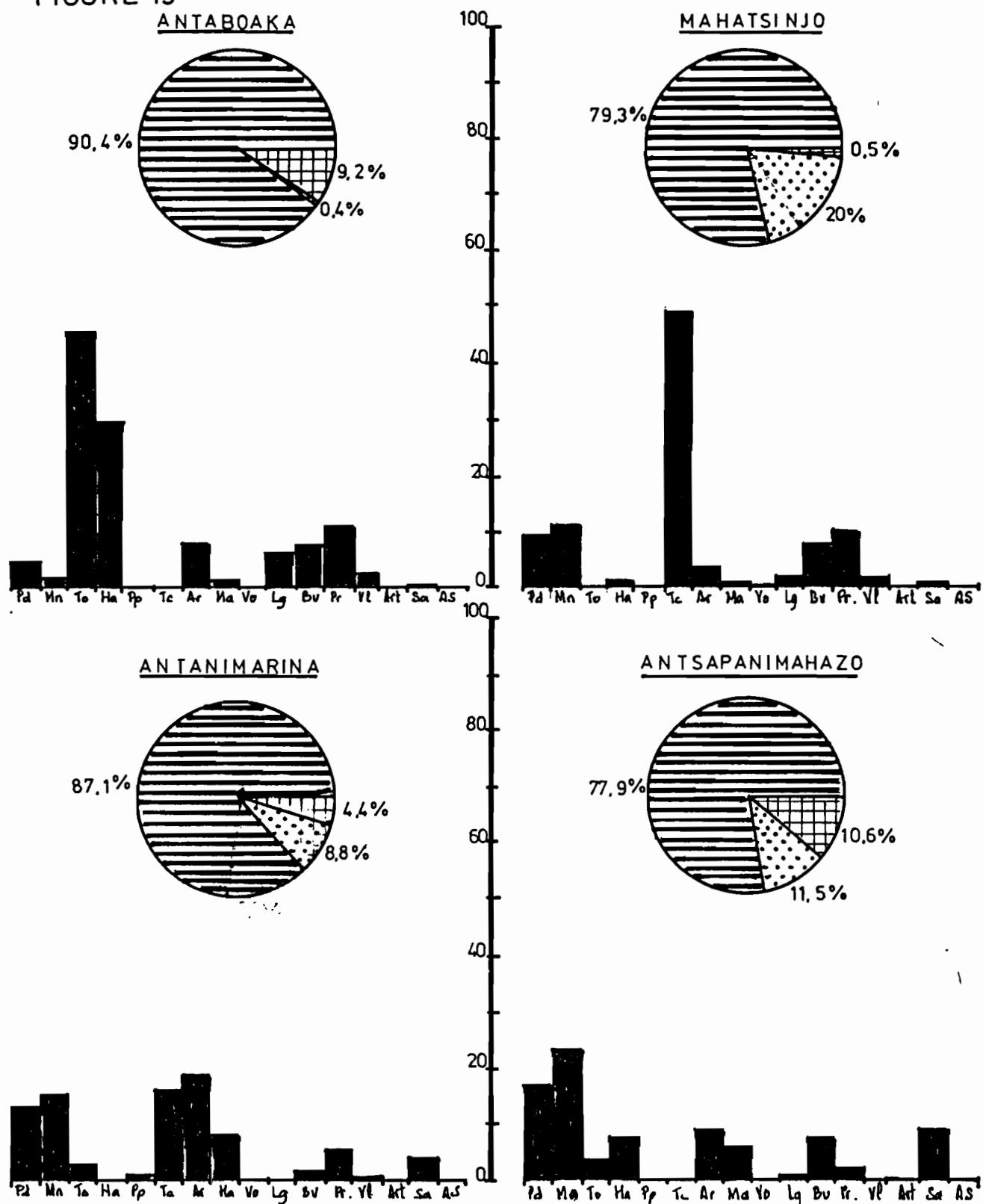
Tableau n° 19 : Structure des revenus en % suivant le Type III

Village Sources de revenus	ANTABOAKA	ANTANETIBE	ANTANIMARINA	ANTSAPANIMAHAZO
TOTAL	100	100	100	100
AGRICULTURE	90,4	79,3	87,1	77,9
Dont Paddy	4,4	9,2	13,1	17,6
Manioc	2,1	11,2	15,5	23
Tomates	45,7	-	3,3	3,2
Haricot	29,3	2,8	//////////	7,2
Papaye	//////////	//////////	1,4	//////////
Tabac	//////////	49,2	16,4	//////////
Arachide	7,2	4	29,5	9,5
Maïs	1,2	0,3	7,5	6,2
Voanjobory	//////////	0,6	//////////	1,8
Légumes	-----	2	-----	-----
Autres produits agricoles	-----	-----	0,4	9,4

ELEVAGE	0,4	20	8,8	11,5	
Dont Bovin	-----	-----	7,9	2,4	8,5
Porcin	-----	-----	10,1	5,3	2,3
Volailles	0,4	-----	2,2	1,1	0,7
Autres sources	9,2	0,5	4,1	10,6	-----
Dont Artisanat	0,2	-----	-----	-----	0,6
Salariat	-----	-----	0,5	4,1	9,5
Autres sources	9	-----	-----	-----	0,5

STRUCTURES DES REVENUS DU TYPE III

FIGURE 13



LEGENDE

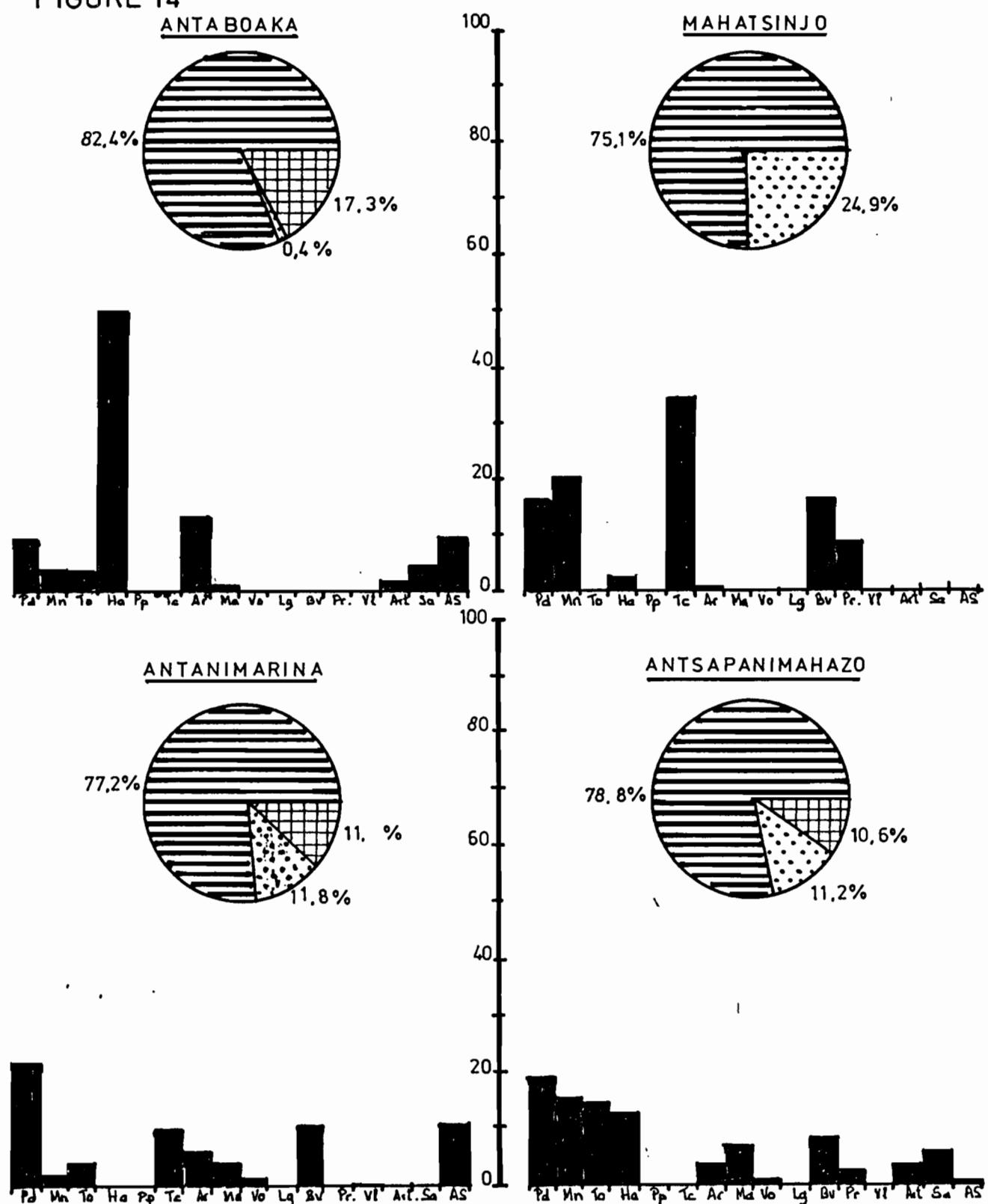
AGRICULTURE		ELEVAGE		AUTRES SOURCES			
Paddy	Pd	Papaye	Pp	Vonjobory	Vo	Volailles	Vl
Manioc	Mc	Tabuc	Tc	Légumes	Lg	Artisanat	Art
Tomates	To	Arachide	Ar	Bovin	Bv	Salariat	Sa
Hariicot	Ha	Mai's	Ma	Porcin	Pr	Autres sources	AS

Tableau n° 20 : Structure des revenus en % suivant le Type IV

Village Sources de revenus	ANTABOAKA	ANTANETIBE	ANTANIMARINA	ANTSAPANIMAHAZO
TOTAL	100	100	100	100
AGRICULTURE	82,4	75,1	77,2	78,8
Dont Paddy		9,3	16,9	22,8
Manioc		3,6	20	26
Tomates		3,4	//////	4,7
Haricot		50,2	2,8	13
Papaye	//////	//////	//////	//////
Tabac	//////	//////	34,6	10,5
Arachide		13,3	0,8	6,9
Maïs		1,4	//////	4,4
Voanjobory	//////	//////	//////	1,9
Légumes		0,8	-----	0,1
Autres produits agricoles		0,4	-----	5,6
ELEVAGE	0,4	-----	11,8	11,2
Dont Bovin	-----	24,9	16,8	11
Porcin	-----	-----	8,1	-----
Volailles	-----	0,4	-----	0,8
Autres sources	17,3	-----	11	10,6
Dont Artisanat	-----	2,5	-----	-----
Salariat	-----	5	-----	-----
Autres sources	-----	9,8	-----	11
				3,7
				5,9
				0,4

STRUCTURES DES REVENUS DU TYPE IV

FIGURE 14



LEGENDE:

AGRICULTURE		ELEVAGE		AUTRES SOURCES	
Paddy	Pd	Papaye	Pp	Voanjobory	Vo
Manioc	Mc	Tabac	Tc	Légumes	Lg
Tomates	To	Arachide	Ar	Bovin	Bv
Haricot	Ha	Mais	Ma	Porcin	Pr
				Volailles	Vl
				Artisanat	Art
				Saluriat	Sa
				Autres sources	AS

provenant du salariat diminuent à leur tour. Seul le village d'Antsapanimahazo reste en dessous de la barre des 50 % de revenus d'origine agricole. Aux cultures commerciales comme pour le type I commencent à s'ajouter la vente de paddy ou de manioc. L'élevage aussi prend une certaine importance, surtout dans les villages de Antanetibe (porcs) et d'Antsapanimahazo (boeufs et porcs).

- Le type d'exploitation III

Les ménages de cette classe sont équipés en traction attelée, et cultivent une surface plus importante. L'éventail des sources de revenu agricole est beaucoup plus large. Le salariat disparaît presque dans trois villages (Antsapanimahazo restant toujours un peu à part).

- Le type d'exploitation IV :

Les quantités de paddy et de manioc vendues ne sont plus marginales : à Antanamarina, presque 50 % des revenus proviennent de la vente des produits vivriers. L'élevage peut aussi fournir jusqu'à un quart des recettes, comme à Antanetibekely.

Ainsi, plus l'exploitation est grande, plus l'activité est concentrée sur l'agriculture et l'élevage ; cette activité agricole est elle-même beaucoup plus variée. L'élevage de porcs est particulièrement développé autour des grandes plaines de *Fitandambo* et de *Tongolo*. L'élevage bovin tient partout une place importante dans la vie socio-économique, même si il n'est pas toujours intégré à l'agriculture. Pour les Antandroy, la richesse se mesure en nombre de boeufs accumulés. Le salariat agricole apparaît ici clairement comme un expédient de survie pour ceux qui n'ont pas d'autres solutions.

IV - LE TROC

Le troc n'a pas pu être pris en compte dans ces enquêtes réalisées dans un laps de temps très court : pour avoir des éléments quantitatifs sur cet échange, il faut pouvoir noter chaque transaction sur une période longue et faire une conversion monétaire pour apprécier les termes de l'échange.

Dans les zones enclavées de la région du lac Itasy, la pratique du troc est courante ; un des objets d'échange est presque toujours le paddy.

Le riz d'Antanetibe (Antanetibekely) ravitaille Soavinandriana et Antananarivo par l'intermédiaire des collecteurs d'Arivonimamo et d'Imeritsiatosika. Les paysans, du Type I essentiellement, pratiquent le troc de riz contre des produits de première nécessité (PPN). Pour échanger le riz blanc, deux itinéraires sont empruntés reliant Antanetibe et Moratsiazo ou Ankorondrano :

- Le trajet Antanetibe - Ambohimarina - Antorapasika - Moratsiazo¹ long de 20 km est fait à pied en 4 heures de temps. Les paysans portent sur la tête 25 kg de riz.

- Le trajet peut aussi se faire en pirogue sur le lac Itasy. Selon la distance, les frais de transport varient de 500 à 1000 fmg par sac de 50 kg et par personne.

Ce sont donc les paysans qui vont en dehors de la zone enclavée, pour vendre et s'approvisionner ; le marché hebdomadaire d'Antanetibe est peu dynamique et n'attire que quelques marchands de galettes de riz et de rhum.

Les termes de l'échange suivent les cours du paddy et sont donc plus intéressants pour les paysans à une période où le riz est rare (et ce sont donc seulement les paysans "riches", qui ont encore du paddy à vendre qui en profitent).

V - LES POSTES DE DEPENSES

Comme pour l'enquête sur les revenus, le relevé des dépenses s'étale entre deux récoltes (mai 1990 à février 1991). Les dépenses d'alimentation ont été recueillies pour une semaine pendant la période de soudure (janvier à mars); elles ont été extrapolées sur les neuf autres mois ; nous sommes donc dans le schéma le plus pessimiste, où la part des dépenses alimentaires est particulièrement élevée. Cette projection comporte donc une marge d'erreur qui s'ajoute aux autres incertitudes que comporte un tel questionnaire par interview, mais les résultats sont plus facilement interprétables. Comme pour les revenus, nous rappelons que ce sont les grandes tendances qui sont ici significatives.

5.1 - LA VENTILATION DES DEPENSES

Les dépenses ont été regroupées en quatre postes : alimentation , entretien de la famille, dépenses sociales et d'exploitation.

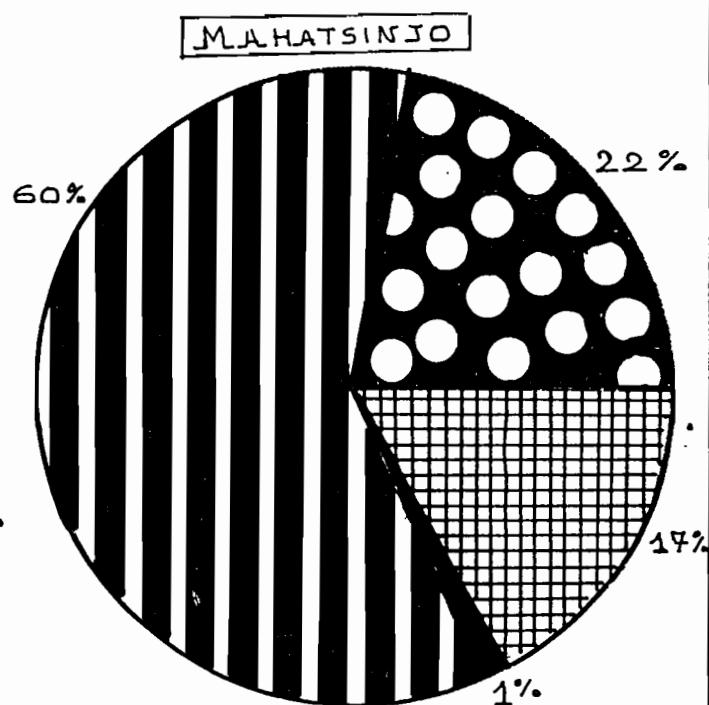
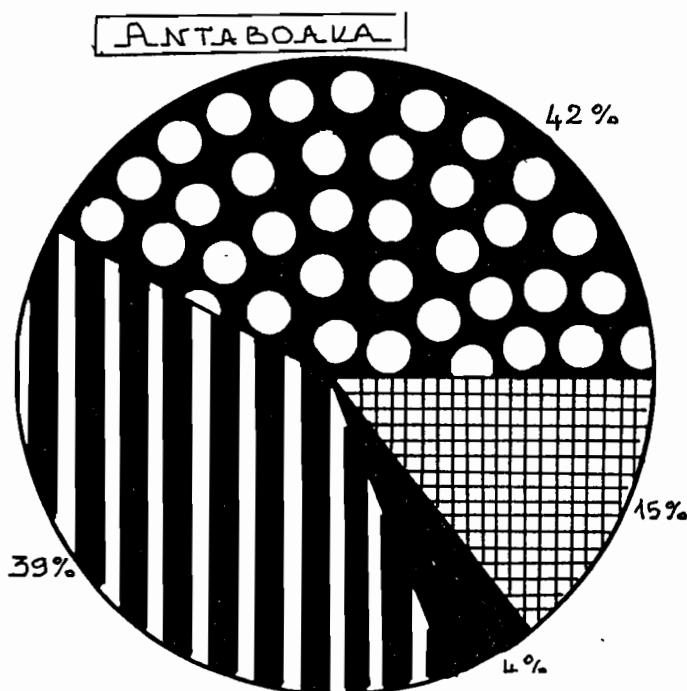
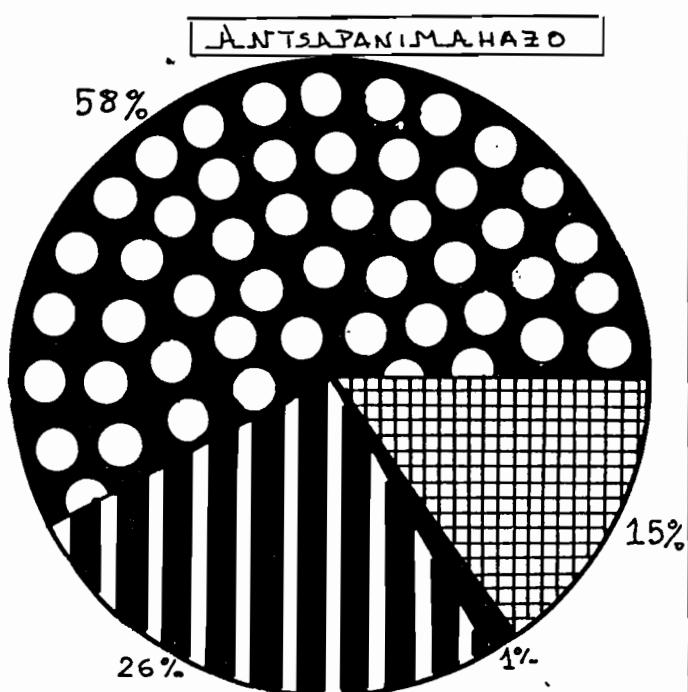
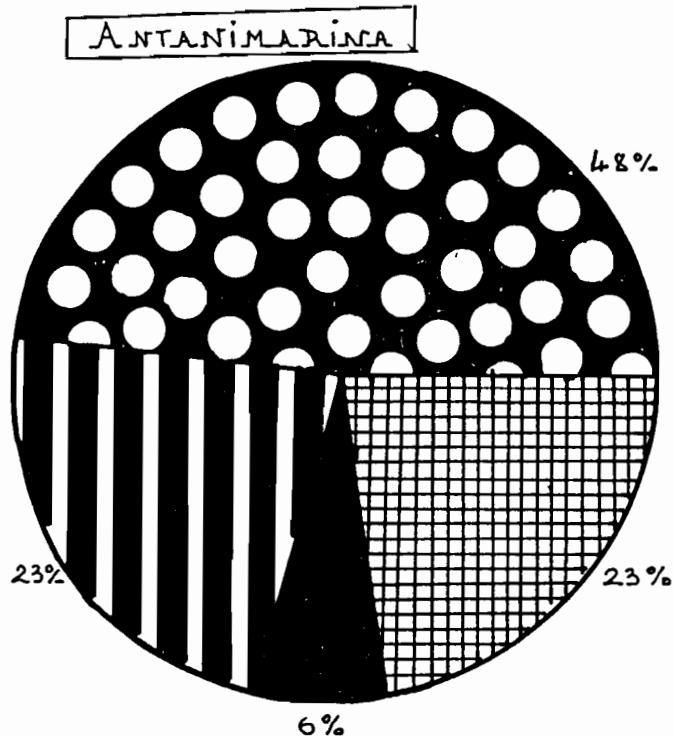
- Les dépenses d'alimentation

Compte tenu de l'importance du riz dans l'alimentation, nous avons distingué le riz des autres dépenses (viande, poisson, sel etc..). Les dépenses ont été recueillies sur une base hebdomadaire, en période de soudure.

¹ Antanetibe est à 23 km à l'Est de Soavinandriana - Ambohimarina à 5 km à l'Ouest d'Antanetibe - Antorapasika, 10 km au Nord-Ouest d'Ambohimarina ; Moratsiazo à 5 km au Nord-Ouest d'Antorapasika.

FIGURE 15

ESTIMATION DES DEPENSES



LEGENDE



DÉPENSES d'ALIMENTATION



DÉPENSES d'EXPLOITATION



DÉPENSES SOCIALES

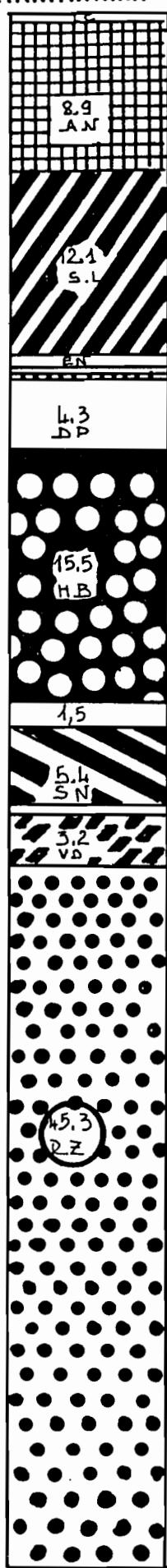


DÉPENSES d'entretien de la famille

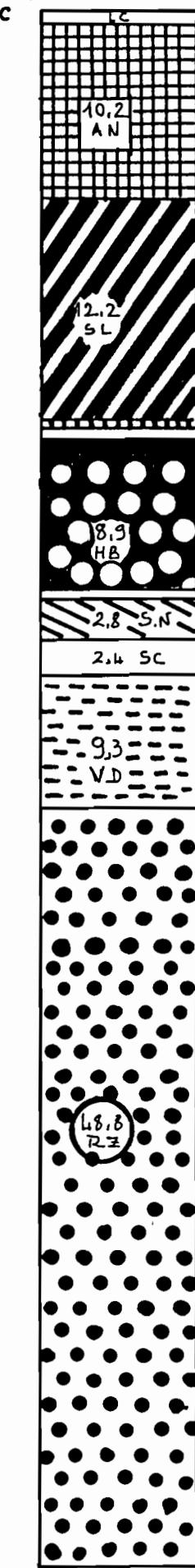
FIGURE 16

ESTIMATION DES DEPENSES (détail par poste)

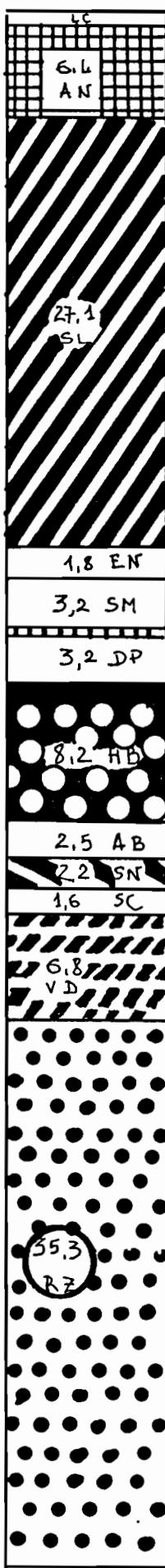
ANTANIMARINA



ANTSAPANIMAHAZO



ANTABOAKA



MAHATSINJO.



LEGENDE

- [Box] LC = Location
- [Box with dots] AN = ACHAT d'animaux
- [Diagonal stripes] SL = Salzire
- [Vertical stripes] EN = ENGRAIS
- [Horizontal stripes] S.M = SEMENCES
- [Vertical bars] MA = MATERIEL AGRICOLE
- [White box] DP = DEPLACEMENT
- [White box] FT = FÊTE
- [Circle with dot] HB = HABILLEMENT
- [White box] AB = AMELIORATION HABITATION
- [Diagonal stripes] SN = Santé
- [Dashed box] SC = Scolarisation
- [Dotted box] VD = Viande
- [Circle with two dots] RZ = Riz

- Les dépenses pour l'entretien de la famille

Ce sont les dépenses de scolarité, de santé, d'habillement et de logement (frais consacrés à l'amélioration de l'habitat ou à l'achat de matériel de cuisine par exemple).

- Les dépenses sociales

Les dépenses sociales couvrent les obligations pour les fêtes, les cérémonies (circoncision ou famadihana), ou les loisirs (match, représentation artistique). Dans cette rubrique, nous avons aussi intégré le poste "déplacements", ceux-ci étant souvent réalisés pour des raisons sociales (visite à des parents, déplacement pour une fête ou démarches administratives).

- Les dépenses d'exploitation

Les dépenses pour l'exploitation agricole n'apparaissent pas dans un budget séparé du budget familial, puisqu'il n'y a aucune comptabilité. Elles couvrent les dépenses en intrants (semences, engrains, pesticides...), les charges salariales, les investissements en matériel (charrue, charrette), les achats d'animaux et la location des terres.

5.2 - EN PERIODE DE SOUDURE, LES ACHATS DE RIZ ABSORBENT UNE GRANDE PARTIE DU BUDGET

Les tableaux 21 à 24 fournissent une évaluation des dépenses par grands postes et par village. La part des dépenses alimentaires est importante : le maximum est de 58 % pour Antsapanamahazo, le minimum est de 28 % à Antanetibe. Le cas de Antanetibe est un peu particulier, car le troc est très répandu dans le village et son évaluation monétaire est difficile ; de plus, ce village produit beaucoup de paddy, et la consommation familiale est mieux couverte par la production de l'exploitation. Dans les autres villages, les achats de paddy absorbent la très grande majorité du budget alimentation. Le volume de ce budget varie en moyenne de 1 800 Fmg à 10 200 Fmg par ménage et par semaine. La viande de boeuf n'est consommée au mieux qu'une fois par semaine. Les autres produits animaux (volaille et poisson) sont soit prélevés dans la basse cour soit pêchés directement. Le sel, le sucre, le café, le pétrole sont achetés régulièrement, mais en très petites quantités, au marché hebdomadaire.

5.3 - STOCKAGE DU RIZ ET SOUDURE

La période de soudure en riz est très variable selon le type d'exploitation ; durant l'enquête, les paysans du type III et IV n'étaient pas encore en pleine période de soudure. Les paysans du type I par contre y sont une grande partie de l'année (minimum 8 mois). Les tableaux 25 et 26 permettent de résituer les données de l'enquête dans le cycle récolte-soudure.

Tableau 25 : Durée de la période de stockage du riz et de la soudure (en mois)

Tableau n° 21 : Estimations des dépenses à Antaboaka (en millier de Fmg)

GRANDS POSTES DE DEPENSES																		
Période mai 1990 à fev 1991	ALIMENTATION			ENTRETIEN DE LA FAMILLE					DÉPENSES SOCIALES		DÉPENSES D'EXPLOITATION							
% des grands postes de dépenses/ Dépenses totales	100	42%			15 %						4 %		39 %					
Nature des dépenses	Total	Riz	Viande		Scolar.	Santé	Améli. Habit.	Habill.		Fêtes	Deplace.		Mat. Agri.	Semences	Engrais	Salaire	Achat Anima.	Locat.
% des dépenses/ Dépenses totales	100	35,3	6,8		1,6	2,2	2,5	8,2		0,8	3,2		0,2	3,2	1,8	27,1	6,4	0,7
Dépenses moyennes par nature par ménage	1269	448	86		21	28	32	104		10	41		3	40	23	344	81	8

Tableau n° 22 :Estimations des dépenses à Antanetibe (en millier de Fmg)

GRANDS POSTES DE DEPENSES																
Période mai 1990 à fev 1991	ALIMENTATION			ENTRETIEN DE LA FAMILLE				DEPENSES SOCIALES		DEPENSES D'EXPLOITATION						
% des grands postes de dépenses/ Dépenses totales	100	22%		17%				1%		60%						
Nature des dépenses	Total	Riz	Vlande	Scolar.	Santé	Améli. Habit.	Habil.	Fêtes	Deplace.	Mat. Agri.	Semences	Engrais	Salaire	Achat Anima.	Locat.	
% des dépenses/ Dépenses totales	100	15,9	6,2	1,7	1,4	0,8	13	1	0,2	22,8	0,2	0,2	6,5	28	2,1	
Dépenses moyennes par nature par ménage (en millier de Fmg)	496	79	31	9	7	4	64	5	1	113	1	1	32	139	10	

Tableau n° 23 : Estimations des dépenses à Antanamarina (en millier de Fmg)

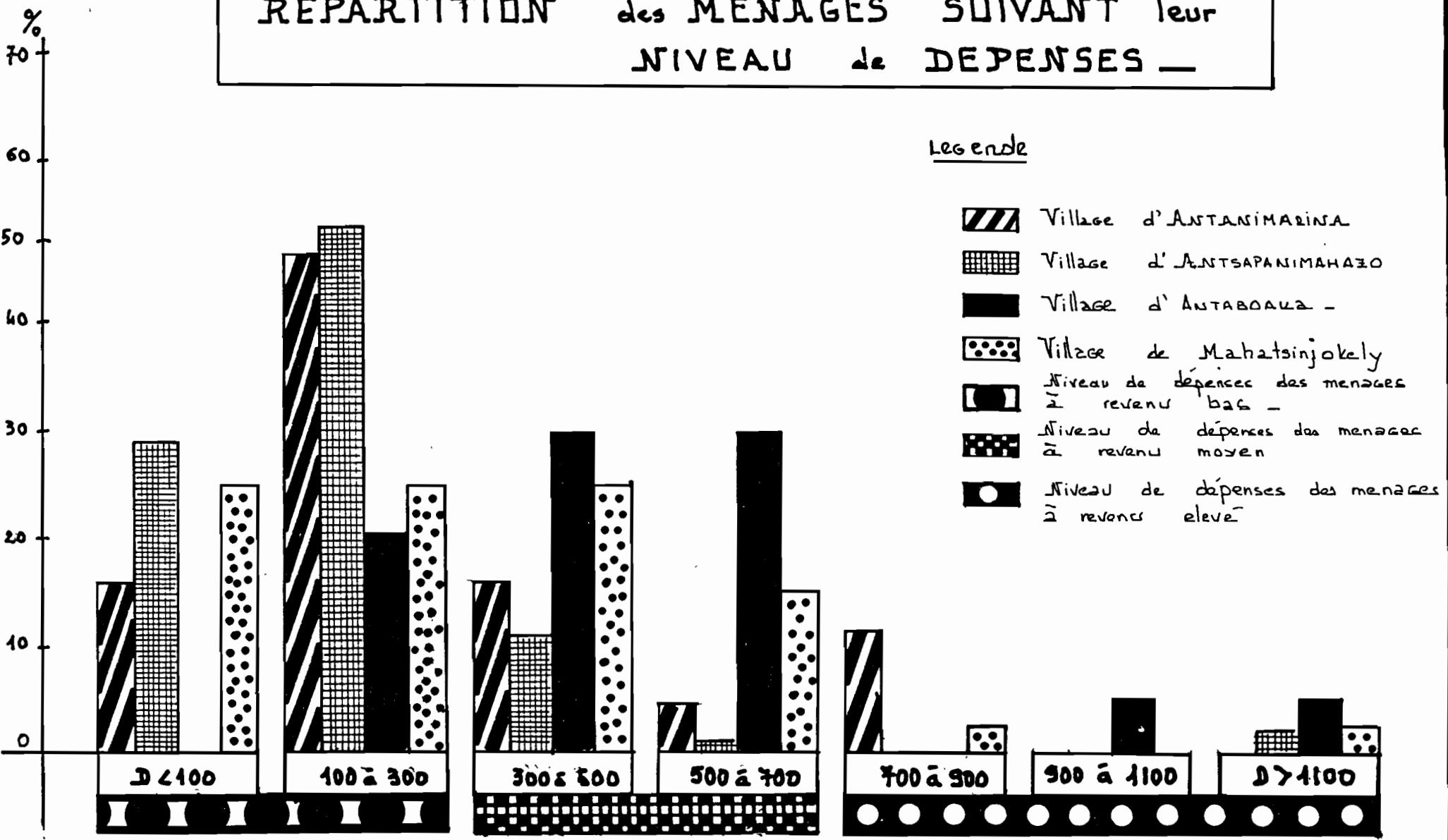
GRANDS POSTES DE DEPENSES																	
Période mai 1990 à fev 1991	ALIMENTATION			ENTRETIEN DE LA FAMILLE					DEPENSES SOCIALES		DEPENSES D'EXPLOITATION						
% des grands postes de dépenses/ Dépenses totales	100	48%		23%						6%		23%					
Nature des dépenses	Total	Riz	Vlande	Scolar.	Santé	Améli. Habit.	Habill.	Fêtes	Deplace.	Mat. Agri.	Semences	Engrais	Salaire	Achat Anima.	Locat.		
% des dépenses/ Dépenses totales	100	45,3	3,2	0,5	5,4	1,5	15,5	1,4	4,3	0,6	0,3	0,9	12,1	8,9	0,1		
Dépenses moyennes par nature par ménage (en millier de Fmg)	413	187	13	2	22	6	64	6	18	2	1	4	50	37	1		

Tableau n° 24 : Estimations des dépenses à Antsapanimahazo (en millier de Fmg)

GRANDS POSTES DE DEPENSES																
Période mai 1990 à fev 1991	ALIMENTATION			ENTRETIEN DE LA FAMILLE				DEPENSES SOCIALES		DEPENSES D'EXPLOITATION						
% des grands postes de dépenses/ Dépenses totales	100	58%		15%				1%		26%						
Nature des dépenses	Total	Riz	Vlande	Scolar.	Santé	Améli. Habit.	Habill.	Fêtes	Deplace.	Mat. Agri.	Semences	Engrais	Salairé	Achat Anima.	Locat.	
% des dépenses/ Dépenses totales	100	48,8	9,3	2,4	2,8	1	8,9	0,7	0,6	1	0,4	0,9	12,2	10,5	0,5	
Dépenses moyennes par nature par ménage (en millier de Fmg)	433	212	38	10	12	5	39	3	2	5	2	4	53	45	3	

FIGURE 17

RÉPARTITION des MENAGES SUIVANT leur
NIVEAU de DEPENSES —



TYPOLOGIE	TYPE I		TYPE II		TYPE III		TYPE IV	
Stockage/Soudure	Stock	Soudu	Stock	Soudu	Stock	Soudu	Stock	Soudu
Nbre de mois	0-4	8-12	8-11	1-4	9-12	0-3	10-12	0-2

Les produits stockés sont destinés à assurer la consommation familiale; ils ne sont pas destinés à la vente à une période où les prix remonteraient.

Le grenier à riz se trouve dans la maison de l'exploitant, sa capacité peut atteindre en moyenne, 1,5 Tonnes. Les pertes durant le stockage sont importantes, notamment à cause des rats. Le maïs et le manioc sont simplement mis en sac et rangé dans la maison.

La période de soudure (désignée aussi sous le terme de "*fahavaratra*", c'est à dire la saison des pluies) est très longue pour les ménages d'Antaboaka, car il y a très peu de rizières dans le terroir exploité par ce village. Mais, les cultures commerciales qu'ils pratiquent leur permettent d'acheter du riz dans les villages voisins. Par contre pour les paysans d'Antsapanimahazo et d'Antanamarina, les ressources monétaires sont plus faibles et la période de soudure est redoutée par les paysans les plus modestes (période appellée "*Fahavaratra*"). Quelques semaines avant la récolte de riz, le maïs et la pâture douce arrivent à maturité et font la jonction avec le riz nouveau.

5.4 - L'ENTRETIEN DE LA FAMILLE : UN CINQUIEME DU BUDGET

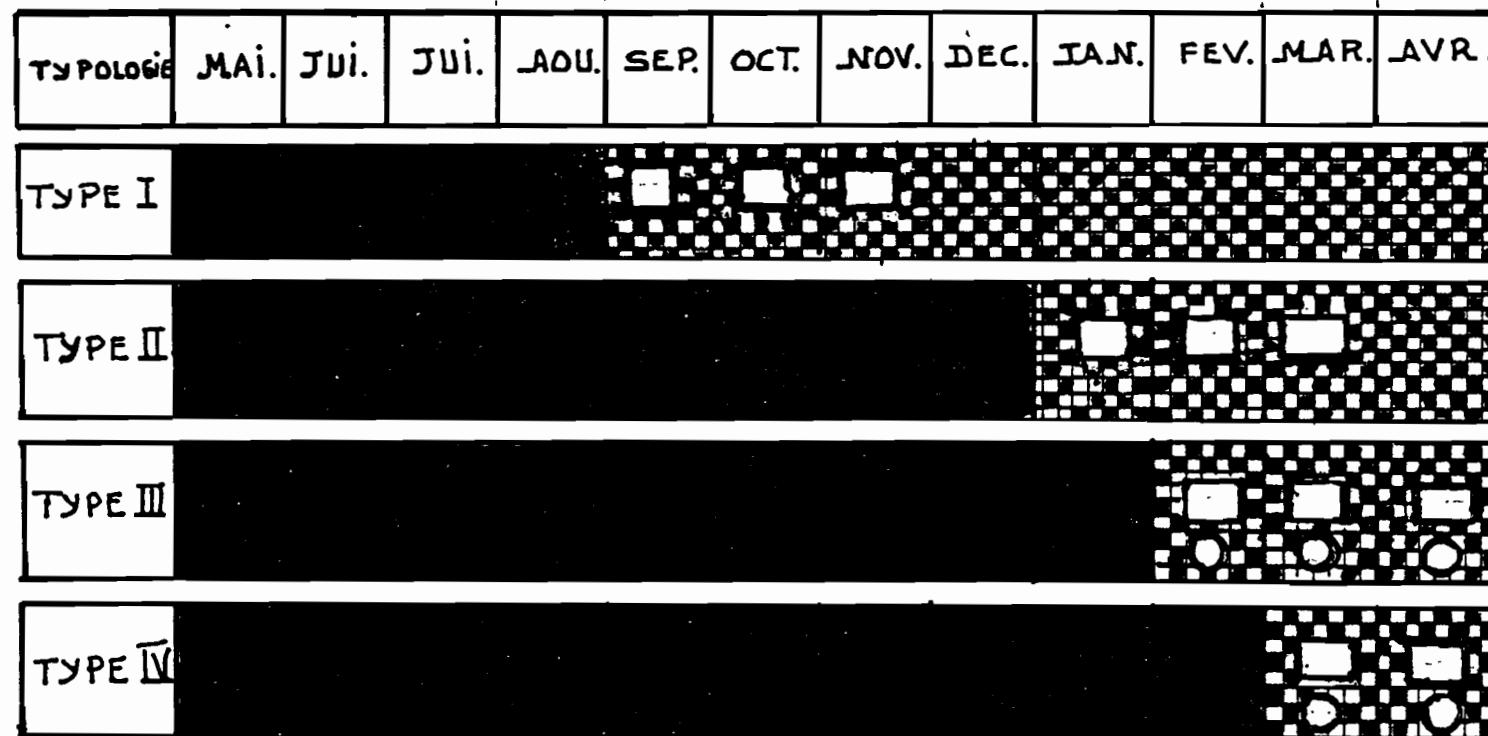
Le logement représente une faible part des dépenses : les ménages construisent eux mêmes leurs maisons et achètent très peu de matériaux, que ce soit pour la construction, la réparation ou l'amélioration de l'habitat. La scolarité et la santé ne représentent, d'après ce que déclarent les paysans, qu'environ 5 % des dépenses. La scolarisation des enfants ne représente que 2 % du total. La plupart du temps, les enfants abandonnent l'école après le cycle primaire (à 9 ou 10 ans). Les frais scolaires et l'éloignement des écoles du 2^e cycle par rapport aux villages des parents obligent ces enfants à quitter très tôt l'enseignement. Les dépenses de santé sont consacrées à l'achat de quelques médicaments, nivaquine, aspirine ou antidiarrhéiques : le paludisme sévit dans la région et immobilise les villageois de longues journées et l'eau insalubre est responsable des fréquentes maladies digestives. Dès qu'il faut passer à des soins plus élaborés (consultation d'un médecin ou hospitalisation), les coûts deviennent prohibitifs pour les paysans. L'achat d'habits grève sérieusement le budget : il représente de 8 à 15 % des dépenses. Au total les déclarations de dépenses pour l'entretien de la famille sont assez homogènes d'un village à l'autre : elles oscillent entre 15 et 25 %. Compte tenu des marges d'erreur, nous pouvons dire qu'environ 1/5 du revenu est consacré à l'habillement, la santé, la scolarité et à l'habitat.

5.5 - DES DEPENSES SOCIALES ASSEZ FAIBLES

Les dépenses pour les fêtes sont minimes (1,5 % au maximum); beaucoup de fêtes se

TABLEAU 26

CALENDRIER STOCKAGE & Soudure par
TYPE d'EXPLOITATION



PERIODE DE STOCKAGE



PERIODE DE Soudure



STOCKAGE MAXIMUM POUR CERTAINS MENAGES



Soudure MAXIMALE POUR CERTAINS MENAGES

déroulent en juillet et août et il est possible qu'une partie des dépenses effectuées 6 mois auparavant ai été oubliées. Les frais de déplacement sont plus importants surtout pour les village d'Antanimarina et d'Antaboaka (les deux villages sur sol volcanique, l'un enclavé, l'autre près de la route). Il est difficile, compte tenu des informations dont nous disposons, de faire une interprétation de cette écart de 4 % environ, entre les quatre villages. La plupart du temps, les déplacements hors du village s'effectuent à pied faute de moyen de locomotion.

5.6 - DES DEPENSES D'EXPLOITATION TRES VARIABLES

Les dépenses d'exploitation varient de 23 à 60 % selon les villages.

* Le cas de **Antanetibe** est toujours à part . 60 % des dépenses sont consacrées à l'exploitation . Environ un quart du budget passe dans l'achat d'animaux et l'autre quart dans l'achat de matériel agricole : en effet, trois des ménages enquêtés ont acheté cette année une charrette (850.000 fmg). Les paysans achètent des boeufs "zanatany" (boeufs sans bosse, croisement d'une race locale et d'une race importée) qui sont plus robustes et qui coûtent 500.000 fmg . Les dépenses en main d'oeuvre y sont beaucoup plus faibles que dans les autres villages. L'entraide est très vivace dans ce village où tous les habitants sont unis par des liens de parenté; le troc est aussi répandu et limite les sorties monétaires à l'intérieur du village. Mais la vente de tabac fournit à ces paysans des revenus substantiels qu'ils investissent dans l'achat de charrettes et de boeufs.

* A **Antaboaka**, les dépenses d'exploitations atteignent presque 40 % du budget ; une grande partie est consacrée au salariat : nous sommes ici dans un village de propriétaires fonciers qui ont les moyens d'engager des salariés. L'achat de semences n'est pas non plus négligeable par rapport aux autres villages car les paysans achètent des semences de haricot rouge marbré. Une partie du surplus finance l'achat d'animaux.

* A **Antanimarina** et **Antsapanimahazo**, les dépenses d'exploitation ne dépassent pas le quart des dépenses total. Environ la moitié est consacré aux salaires agricoles. Les achats d'animaux (porcs ou boeufs) représentent tout de même presque 10% des dépenses totales. La plupart du temps, les paysans achètent des porcs destinés à l'engraissement qui, une fois vendus, permettent l'acquisition de boeufs. L'achat (ou la location) de matériel agricole, d'engrais et de semences, toutes ces dépenses engendrées par l'utilisation de "techniques améliorées", sont infimes : les dépenses pour le matériel agricole (à l'exception de Antanetibe) tournent autour de 3000 à 5000 fmg par ménage et par an. L'engrais chimique n'est utilisé que pour la culture du blé et de la tomate.

VI - LA REPARTITION DES DEPENSES PAR TYPE D'EXPLOITATION

6.1 - UN NIVEAU DE DEPENSES ASSEZ BAS

Tableau n° 27 : Répartition des ménages en % suivant leur niveau de dépenses

NIVEAU DE DEPENSES		ANTANIMARINA			ANTSAPANIMAHAZO			ANTABOAKA			ANTANETIBE		
D>700 NIVEAU DE DEPENSES DES MENAGES A REVENU ELEVE		NIVEAU DES DEPENSES en millier de Fmg	Effectif %		NIVEAU DES DEPENSES en millier de Fmg	Effectif en %		NIVEAU DES DEPENSES en millier de Fmg	Effectif %		NIVEAU DES DEPENSES en millier de Fmg	Effectif %	
		D>1100	-		D>1100	4		D>1100	10		D>1100	5	
		900 à 700	-		900 à 1100	-		900 à 1100	10		900 à 1100	-	
		700 à 900	13,1		700 à 900	-		700 à 900	-		700 à 900	5	
		Sous-total	13,1		Sous-total	4		Sous-total	20		Sous-total	10	
300<D<700 NIVEAU DE DEPENSES DES MENAGES A REVENU MOYEN		500 à 700	4,3		500 à 700	2		500 à 700	30		500 à 700	15	
		300 à 500	17,4		300 à 500	12,3		300 à 500	30		300 à 500	25	
		Sous-total	21,6		Sous-total	14,3		Sous-total	60		Sous-total	40	
		100 à 300	47,8		100 à 300	53		100 à 300	20		100 à 300	25	
D<300 NIVEAU DE DEPENSES DES MENAGES A REVENU BAS		D<100	17,4		D<100	28,6		D<100	-		D<100	25	
		Sous-total	65,3		Sous-total	81,6		Sous-total	20		Sous-total	50	
		TOTAUX		TOTAL	100		TOTAL	100		TOTAL	100		
												TOTAL	100

Le tableau 27 montre la répartition des ménages suivant leur niveau de dépenses. Les dépenses par ménage et par an dépassent le million de fmg pour le village d'Antaboaka, mais oscille entre 400 et 500.000 fmg dans les autres villages.

Cependant, cette moyenne cache une grande disparité : plus de la moitié des habitants dépensent moins de 300.000 Fmg par an : 65 % pour Antanamarina, 80 % pour Antsapananimahazo et 50 % pour Antanetibekely. Le volume des dépenses varie dans une proportion de 1 à 10.

La comparaison des volumes des recettes et dépenses est cohérente (souvent dans ce type d'enquête, les enquêtés déclarent dépenser plus qu'ils ne gagnent). La plupart des paysans ont une balance positive. Mais, en général, ils n'ont pas d'argent liquide disponible : pour des raisons de sécurité, les paysans ne théârisent pas d'importantes sommes en espèces. Suivant la somme disponible, ils investissent dans l'achat de boeufs, de porcs, de charrues...

6.2 - LES DEPENSES PAR TYPE D'EXPLOITATION

Tout comme pour les revenus, nous avons mis en relation la structure des dépenses et le type d'exploitation dans chaque village (tableaux 28 à 30).

- Le type I : une priorité, l'achat de riz

Les exploitations de type I sont celles qui ont le plus de difficulté à atteindre une autosuffisance en riz. Les dépenses alimentaires mobilisent entre la moitié et les deux tiers du revenu. Les dépenses de santé, scolarité, logement, habillement, représentent 1/5 des dépenses totales. Il reste assez peu d'argent ensuite pour investir dans l'exploitation : entre 10 et 20 % du budget y est consacré, surtout pour acheter des animaux et louer des terres. Ces ménages sont enfermés dans le cercle vicieux de la pauvreté ; ils n'ont pas les moyens d'améliorer leur outil de production : ils n'en sont pas propriétaires, ils ne peuvent y consacrer ni argent, ni temps car ils sont obligés de s'embaucher comme salariés agricoles pour gagner leur riz quotidien. Les actions de développement auprès de ce type d'exploitant sont particulièrement difficiles, car ils sont en situation très précaire, proche de la survie.

- Le type II : les différences entre villages sont plus nettes.

En effet, les exploitants du type II du village de Antanetibe se distinguent nettement de

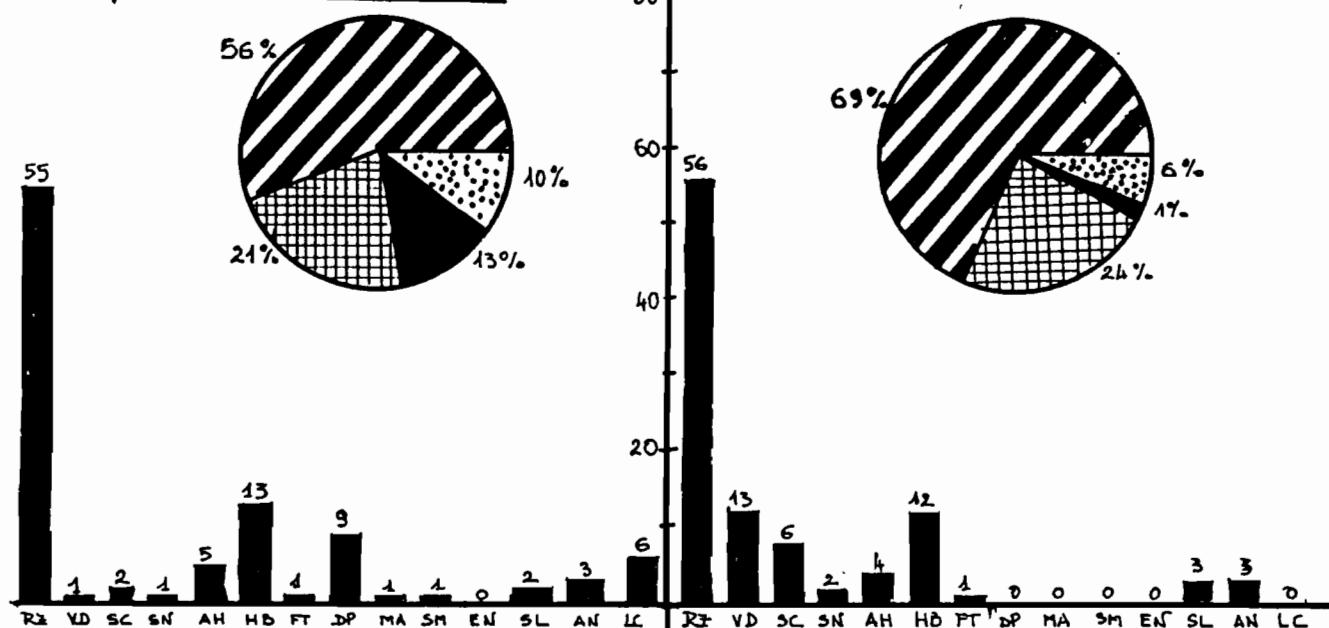
Tableau n° 28 : Structure des dépenses en % suivant le type d'exploitation Type I

VILLAGE		ANTANIMARINA	ANTABOAKA	ANTSAPANIMAHAZO	ANTANETIBEKELY
NATURE DES DEPENSES					
TOTAL DES DEPENSES (%)		100%	100%	100%	100%
DEPENSES d'ALIMENTATION		56%	69%	58%	68%
	RIZ	55	56	49%	63
	VIANDÉ	1	13	9%	5
DEPENSES D'ENTRETIEN DE LA FAMILLE		21%	24%	20%	18%
	SCOLARISATION	2	6	5	1
	SANTE	1	2	5	3
	AMELIORATION - HABITATION	5	4	2%	-
	HABILLEMENT	13	12	8%	14
DEPENSES SOCIALES:		10%	1%	2%	2%
1 FETES		1 1	1 1	1 1	1 2
1 DEPLACEMENT		1 9	1 -	1 1	1 -
DEPENSES D'EXPLOITATION :		13%	6%	20%	12%
1 MATERIELS AGRICOLES		1 1	1 -	1 1	1 -
1 SEMENCES		1 1	1 -	1 1	1 -
1 ENGRAIS		1 -	1 -	1 1	1 -
1 SALAIRE		1 2	1 3	1 2	1 1
1 ACHAT ANIMAUX		1 3	1 3	1 13	1 7
1 LOCATION		1 6	1 -	1 2	1 4

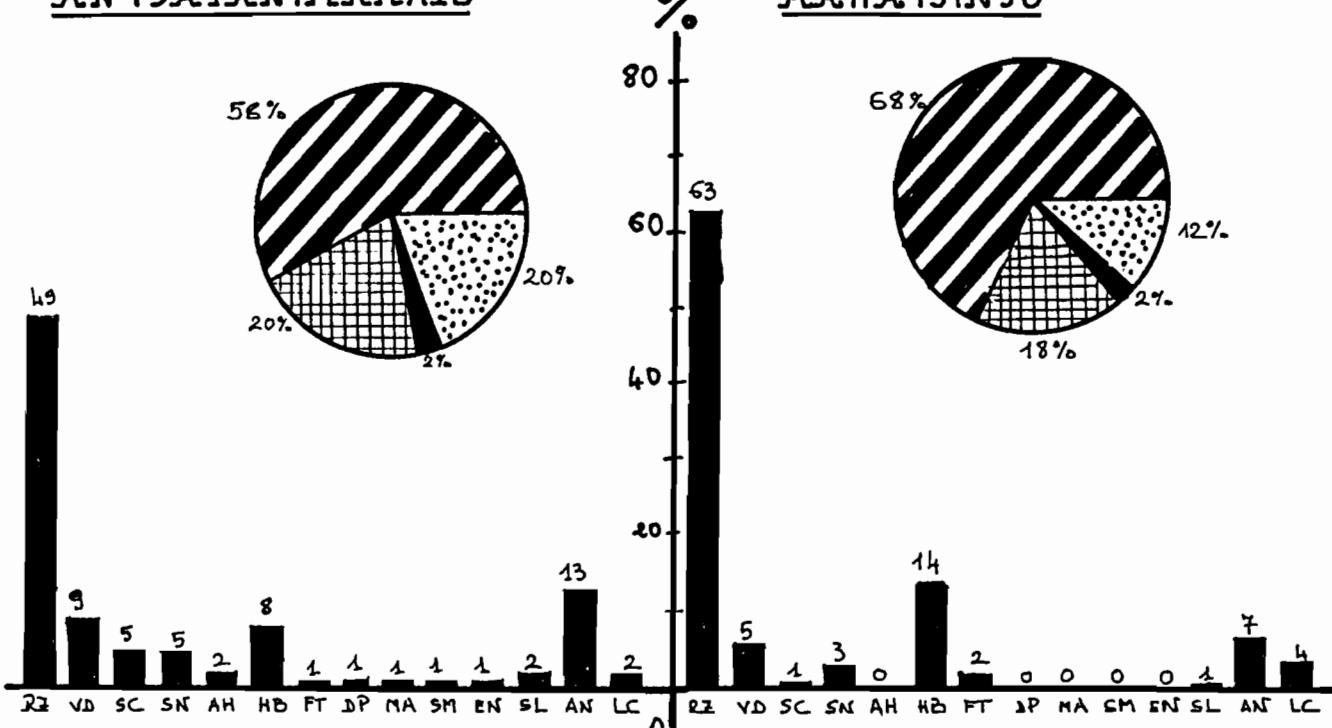
STRUCTURE des DEPENSES du TYPE I

FIGURE 18

ANTANIMADINA



ANTSAPANIMALHAZO



LEGENDE



DEPENSES d'ALIMENTATION



DEPENSES SOCIALES



DEPENSES d'ENTRETIEN
de la FAMILLE



DEPENSES d'EXPLOITATION

RIZ = RZ

— VIANDE = VD

— SCOLARISATION = SC

SANTE = SN

— AMELIORATION = HB

— HABILLEMENT = HB

FETES = FT

— HABITATION = DP

— DEPLACEMENT = EN

MATERIEL AGRICOLE = MA

— SEMENCES = EN

— ENGRAIS = LC

SALAIRE = SL

— ACHAT ANIMAUX = AN

— LOCATION = LC

Tableau n° 29 : Structure des dépenses en % suivant le type d'exploitation II

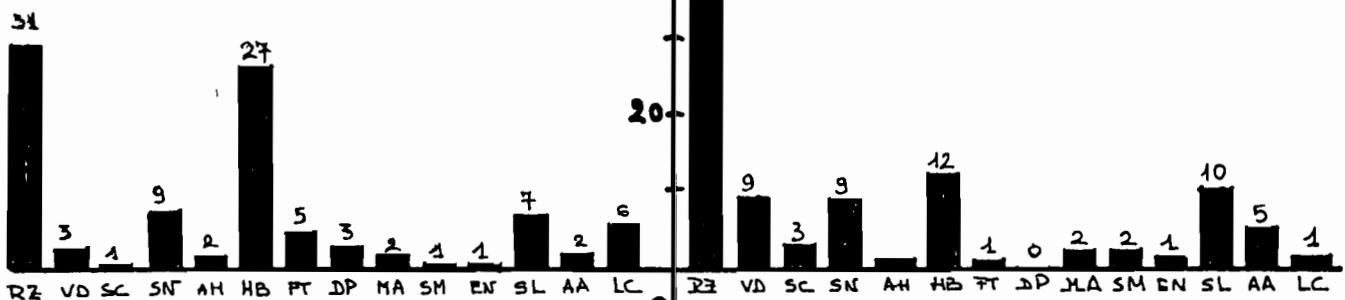
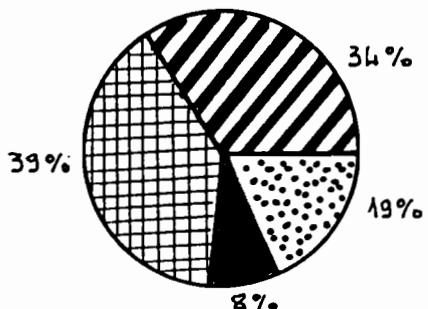
TYPE II

VILLAGE		ANTANIMARINA	ANTABOAKA	ANTSAPANIMAHAZO	ANTANETIBEKELY
NATURE DES DEPENSES					
TOTAL DES DEPENSES (%)		100%	100%	100%	100%
DEPENSES d'ALIMENTATION		34%	53%	49%	21%
	RIZ	31	44	40	15
	VIANDÉ	3	9	9	6
DEPENSES D'ENTRETIEN DE LA FAMILLE		39%	25%	23%	27%
	SCOLARISATION	1	3	4	6
	SANTE	9	9	5	2
	AMELIORATION -HABITATION	2	1	2	-
	HABILLEMENT	27	12	12	19
DEPENSES SOCIALES :		8%	1%	3%	2%
	FETES	1 5	1 1	1 2	1 2
	DEPLACEMENT	1 3	1 -	1 1	1 -
DEPENSES D'	EXPLOITATION :	19%	21%	25%	50%
	MATERIELS AGRICOLES	1 2	1 2	1 1	1 1
	SEMENCES	1 1	1 2	1 1	1 1
	ENGRAIS	1 1	1 1	1 1	1 1
	SALAIRE	1 7	1 10	1 8	1 6
	CHAT ANIMAUX	1 2	1 5	1 12	1 38
	LOCATION	1 6	1 1	1 2	1 3

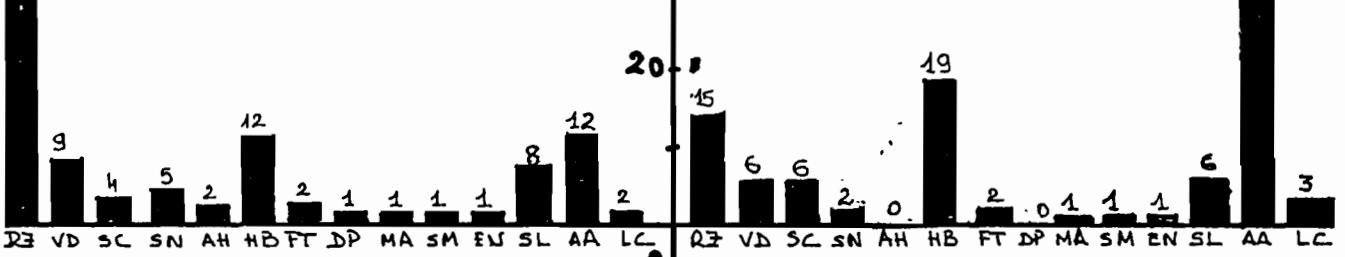
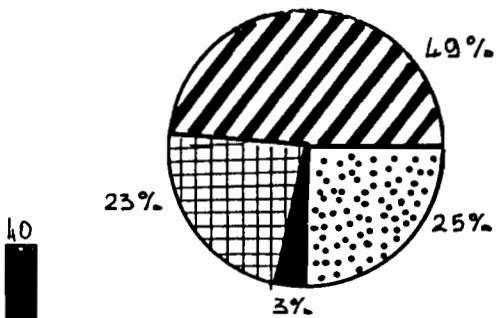
STRUCTURE des DEPENSES du TYPE II

FIGURE 19

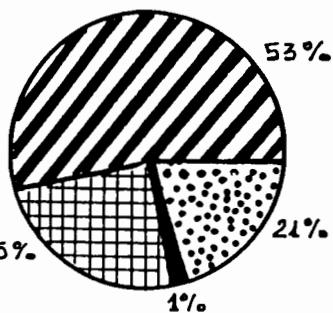
ANTANIMARINA



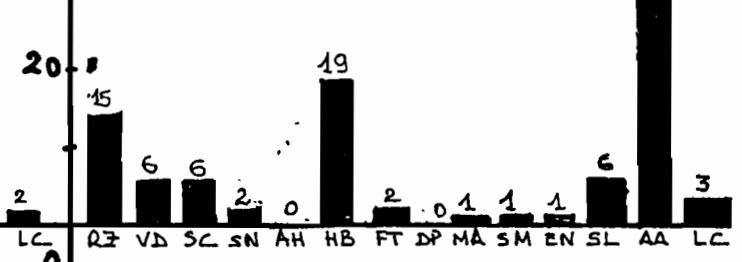
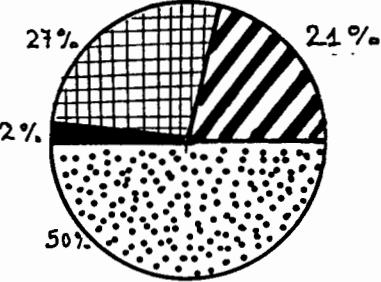
ANTSAPANIMAHAZO



ANTABOAKA



MAHATSINJO



LEGENDE



DÉPENSES d'ALIMENTATION



DÉPENSES SOCIALES



DÉPENSES d'ENTRETIEN de la famille



DÉPENSES d'EXPLOITATION

RIZ = RIZ

VIANDÉ = VD

SCOLARISATION = SL

SANTÉ = SN

AMÉLIORATION HABITATION = AH

HABILLEMENT = HB

F.T. = FT.

SEMENCES = SM

DISPLACEMENT = DP

MATERIEL AGRICOLE = MA

ENGRAIS = EN

SALAIRE = SL

ACHAT d'ANIMAUX = AA

LOCATION = LC

STRUCTURE DES DEPENSES en %
SUIVANT LE TYPE D'EXPLOITATION

TABLEAU N° 30

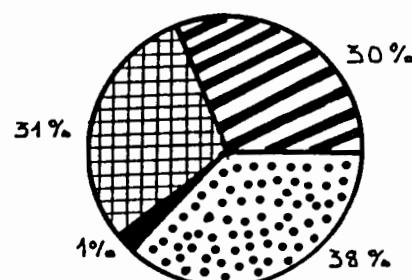
TYPE III

VILLAGE		ANTANIMARINA	ANTABOAKA	ANTSAPANIMAHAZO	ANTANETIBEKELY
NATURE DES DEPENSES					
TOTAL DES DEPENSES (%)		100%	100%	100%	100%
DEPENSES d'ALIMENTATION		30%	35%	37%	8%
	RIZ	26	25	26	3
	VIANDE		10	11	5
DEPENSES D'ENTRETIEN DE LA FAMILLE		31%	16%	25%	25%
	SCOLARISATION	1	2	2	1
	SANTE		1	4	2
	AMELIORATION-HABITATION	1	1	1	2
	HABILLEMENT		12	18	20
DEPENSES SOCIALES		1%	1%	2%	1%
	FETES	1	1	1	1
	DEPLACEMENT		-	1	-
DEPENSES D'EXPLOITATION		38%	49%	36%	66%
	MATERIELS AGRICOLES	-	-	3	24
	SEMEANCES		6	1	1
	ENGRAIS		5	1	1
	SALAIRE		15	19	14
	ACHAT ANIMAUX		21	11	22
	LOCATION		1	1	4

STRUCTURE des DEPENSES du TYPE III

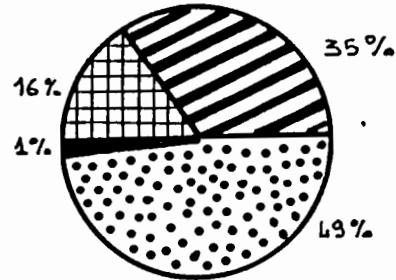
FIGURE 20

ANTANIMARINA



%

ANTANIBOKA



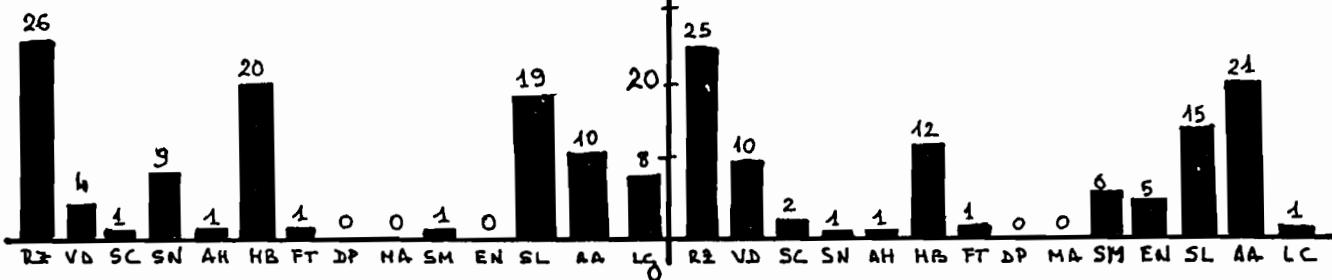
80

60

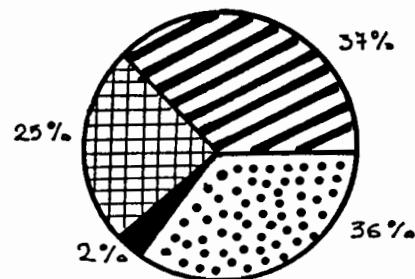
40

20

0

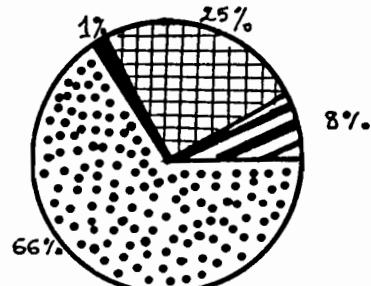


ANTSAPANIMAHAZO



%

MAKATSIRIO



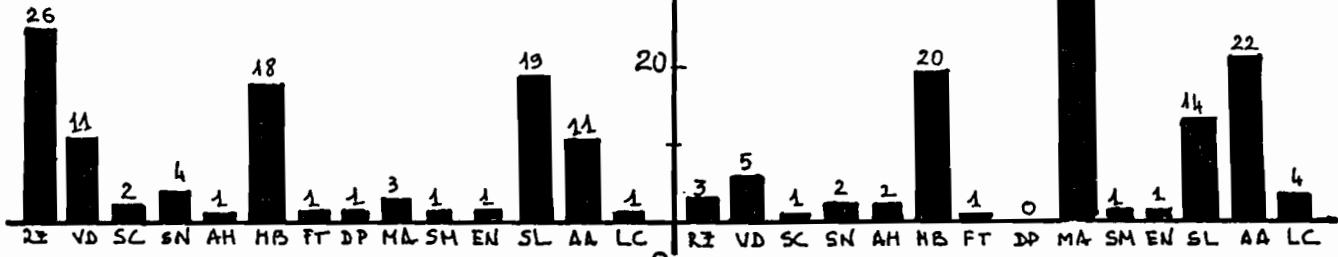
80

60

40

20

0



LEGENDE



DÉPENSES d'ALIMENTATION



DÉPENSES SOCIALES



DÉPENSES d'ENTRETIEN de la famille



DÉPENSES d'EXPLOITATION

RZ = RZ

— VD = VD

Santé = SN

— Amélioration Habitation = AH

Fêtes = FT

— Déplacement = DD

Semences = SM

— Engrails = EN

Viande = VD

— Habillement = HB

— Matériaux Agricoles = MA

— Salaire = SL

— Achat d'animaux = AA

Scolarisation = SC

— Habillement = HB

— Matériaux Agricoles = MA

— Salaire = SL

— Location = LC

Tableau n° 30 Bis : STRUCTURE DES DEPENSES EN %
 SUIVANT LE TYPE D'EXPLOITATION

A COURT TERME

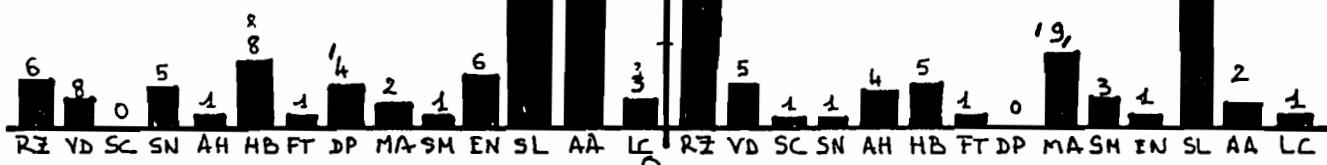
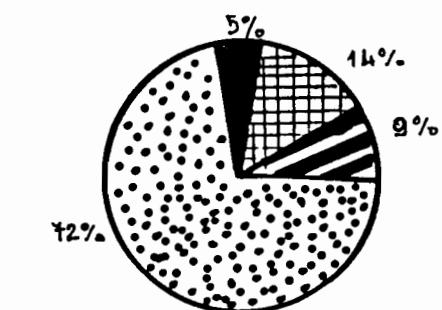
TYPE IV

VILLAGE	ANTANIMARINA		ANTABOAKA		ANTSAPANIMAHAZO		ANTANETIBEKELY	
NATURE DES DEPENSES								
TOTAL DES DEPENSES (%)	100%		100%		100%		100%	
DEPENSES d'ALIMENTATION	9%		23%		22%		8%	
	RIZ	6		18		11		-
	VIANDE	3		5		11		8
DEPENSES d'ENTRETIEN DE LA FAMILLE	14%		11%		17%		10%	
	SCOLARISATION	-		1		2		1
	SANTE	5		1		3		1
	AMELIORATION-HABITATION	1		4		1		1
	HABILLEMENT	8		5		11		7
DEPENSES SOCIALES	5%		1%		2%		1%	
	FETES	1		1		1		1
	DEPLACEMENT	4		-		1		-
DEPENSES d'EXPLOITATION	72%		65%		59%		81%	
	MATERIELS AGRICOLES	2		9		1		42
	SEMENTES	1		3		1		-
	ENGRAIS	6		1		3		-
	SALAIRE	28		49		35		4
	ACHAT ANIMAUX	32		2		19		35
	LOCATION	3		1		-		-

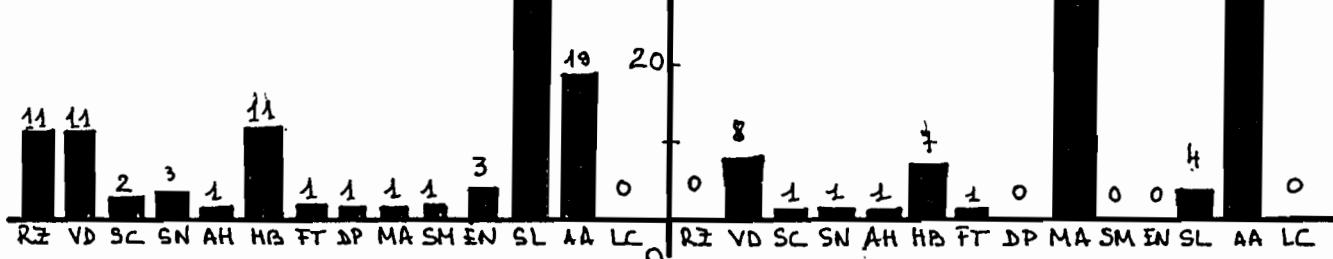
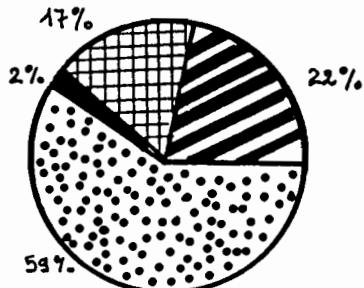
STRUCTURE des DEPENSES du TYPE IV

FIGURE 21

ANTANIMARINA



ANTSAPANIMAHAO



LEGENDE



DEPENSES d' ALIMENTATION



DEPENSES d' entretien de la famille

RZ = RZ
Santé = SN
Têtes = FT
Semeuses = SM



DEPENSES SOCIALES



DEPENSES d' EXPLOITATION

Vieande = VD
Amelioration Habitation = AH
DEPLACEMENT = DP
ENGDAIS = EN
Achat d'animaux = AA
Scolarisation = SC
Habillement = HB
Materiels Agricoles = MA
Salaire = SL
Location = LC

ceux des autres villages, ce qui n'était pas le cas pour le type I. Leurs dépenses alimentaires ne représentent plus qu'1/5 du budget et la moitié est consacré aux dépenses d'exploitation. Les ménages des autres villages restent toujours très dépendants du marché pour leur nourriture ; les dépenses consacrées à l'entretien de la famille, notamment pour l'habillement et la santé, prennent une place plus importante. L'investissement commence à être possible : l'achat d'animaux (surtout les porcs) est possible après avoir payé les salariés agricoles et la location des terres.

- Le type III : entre 1/3 et 2/3 des dépenses consacrées à l'exploitation.

Pour les ménages de ce type, l'existence de surplus est assez nette : les achats d'animaux sont plus fréquents. Les surfaces à cultiver sont plus importantes, les paysans n'hésitent pas à recourir à la location de terres auprès des exploitants du type IV (à Antanamarina et à Antanetibe). Les dépenses de campagne sont surtout affectées au paiement des salariés agricoles. Seul le village d'Antaboaka utilise des quantités non négligeables d'engrais et de semences améliorées pour les cultures commerciales. L'alimentation ne représente plus que le tiers des dépenses, sauf pour le village de Antanetibe où la barre des 10 % n'est même plus franchie pour les dépenses alimentaires.

- Le type IV : L'exploitation mobilise la majorité des ressources.

Les dépenses salariales sont plus importantes que dans les autres types : elles absorbent presque la moitié du budget total dans le village d'Antaboaka. Seul le village de Antanetibe a toujours des charges de salaires très basses et consacrent cet argent à l'achat d'animaux et de charrettes. La part consacrée à la location des terrains est infime par rapport à celle des autres types. Les dépenses pour la scolarité et la santé diminuent en valeur relative par rapport aux autres types mais sont les mêmes ou sont supérieures en volume. Par exemple, à Antaboaka, les dépenses d'habillement représentent 10 % pour le type I (soit 28.000 fm) et 6% pour le type IV (soit tout de même 89.000 fm). Il n'y a donc apparemment pas de stratégie de scolarisation différente des autres groupes, malgré une meilleure aisance financière. Les écoles du second cycle sont éloignées et les enfants étant scolarisés tardivement, sortent de l'école primaire en âge de travailler (aux yeux des parents).

VII - CONCLUSION

- Bien que les villages se situent dans une zone agricole assez riche, surtout dans la partie volcanique, où la riziculture tient, sauf exception, une place importante, la plupart des ménages consacrent une part importante de leur budget à l'achat de paddy. Pour les plus pauvres, ces dépenses alimentaires bloquent tout investissement. Des achats groupés au niveau du village permettraient de réduire les coûts d'approvisionnement et un stockage du type "grenier commun villageois" (accompagné d'un crédit) pourrait leur permettre de ne pas vendre immédiatement leur récolte à bas prix pour racheter du riz au prix fort pendant la soudure. Dans certains villages

(Antsapanimahazo, Antaboaka) l'augmentation de la production rizicole ne peut passer par une augmentation des surfaces, à cause de la pression foncière . L'intensification est la seule solution, mais elle rencontre deux importants goulots d'étranglement qu'il ne faut pas négliger : la main d'oeuvre et les intrants. Les dépenses salariales des exploitations sont déjà très lourdes. L'exemple du repiquage en ligne est très clair : les paysans ne le pratiquent pas car il ne trouvent pas de repiqueuses qui acceptent de faire ce travail : le coût de la journée s'élève à 1500 FMG pour le repiquage en ligne contre 500 à 800 FMG pour le repiquage en foule.

- L'élevage bovin et porcin tient une place importante : dès qu'il y a des surplus disponibles, les paysans investissent dans l'achat d'animaux. L'opération "boeuf de Kianjasoa" est très appréciée : la ferme d'Etat Kianjasoa se spécialise dans l'élevage bovin de race "*renitelo*", obtenue par croisement d'un mâle "*brahman*" et d'une vache malgache. La ferme entreprend avec le projet FAO, la vulgarisation de ces boeufs auprès des membres des groupements villageois.

- Les charrettes sont très recherchées par les paysans. Elles sont un instrument précieux pour le travail agricole, mais aussi une source de revenu appréciable par les services de transport que son propriétaire peut rendre. Du mois de mars au mois d'août, des centaines de charrettes provenant de la région d'Ampahimanga et d'Amboanana arrivent dans l'Itasy pour louer leurs services.

- Les problèmes de santé sont essentiellement dus au paludisme. La lutte contre ce fléau permettrait d'alléger les dépenses de santé et d'améliorer la productivité des paysans, souvent immobilisés à cause de cette maladie.

- Enfin, cette étude montre que les budgets des paysans (surtout des types I et II) sont dans l'ensemble, très serrés : pour que les paysans adoptent les techniques nouvelles proposées par les projets, il faut que le risque monétaire soit le plus réduit possible.

CHAPITRE IV - LA STRUCTURATION DU MILIEU PAYSAN :

LES GROUPEMENTS

La structuration du milieu paysan est un des principaux objectifs du programme d'actions intégrées de la FAO. Devant l'échec d'une organisation volontariste des producteurs dictée par l'Etat, comme les coopératives de type socialiste, les projets de développement cherchent actuellement à susciter l'émergence de groupements de paysans, créés sur des bases plus souples. Ces organisations sont amenées à devenir de véritables agents économiques permettant aux paysans d'accroître leur autonomie vis à vis des services liés à l'agriculture (le crédit par exemple) ou vis à vis des opérateurs privés (commerçants et collecteurs). La pérennité des groupements au delà ou en dehors du projet est révélatrice du succès d'une telle opération.

En 1991, 395 groupements ont été créés dans la région du lac Itasy. Ils sont tous liés à des interventions d'opérateurs du développement; la multiplication du nombre de groupements a amené les opérateurs à créer le CADI, comité de coordination des actions de développement de l'Itasy. Le CADI a permis de "mettre de l'ordre" dans les rapports que les différents opérateurs entretenaient avec "leurs" groupements et d'harmoniser les procédures d'accès des groupements aux services. Ainsi, il n'existe plus de groupement FAO, de groupement KOBAMA ou BTM. Chaque groupement reconnu par le CADI peut s'adresser à un ou plusieurs opérateurs du développement en fonction de ses besoins. En 1991, le projet FAO a travaillé avec près de 200 groupements. Quelles sont les activités des groupements ? Quels paysans concernent-ils ? Quels sont les problèmes qui peuvent menacer l'évolution et la pérennité des groupements ?

I - LES REALISATIONS DES GROUPEMENTS

1.1 - LA PROCEDURE DE CREATION DES GROUPEMENTS

Une association de paysans peut être agréé comme groupement par les collectivités décentralisées (Fivondronana ou Faritany) au bout d'une année . Ce laps de temps permet au groupe de paysans désireux de s'associer d'établir un règlement intérieur ("dina") et de s'initier à une gestion collective des activités. Les étapes de la constitution du groupement sont définies par les opérateurs du développement appartenant au CADI de la manière suivante :

- a) créer un groupe et en avertir le CADI,

b) établir un "dina" comprenant :

- la liste de membres et leurs responsabilités,
- un projet à réaliser ensemble,
- un engagement d'effort personnel de chaque membre,
- les termes de l'accord sur la caution solidaire si le groupe prend un crédit,

c) adopter une discipline commune comportant :

- une date de réunion mensuelle,

- avoir 4 cahiers contenant :

- * les PV des réunions mensuelles
- * les comptes du groupement
- * la situation des membres
- * les visites techniques

d) après une campagne agricole et seulement quand les démarches a-b-c ont été accomplies, établir le statut du groupement,

e) si le groupement souhaite avoir accès au crédit, il lui faut ouvrir un compte à l'agence BTM moyennant un dépôt initial de 20.000 FMG : cette somme est constituée par les cotisations des membres.

Encadrés par le CADI, les groupements agréés ont accès à un certain nombre de services, car les opérateurs actuellement privilégié cet interlocuteur en milieu rural, l'action de vulgarisation étant ainsi optimisée. Les crédits peuvent être garantis par la caution solidaire de l'ensemble des membres, ce qui représente un grand avantage en l'absence de garanties matérielles individuelles.

1.2 - LES PRODUCTIONS AGRICOLES

Le groupement permet la diffusion de techniques améliorées sur des cultures traditionnelles ou l'insertion de nouvelles cultures dans le système de production paysan.

1.2.1 - La riziculture améliorée.

Deux axes sont privilégiés : l'utilisation de nouvelles variétés (riz irrigué 1632 et 1285, riz pluvial IRAT 134) et l'amélioration des techniques culturales (repiquage en ligne et sarclage avec la sarcluse).

Le groupement Kelimiavotra d'Antaboaka a expérimenté le riz 1285 sur 1 ha de rizière. Six membres du groupement Fanomezantsoa (Antsapanimahazo) plantent le riz 1285 et IRAT 134 et utilisent les techniques améliorées.

1.2.2 - De nouvelles spéculations : le haricot et le blé

* L'extension de la culture de haricots rouges marbrés et lingot blancs dans la région est récente.

-Destinés à l'exportation, la production d'haricots rouges marbrés est organisée par la SOMIA (Majunga) qui vend des semences et assure la collecte auprès des groupements . Pendant la saison agricole de 1990, 25 groupements ont travaillé avec la SOMIA et 49 ha de haricots rouges ont été cultivés ; la production vendue à la SOMIA a atteint 18 tonnes (à 650 FMG le kilo). Le groupement Fanomezantso a produit 1,3 tonnes d'haricots rouges . Les groupements Liantsoa et Kelimiavotra d'Antaboaka ont vendu respectivement à cette société 2,5 tonnes et 1,3 tonnes. Des producteurs qui n'appartiennent pas aux groupements se lancent aussi dans la production de haricots et cèdent leur production à Liantsoa et Kelimiavotra qui servent d'intermédiaire avec la SOMIA. Cette spéculation est très appréciée par les cultivateurs de la région. Les rendements sont bons, et il n'y a pas de difficulté technique importante (la seule remarque dans ce domaine concerne les 10% de semences, qui, en moyenne, sont inutilisables). Les problèmes sont plutôt d'ordre organisationnels : les paysans se plaignent des retards de livraison des semences et des retards à la collecte : pressés par les besoins financiers, les producteurs vendent alors leur récolte à un prix plus bas aux collecteurs (400 fmg le kilo au lieu de 650 fmg auprès de la SOMIA).

- La production de haricots lingot blanc a été engagée selon des modalités similaires avec la société BERA-AGRO en collaboration avec le projet FAO : la société BERA-AGRO collecte les haricots triés à un prix très rémunérateur.

* La culture du blé avec la KOBAMA a démarré en 1986 (5 ha) et les surfaces cultivées ont été multipliées par 45 en 5 ans.

Ces différentes sociétés passent des contrats avec les groupements incluant du crédit en nature. Le détail du fonctionnement de ces procédures est exposé dans le chapitre V sur le crédit.

1.2.3 - La production de semences

La production de semences d'arachide, de haricots et de riz a été confiée à quelques groupements avec, selon la spéculation, l'appui de plusieurs opérateurs : le SMV (service du matériel végétal), le projet "oléagineux" de la FAO, le projet FAO "développement du lac Itasy".

Les deux groupements Liantsoa et Kelimiavotra d'Antaboaka ont conclu avec le SMV un contrat de production de semence d'arachide S.A. 156. De nombreux problèmes techniques ont conduit cette opération à l'échec.

La production semencière des variétés de riz pluvial 3408 - 3406 - 3460 et le riz irrigué 2787 est confiée à des groupements de la région.

1.3 - L'UTILISATION DE NOUVELLES TECHNIQUES

1.3.1 - Compostage et étables fumières

La fertilisation pratiquée par les paysans n'utilise pas au mieux les ressources disponibles sur place . Ils hésitent à employer des engrains chimiques qui, d'après eux coûtent chers et endurcissent le sol. Le compostage permet de recycler les résidus de récolte (tiges de maïs, paille, fanes...) qui sont habituellement brûlés ou inutilisés. La construction d'étables fumières permet de mieux exploiter la fumure organique : les poudrettes de parc habituellement utilisée n'ayant qu'un très faible valeur fertilisante. Ces techniques de fertilisation ne nécessitent aucune sortie monétaire ; elle demande par contre du travail et un changement dans la gestion des ressources : en effet, l'habitude de brûler les résidus végétaux est profondément ancrée. Actuellement le compostage est pratiqué par plusieurs membres du groupement Fanomezantsoa d'Antsapanimahazo et même par d'autres personnes non membres du groupement. Les toits de protection du compost qui émergent à proximité des champs prouvent l'intérêt que les paysans accordent à ces nouvelles techniques.

1.3.2 - Démonstration et acquisition de petit matériel agricole.

Les membres des groupements peuvent emprunter au projet FAO du matériel agricole (différents types de charrues, brouettes, pulvérisateurs...) Ce système permet aux paysans de tester l'efficacité d'un matériel par rapport à un autre avant d'éventuellement l'acheter . En 1991, le groupement Fanomezantsoa a emprunté au Projet FAO un pulvérisateur, une pompe à eau et des brouettes.

Le projet FAO a aussi lancé l'opération "petit matériel agricole". Des outils agricoles, subventionnés à 35 %, sont proposés aux paysans : les paysans retirent un bon au projet pour un type de matériel, vont l'acheter chez le commerçant qui lui déduit 35% de la valeur en échange du bon ; le commerçant se fait ensuite rembourser la différence auprès du projet. De la pelle à 980 fmg au pulvérisateur à 97000 Fmg, la gamme de matériel est très étendue : fourche, brouette, seringue, houe rotative, poudreuse.

Cette opération intéresse de nombreux paysans. La vente a lieu durant la récolte de riz (mai et juin), au moment où les paysans ont de l'argent, avant que celui-ci ne soit dépensé dans les fêtes de "*famadihana*". Comme le matériel est subventionné, les paysans ne peuvent acheter qu'un seul outil de chaque type proposé. Mais, le contrôle de l'identité des paysans par le président du Fokontany d'abord, puis par le vulgarisateur agricole est, à leurs yeux, trop sévère.

Ces difficultés ne découragent toutefois pas les paysans puisqu'ils sont intéressés par le lancement d'une "opération charrette basse" , pour réduire les difficultés de transport en proposant aux paysans une charrette moins chère (qui coûterait 300.000 FMG au lieu de 800.000 FMG), accessible à un plus grand nombre d'exploitants.

Cette opération permet en outre de redynamiser le réseau

commercial local.

1.4 REBOISEMENT ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Projet "Aménagement des bassins versants " de la FAO (MAG 88/032) fournit des plants de conifères et d'eucalyptus aux membres des groupements, qui réalisent les travaux de plantation et d'entretien. Le reboisement est effectué sur des terres domaniales que le projet s'engage à faire titrer au nom des membres du groupement. Le projet intervient actuellement sur le bassin versant d'Antanimenakely et travaille avec une dizaine de groupements. L'objectif est de reboiser en 5 ans 25 ha de "*tanety*" en conifères en eucalyptus. Des agrumes fournis par l'AVEAMM¹ d'Antsirabe à 1500 FMG le pied ont été achetés par les groupements, dont 28 membres ont reçu en 1991 une formation à l'arboriculture à Antsirabe. Le projet a aussi offert des papayes aux groupements féminins d'Antsapanimahazo (50 plants pour Fiavotana, 65 plants pour Faneva).

1.5 - ELEVAGE ET PISCICULTURE

1.5.1 - Amélioration de l'élevage bovin et porcin :

Les groupements d'éleveurs sont encadrés par le projet FAO (développement intégré du lac Itasy). Le programme d'orientation de l'élevage prévoit :

- La formation de 39 vaccinateurs villageois (réalisé fin août) et l'étude pour la mise en place de pharmacies vétérinaires au niveau du groupement. Les deux groupements Liantsoa et Fanomezantsoa ont actuellement leurs propres vaccinateurs villageois.

- L'approvisionnement en cheptel amélioré (boeuf "renitelo"). Les groupements demandeurs (Kelimavotra, Liantsoa, Fanomezantsoa) se sont organisés avant l'arrivée des boeufs pour planter des cultures fourragères et construire des étables.

- Le suivi technique de l'élevage est plus efficace grâce à la présence d'un zootechnicien au projet FAO.

- Cependant, la fragilité du montage institutionnel avec la CIREL est apparue clairement durant la période troublée de la deuxième partie de l'année 1991 : l'approvisionnement en vaccins a été interrompu et plusieurs épidémies ont ravagé les élevages de porcs : sachant que l'élevage de porc est un moyen privilégié d'accumulation démarré à partir des faibles surplus agricoles, on voit bien l'extrême vulnérabilité des paysans face à des services défaillants ; le souci de renforcer l'autonomie des éleveurs par la formation de vaccinateurs villageois et la création d'un réseau d'approvisionnement indépendant paraît actuellement la seule voie réaliste pour éviter que de tels catastrophes ne laminent les efforts et le travail des paysans.

1.5.2 - Vulgarisation de la pisciculture :

¹ AVEAMM : Association pour la Valorisation , l'Exploitation et l'Aménagement de la Moyenne Mania. O.N.G. spécialisée en arboriculture qui s'implante à AMBATOFINANDRAHANA-ANTSIRABE.

Un grand effort est mené dans la zone d'action du projet sur la vulgarisation de la pisciculture. En 1991, 270.000 alevins sont vendus par la station piscicole d'Ambohidray. Les producteurs privés d'alevins dont l'installation est appuyé par le projet FAO intitulé "promotion de l'aquaculture et privatisation de la production d'alevins" (MAG 88/007), ont vendu près de 200.000 alevins en 1991 (pour un démarrage en 1990, ce qui est remarquable). A Antsapanimahazo, un paysan pratique la rizipisciculture sur un plan d'eau de 1 ha. En 1991, le groupement Mirindra d'Antanamarina ainsi que quelques paysans voisins ont acheté 2500 alevins.

1.6- LES INFRASTRUCTURES

Le Projet FAO a collaboré à la construction d'un barrage dans le Fokontany d'Antsapanimahazo, en haut de la vallée d'Antsahanandriana. Ce barrage permet l'irrigation de 30 ha de rizières. Le Projet a réalisé les études, le suivi technique de la construction, et a fourni les matériaux de construction "importés" (fer,ciment,...). Le Fokonolona a organisé l'approvisionnement en matériaux locaux (sable, caillasses,...) et a fourni la main d'oeuvre. A la suite de cette réalisation, le groupement Fanomezantsoa a été créé en 1989.

1.7- ACTIVITES DES GROUPEMENTS FEMININS

Les femmes font partie des groupements dont les activités sont décrites ci-dessus, mais dans certains villages elles cherchent aussi à créer en parallèle des groupements féminins, dont l'objectif est de développer des activités génératrices de revenus, ne nécessitant pas un capital de départ important. A l'artisanat, la broderie et la confection, qui sont les "activités féminines traditionnelles", s'ajoutent maintenant des projets autour du petit élevage (le gavage des canards à Antsapanimahazo par exemple). Le groupement féminin d'Ampefy, Marisika a exposé de la broderie et des travaux de confection à la foire agricole de 1991, faisant ainsi un exemple pour d'autres groupements. Mais plusieurs groupements féminins, comme ceux d'Antsapanimahazo, n'ont pas d'activités concrètes : par exemple, Mantenasoa n'a pu réaliser les différents projets auxquelles les femmes ont réfléchi. L'absence de trésorerie au départ est souvent la raison invoquée. Après un an d'attente (d'un crédit ou d'une subvention), ce groupement démarre un champ collectif pour alimenter la caisse du groupement et ainsi pouvoir acheter du tissu pour la confection ou des canards à gaver. L'encadrement des groupements féminins semble très insuffisant, faute de personnel disponible au projet ; les agents de vulgarisation quant à eux ne s'intéressent guère à ces activités, sans doute considérées comme annexes dans leur esprit comme dans celui de beaucoup de développeurs. Or, les activités rémunératrices, menées par les femmes qui gèrent en grande partie l'argent du ménage, peuvent être un levier essentiel pour le développement de l'agriculture en permettant les investissements dans les aménagements ou dans du matériel agricole.

1.8 - LES GROUPEMENTS ET LA FOIRE AGRICOLE "FAFY" 1991

Une foire agricole a été organisée en juin 1991 : cette initiative a permis aux différentes organisations paysannes et aux représentants des administrations intervenant dans le développement agricole de se rencontrer. Une soixantaine de groupements étaient présents

et ont participé à un concours organisé autour des différents thèmes techniques diffusés par le programme intégré de la FAO. Des pulvérisateurs, des arrosoirs, des tables et des chaises ont récompensé les groupements les plus performants.

Les participants du FAFY 91 souhaitent qu'une telle rencontre se reproduise, si possible à Soavinandriana, à proximité du marché ; l'attraction serait selon eux encore plus vive si une place était faite aux représentations artistiques des "*mpihira gasy*". Cette dimension culturelle n'est pas à négliger : d'autres projets de développement comme l'IREDEC dans la région d'Antsirabe utilisent avec profit ce canal pour faire passer des messages sur leur action.

CONCLUSION

Les activités des groupements sont concentrées autour de l'agriculture et de l'élevage. L'artisanat, les travaux pour les infrastructures ou les actions sociales (par exemple pour l'approvisionnement en médicaments) y tiennent une place assez réduite.

Au cours de cette présentation succincte des activités des groupements, nous avons volontairement laissé de côté le crédit : crédit à la collecte (avec le PAM), crédit pour le stockage (les greniers communautaires villageois) ou crédit de campagne. Cette relation de crédit entre les groupements et les opérateurs du développement (via la Banque) est le principal moteur qui amènent les paysans à s'organiser. Le chapitre "crédit formel et informel" traite ce volet d'une manière plus approfondie.

II - IDENTITE ET ORGANISATION INTERNE DES GROUPEMENTS

2.1 - DES GROUPEMENTS LIGNAGERS

Les arbres généalogiques réalisés dans les villages et le recouplement avec la composition des groupements montrent que ceux-ci sont constitués sur des bases familiales : la grande majorité des membres appartiennent au même lignage. Cette situation n'est guère surprenante, car la plupart des habitants d'un village ont des liens de parenté, les villages ayant été fondé par des segments de lignage. Mais, des "étrangers", minoritaires, se sont parfois installés dans le village où ils étaient employés comme manœuvres. C'est le cas des Mainity d'Antsapanimahazo, des Betsileo d'Antanamarina et de Antanetibe. Ces "étrangers" sont rarement intégrés dans les groupements. La raison avancée par les membres des groupements est la confiance : beaucoup d'actions sont engagées avec du crédit pour lequel la caution solidaire est requise ; les paysans expliquent qu'en famille, "on peut toujours s'arranger" (la pression familiale reste très forte) et qu'il faut rester méfiants vis à vis de quelqu'un "qu'on ne connaît pas très bien" (même si la famille est installé depuis plusieurs générations).

Cependant, on constate que les groupements "reboisement", créé dans le cadre du projet "aménagement des bassins versants", par exemple, se constituent de la même façon ; or, il n'y a pas de crédit ni de caution solidaire, mais il y a un enjeu foncier important :

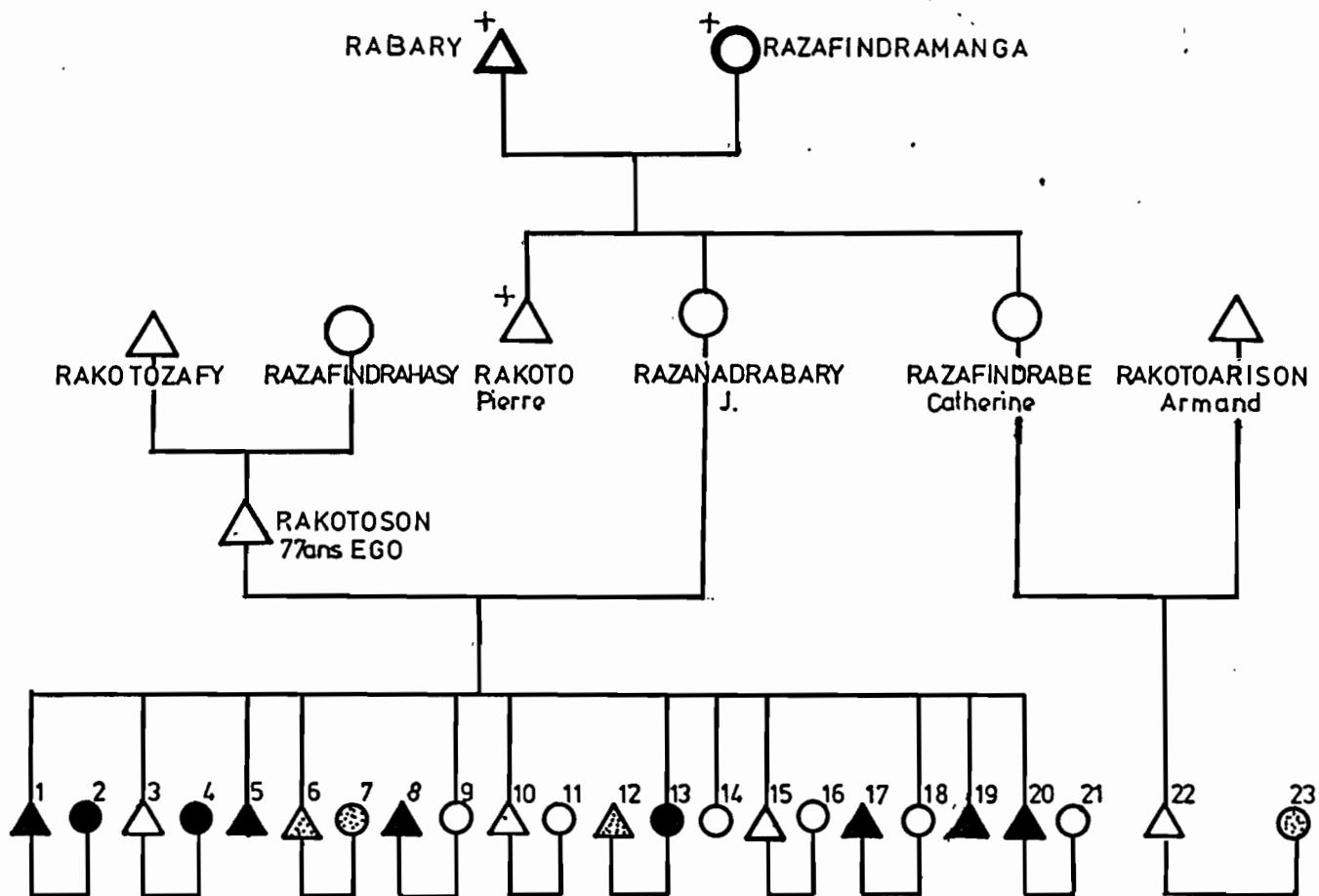
DES GROUPEMENTS LIGNAGERS:

d'après l'ARBRE GENEALOGIQUE DE LA FAMILLE

RAKOTOSON (*cas de LIANTSOA et KELIMIAVOTRA*)

FIGURE N° 23

A ANTABOAKA AMPEFY-SOAVINANDRIANA



- 1 - BARISON Eugène
- 2 - RAZANAMALALA Marguerite
- 3 - RAKOTOSON Manantsoa
- 4 - RASOAMALALA Perline
- 5 - RANDRIANARISON Argey
- 6 - RABARIVELO Solofon
- 7 - RAZANAJAFY Emilienne
- 8 - RAKOTOJAONA Joseph
- 9 - RASOANIRINA Elmine
- 10 - RAKOTOSON Jacques
- 11 - RANAIVOARISON Georgette
- 12 - RAZANADRAKOTO J. Emile

- 13 - RAZAFINDRAHASY Bakoly
- 14 - RAZAFINDRASOARIVELO Lala
- 15 - RAKOTOSON Moratiana
- 16 - RAZANAMIARISOA Sendra
- 17 - RAZANADRAKOTO
- 18 - RAFARAVOLOLONA Jeannette
- 19 - RAKOTOSON Noelimalala
- 20 - RAKOTOSON Solomampionana
- 21 - RAZANAMANDIMBY Rogèle
- 22 - RAZAFINDRAIBE Edmond
- 23 - RAVAOSOLO M. Joanne

COMMENTAIRE.

- Les membres des 2 Groupements KELIMIAVOTRA et LIANTSOA sont des descendants de RAKOTOSON et RAZANADRABARY.
 - 9 Membres sur 10 du Groupement LIANTSOA appartiennent à la famille RAKOTOSON.
 - 5 Membres sur 8 du Groupement KELIMIAVOTRA appartiennent à la même famille RAKOTOSON.

LEGENDE =

- ▲ ○ Ancêtre Fondateur du village arrive en 1945
- ▲ ● Membres du GROUPEMENT KELIMIAVOTRA
- ▲ ● Membres du GROUPEMENT LIANTSOA
- ▲ □ Des EPOUX
- ▲ □ Decedés
- △ ○ Des FRERES SOEURS
- △ □ EPOUX séparés

l'appropriation de la terre. Et, les migrants, mais aussi les pauvres sont exclus de ces groupements. A Antsapanimahazo, ce sont des membres du groupement reboisement qui ont brûlé des plantations faites par des migrants en dehors du groupement : le message est clair, les natifs n'entendent pas laisser les migrants s'approprier la terre via les plantations.

Le groupement est un outil, que l'on réserve au groupe familial, pour assoir sa position économique et sociale dans le village.

2.2 - LES PAYSANS LES PLUS AISÉS SONT DANS LES GROUPEMENTS

La relation entre la typologie des exploitations utilisée dans l'étude et la composition des groupements confirme que ce sont les exploitants les plus aisés, du type III et IV qui font partie des groupements.

Par exemple, à Antaboaka, la famille R. possède presque la totalité des terres du village et contrôle les groupements. Quelques exploitants du type II font partie de ces organisations, mais sans aucune participation aux décisions, ce qui les réduit au rôle de figurants et masque aux yeux des opérateurs extérieurs le fonctionnement monolithique de l'association.

Les dirigeants du groupement sont ceux qui ont des moyens de production importants (terres, boeufs, charrues et charrettes..); ils appartiennent au Type IV (cas du groupement Liantsoa à Antaboaka, de Fanomezantsoa à Antsapanimahazo). Ces paysans les plus aisés sont des natifs, "Tompon-tanindrazana" et des leaders dans la société. La participation aux groupements renforce leur influence.

Par contre les paysans les plus pauvres des types I et II, comme les *Mainty* d'Antsapanimahazo, sont exclus de ce processus de structuration de la paysannerie : aucun d'entre eux ne participent à un des nombreux groupements de ce village. Il en est de même à Antaboaka : les groupements Kelimiavotra et Liantsoa sont formés par les membres d'une même famille, les Hova originaires de Fenoarivo. Les descendants de serviteurs qui habitent à l'extremité du village et qui sont beaucoup plus pauvres, ne font partie d'aucune organisation.

Plusieurs raisons expliquent cette marginalisation des plus démunis :

- l'exclusion volontaire de la part des plus aisés qui n'entendent pas partager les bénéfices que peuvent leur rapporter des telles organisations,
- les préoccupations de survie quotidienne des paysans du type I et la situation de dépendance dans laquelle ils se trouvent par rapport aux plus aisés les empêchent de consacrer du temps et de l'énergie à la constitution d'un groupement dans lequel, de toute façon, il ne peuvent apporter aucune contribution matérielle.
- plus isolés, ayant un moins bon accès à l'information, ces paysans pensent que les interventions de développement, au mieux ne leurs sont pas destinés ("la FAO ne vient pas chez nous car nous sommes trop pauvres"), au pire que ces étrangers sont animés de mauvaises intentions.

Ainsi, les opérateurs du développement, contrairement à leurs objectifs, peuvent

involontairement fournir les instruments d'accentuation des inégalités au sein des sociétés rurales.

2.3 - LA DISTRIBUTION SPATIALE DES GROUPEMENTS

Cette inégalité se lit parfois très clairement dans l'espace : en effet, dans les villages où cohabitent des groupes sociaux très différents (Antsapanimahazo ou Antaboaka par exemple), chaque groupe a son quartier. Et les groupements épousent cette division : dans les quartiers les plus pauvres (Mainty à Antsapanimahazo ou à Antaboaka), il n'y a pas de groupement : cette distribution fournit un indicateur utile et facilement repérable pour le projet FAO.

A cette inégalité sociale s'ajoute une inégalité régionale. Plus du 1/3 des groupements sont localisés dans les Chefs lieux administratifs et dans quelques villages importants. Les zones enclavées n'ont pas beaucoup plus de facilités d'accès aux services du développement qu'aux autres services, qu'ils soient commerciaux, sociaux ou administratifs.

D'autre part, trente-neuf groupements sur les soixante initiés sous l'impulsion de la FAO sont localisés sur la partie volcanique du lac Itasy, qui est aussi la région la plus riche. Les zones enclavées et pauvres sont donc moins bien insérées dans la dynamique de développement.

III - L'ATTITUDE DES PAYSANS PAR RAPPORT AUX GROUPEMENTS

L'histoire des tentatives d'organisation des paysans dans cette région est marquée par les coopératives de type socialiste². L'échec et la récupération de ces structures par quelques individus peu scrupuleux ont laissé aux paysans un mauvais souvenir, à tel point que ici, comme dans d'autres régions de Madagascar, parler de coopératives provoque une réaction de rejet immédiate.

3.1 - LES RETICENCES DES PAYSANS FACE A UNE ORGANISATION

- Cette réticence est actuellement réactivée par la psychose du Sakelimihoajoro.

Cette association affiliée au parti du président Ratsiraka, l'AREMA, a fait une percée spectaculaire dans les campagnes. Les pratiques d'adhésion au Sakelimihoajoro engendrent mystère et crainte : les adeptes jurent sur la Bible secret et fidélité au mouvement. Tout ces

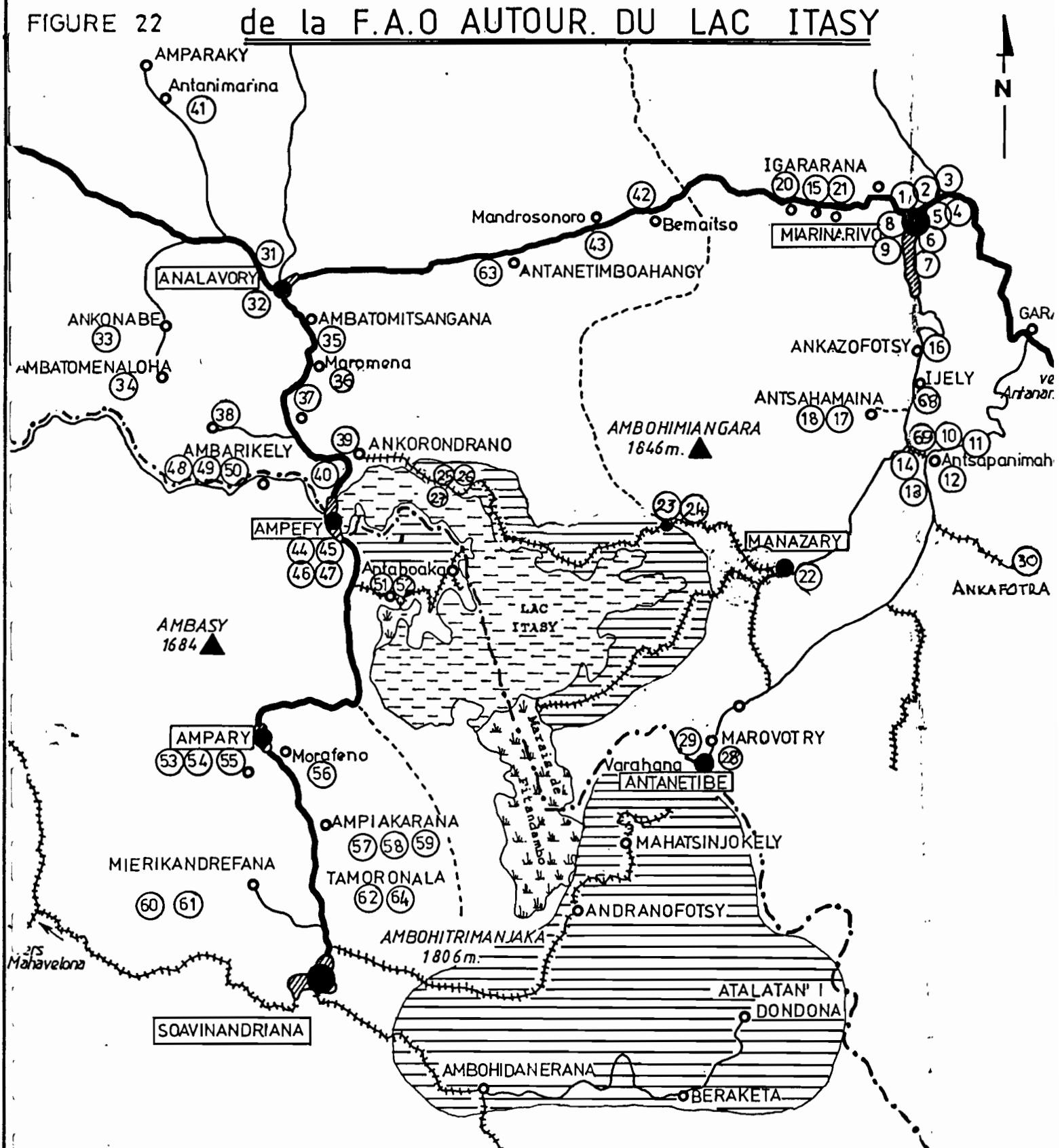
² Avant l'arrivée de la F.A.O. dans la région, les habitants ont vu se succéder plusieurs types de coopératives.

- "Koperativan'ny Famokarana" (Coopérative de production)
- "Koperativan'ny Famatsiana" (Coopérative de ravitaillement)
- "Koperativan'ny Fambolena" (Coopérative agricole)

Du genre "coopérative socialiste", tous les travaux exécutés sont en commun ainsi que le résultat de la production.

LOCALISATION des GROUPEMENTS DE TRAVAIL

FIGURE 22 de la F.A.O AUTOUR DU LAC ITASY



LEGENDE =

- Route goudronnée
- Piste praticable
- Piste à réhabiliter
- - - Limite du Fivondronana



Marécage

Lac

Zone favorable pour l'extension des groupes

Sol volcanique

Sol latéritique

Nom des GROUPEMENTS du Projet Mal/86.005
et
village d'implantation

FIRAISANA MIARINARIVO I

1 Tongasoa	Abattoir
2 Fanantenana	Ampasambazaha
3 Salohy	Ankilafeno
4 EZAKA	Ampasambazaha
5 Narindra Miavotra	Ampaisokely
6 Lovasoa	Ampasambazaha
7 Miharisoa	Ambohimasina
8 Milofo	Mahakenda
9 Mahatody	Antanisoa

FIRAISANA ANALAVORY

31 Farimbona	Analavory
32 Herintantely	- "
33 Fanilo	Ankonabe
34 EZAKA	Ambatomenaloha
35 Fiombonantsoa	Ambatomitsangana
36 Fanantenana	Maromena
37 Kiady	Mahiatrondro
38 Tolona	- "
39 Ainga	Ankorondrano
40 Vonona	- "
41 Mirindra	Antanimarina
42 Tari-dalana	Bemaitso
43 Fenposoa	Mandrosonoro
63 A.S.S Prof.	Antanetimboahanga

FIRAISANA MIARINARIVO II

68 TSIRY	IJELY
69 Fanomezantsoa	Antsapanimahazo
10 Lalainasoa	- "
11 Manantenasoa	- "
12 EZAKA	- "
13 FIAVOTANA	- "
14 FANEVA	- "
15 Miavotra	Ambohimanatrika
16 Soa Fianatra	Ankazofotsy
17 Fiambenana	Antsahamaina
18 Tantsaha Miavotra	- "
19 Fanovana	Antsahabe
20 ROSO	IGARARANA
21 EZAKA	AMBOHIBARY

FIRAISANA AMPEFY

44 ANDRY	Ampefy
45 Marisika	- "
46 Kavintaho	- "
47 Maintsovoly	- "
48 Miaramamokatra	Ambarikely
49 ZO	- "
50 Fanantenana	- "
51 Kelimiavotra	Antaboaka
52 Liantsoa	- "

FIRAISANA MANAZARY

22 F.M.K	Manazary
23 VATSY	Mianinkofeno
24 P.C.V	- "
25 TARATRA	Amboniriana
26 FANEVA	- "
27 P.C.V.	- "
28 Aina	TSARAMODY
29 Miavotra	Marovotry
30 Famonjena	Ankafotsy

FIRAISANA AMPARY

53 Zoto	Ampany
54 TOKY	- "
55 Tanjona	- "
56 Faharetana	Morafeno

FIRAISANA SOAVINANDRIANA

57 FIMPAMIA	Ampiakarana
58 AVOTRA	- "
59 VONONA	- "
60 VONONA VE ?	Mierikandrefana
61 Ainga	- "
62 Ezaka	Tamoronala
64 Miary	- "

rites réveillent chez les paysans la peur des sorciers et des autres esprits malfaisants : on accuse les Sakelimihoajoro de magie noire, de vol d'enfants etc... Les étrangers à la région sont particulièrement suspects. Le projet FAO en subit les conséquences, d'autant qu'un leader Sakelimihoajoro ayant des responsabilités administratives importantes a effectué une tournée avec la FAO et qu'une certaine confusion s'est installée dans l'esprit des paysans.

- Les paysans ne sont plus habitués à un service public intégré. Des années de corruption les ont rendus très méfiants vis à vis de toute personne qui prétend "oeuvrer pour leur bien-être". Pour eux, l'action de la FAO ne peut être complètement désintéressée. Dès qu'il s'agit de manipuler de l'argent, le personnel national du projet a beaucoup plus de difficultés à gagner la confiance des paysans que le personnel expatrié. Ainsi, des paysans pensent que la création de groupements fournira des informations sur leurs biens et facilitera la tâche d'éventuels fraudeurs.

- La vision du groupement est souvent très réductrice : c'est un moyen d'avoir du crédit BTM. Or, l'image de marque de la BTM n'est pas non plus très positive. Mal géré, le crédit a souvent précipité des paysans dans la spirale de l'endettement, aboutissant parfois à l'emprisonnement.

3.2 - LA FAO, CONSIDEREE COMME "GENEREUX DONATEUR"

A l'inverse, une fois la confiance acquise, les paysans perçoivent la FAO comme un "généreux donateur", selon l'expression d'une personne du projet. Le groupement est parfois hativement constitué dans l'espoir que, comme une sorte d'aimant, il attire les dons de matériel agricole et des aides alimentaires (riz, huile, poudre de lait, sardines...). Il s'agit là apparemment d'une confusion avec certaines actions d'organisations internationales, du type "food for work". Pour capter au mieux des aides présumées, plusieurs membres d'une même famille se répartissent entre différents groupements : un père de famille à Antsapanimahazo fait partie du groupement Fanomezantsoa, la mère est à Fiavotana et la fille à Faneva, avec l'objectif déclaré de multiplier les chances d'en tirer des avantages matériels. Il est même fréquent de trouver des demandes d'aide dans les procès-verbaux des réunions de groupements, sans réflexion quant à l'apport personnel que le groupement pourrait fournir. Cette réaction est fréquente dans les régions qui ont été ou sont fortement encadrées et révèlent les pratiques d'assistance que d'autres intervenants ont pu mettre en oeuvre. Cette attitude des paysans nécessite des efforts répétés de la part du projet pour expliquer la philosophie de son intervention.

3.3 - LES RAPPORTS ENTRE LE GROUPEMENT ET SON ENVIRONNEMENT

La création d'une nouvelle structure dans un village modifie les rapports intra-villageois.

3.3.1 - Entre les paysans appartenant à un groupement et les paysans qui n'en font pas partie.

Les adhérents aux groupements sont, nous l'avons vu, dans les "sphères du pouvoir"

de la société villageoise. Ils sont parfois qualifiés par les autres villageois de "mahitahita" (affairistes). Involontairement, les interventions du projet ont bénéficié d'abord à ces paysans du type III et IV : les adhérents aux groupements reçoivent les visites et profitent des conseils des vulgarisateurs agricoles, des agents de l'élevage ou des animateurs du projet. L'écart avec les paysans qui n'appartiennent pas aux groupements tend donc à se creuser.

3.3.2 - Entre les groupements du Projet FAO et les autres groupements (KOBAMA - CIRVA - B.T.M.)

La prolifération de groupements à vocation différente (BTM pour le crédit, KOBAMA pour la culture du blé, CIRVA pour la vulgarisation agricole ...) a amené les opérateurs à harmoniser la procédure de création des groupements et à uniformiser l'accès aux services. Chaque groupement agréé a droit au suivi technique de l'élevage ou de l'agriculture. Il peut demander des prêts bancaires s'il le juge nécessaire. Le projet FAO peut lui apporter son appui pour la mise en place d'un grenier villageois ou d'une pharmacie communautaire.

Mais les paysans n'ont pas toujours suivi cette évolution, et l'information n'a sans doute pas été assez claire : par exemple, les groupements F.A.O. pensent qu'ils sont seuls adhérents au CADI et les seuls à avoir droit à certains services. Ces "jalouïsies" révèlent, au delà de l'aspect anecdotique, l'enjeu de pouvoir que sont les groupements.

IV - LE FONCTIONNEMENT INTERNE DES GROUPEMENTS

4.1 - UNE IDENTITE DIFFICILE A TROUVER

Les nouveaux groupements ont parfois une conception communautaire idéalisée de ce type d'organisation : à partir d'un travail collectif (sur un champ, par exemple), le produit est réparti de manière égale entre tous les membres. Le groupement Lalainasoa d'Antsapanimahazo espère développer en commun le gavage des canards ; le groupement Faneva a planté en commun des haricots rouges marbrés ; le groupement Fiavotana envisage de faire de la confection en travaillant et en vendant en commun.

Comme partout ailleurs, ces groupements se trouvent rapidement confrontés aux problèmes de l'inégalité de la participation de chaque individu, des difficultés de gestion etc... Pourtant, l'expérience qu'ils ont en la matière est plutôt désastreuse . En 1984-1985, il y eu "l'opération 20 ha du Firaïsana" : une somme d'un million a été allouée par les pouvoirs publics à chaque Firaïsana pour mettre en valeur des terres ; ce "champ collectif" pouvant fournir des ressources régulières à la collectivité. De nombreuses choses ont été achetées avec cet argent, à usage collectif ou individuel, mais les champs n'ont pas été mis en valeur.

4.2 LA REPARTITION DU POUVOIR

4.2.1 - Le cumul des fonctions

La plupart du temps, le Président du groupement exerce plusieurs fonctions. Le Président de Fanomezantsoa dirige à la fois deux groupements (groupement de reboisement et groupement FAO). Il est en même temps président du comité executif du Fokontany, président du comité des usagers d'eau du perimètre irrigué d'Amboditanimena et cathéchiste à l'église catholique. Il est le principal responsable de la collecte PAM de Fanomezantsoa.

Dans le groupement Mirindra d'Antanamarina, le Président assure aussi les fonctions :

- de secrétaire, il fait les procés-verbaux des réunions car la plupart des membres sont analphabètes,
- de trésorier, car ce dernier est un homme intégré et respecté mais qui ne sait pas tenir des livres de comptes. Ce président tient aussi les comptes du Fokontany pour la même raison.
- de responsable de la collecte PAM, ce qui suppose la manipulation de grosses sommes d'argent.

Cette concentration des fonctions entre les mains d'une seule personne est fréquente ; elle est liée à la mauvaise maîtrise des outils de base nécessaires pour le bon fonctionnement du groupement, l'écriture et le calcul. Les rares personnes qui les possèdent se trouvent "naturellement" investis de la rédaction des comptes-rendus et de la tenue des livres de caisse, même si sur les statuts du groupement prévoient une autre répartition des tâches.

4.2.2 - La déresponsabilisation des adhérents

Le corollaire de ce cumul des fonctions, outre les dangers de détournement, est la déresponsabilisation des membres du groupement. A chaque réunion mensuelle, des décisions sont prises, et les procès verbaux rendent compte des travaux à faire, du calendrier, des responsables des différentes activités. Mais, tout ceci se concrétise rarement. Par exemple, le groupement Mirindra d'Antanamarina a plusieurs fois avancé, sans suite, une date pour payer le reliquat de ce qu'il devait au PAM. Le groupement Faneva d'Antsapanimahazo a décidé depuis un an de pratiquer le gavage des canards et jusqu'à présent le travail n'a pas démarré.

4.2.3 - L'autorité du leader

Trouver un bon leader est un premier pas indispensable dans la création d'un groupement. A Antsapaninmahazo, le président de l'association du barrage, bien que reconnu pour sa compétence et son intégrité, n'a pas suffisamment d'autorité pour faire respecter la répartition de l'eau entre l'amont et l'aval. Les villageois eux-mêmes déclarent qu'ils souhaiteraient quelqu'un de plus "méchant, car c'est à cela que nous sommes habitués"... Les Mainty d'Antsapanimahazo n'ont pas de leader et ne peuvent pas former de groupement : c'est souvent un obstacle supplémentaire à la participation aux actions de développement des plus pauvres.

4.3 - UN PROGRAMME D'ACTIVITES FLOU

Chaque groupement possède son programme d'activités. Les décisions sont prises en

assemblée générale et les objectifs visés sont mentionnés dans les procès-verbaux de réunion : en réalité, la hiérarchisation et le ciblage des activités sont difficiles à faire. Par exemple, le groupement Mirindra "centre" ses actions sur la culture d'arachide, de riz, de blé, sur l'élevage de boeufs et de porcs... Dans le souci de vouloir tout faire, ils dressent une liste presque exhaustive de leurs activités économiques.

De même, il n'y a aucune planification du travail : rien sur l'organisation du travail, le temps consacré à chaque étape et la répartition des tâches. La gestion des exploitations agricoles n'étant guère plus précise, il n'est pas surprenant de retrouver les mêmes lacunes dans les groupements. Un travail de formation est donc nécessaire.

Au cours des enquêtes, les membres des groupements ont demandé des éclaircissements sur leurs rapports avec le projet ; là aussi, l'information ne paraît pas bien assimilée :

- Quelles sont les activités sur lesquelles il peut y avoir une collaboration avec le projet FAO ?
 - Quelles sont les étapes à franchir pour entreprendre une activité avec le projet? (par exemple, les greniers villageois, les pharmacies communautaires, l'adduction d'eau, la construction de barrage...)
- Quelle est la répartition des tâches entre projet et groupement ?

V - LES PRINCIPAUX PROBLEMES RENCONTRES PAR LES GROUPEMENTS

Les groupements rencontrent au cours de leur "croissance", un certain nombre de problèmes. La plupart de ces difficultés peuvent être surmontées par une formation adéquate émanant des opérateurs du développement.

5.1 - LE SUIVI TECHNIQUE

Le suivi technique ne s'arrête pas une fois le groupement créé. Les visites des animateurs sont indispensables pour aider les paysans à régler les problèmes au fur et à mesure qu'ils apparaissent et permettre au groupement de maintenir le cap sur les objectifs fixés au départ. La fréquence des visites varie entre une tous les quinze jours pour les plus favorisés (la partie ouest du lac Itasy, plus facilement accessible) et une tous les deux ou trois mois. Les paysans souhaiteraient avoir la visite des animateurs une fois par mois et que leur passage soit moins rapide (qu'ils restent une demi-journée).

L'information joue un rôle très important pour le développement économique. Elle permet de diffuser des techniques nouvelles, d'informer les groupements sur les réussites et les problèmes susceptibles de se poser, les désiderats des autres groupements... La création d'un journal inter-groupements permettrait d'échanger les expériences et pourrait aussi être

un support pédagogique utile.

L'emploi des moyens audio-visuels (projection cinématographique, cassette vidéo) motivera les paysans à s'engager sur les nouvelles voies de développement.

Un des tâches principales des animateurs est de former les paysans à la conduite de réunion et à l'apprentissage de la démocratie interne : en effet, on constate en assistant aux réunions que la hiérarchie sociale est si parfaitement respectée que certaines personnes ne prennent jamais la parole, et ne discutent pas les décisions.

5.2 - LA FORMATION A LA GESTION

La gestion est toujours le point délicat de ce type d'organisation. La formation à la gestion et la création d'un comité de contrôle indépendant du bureau du groupement (c'est à dire qui ne soit pas composé du président et du trésorier) pourrait limiter les risques de détournement. Mais là se pose un problème de compétence : il n'y a parfois que peu de personnes qui maîtrisent les outils pour la tenue et la vérification des comptes.

Actuellement, la tenue des cahiers de comptes par le trésorier est assez confuse ; les rubriques du livre de caisse ne sont pas assez détaillées : ainsi, seules les sommes en argent liquide y figurent, mais pas les dépôts en banque pour les groupements qui ont un compte bancaire. Par exemple, les membres du groupement Mirindra à Antanimarina nous ont montré son livre de comptes, mais n'ont aucune idée de la somme qu'il reste à la banque. Ils sont passés dernièrement à la BTM et ont été surpris de la position de compte qu'on leur a donné ; ils "imaginaient" cette somme plus élevée. Ce groupe étant endetté auprès du PAM, la situation peut devenir dramatique pour les membres liés par la caution solidaire.

A titre indicatif, les rubriques du livre de caisse pourraient être présentées de la façon suivante :

Tableau n°31- Proposition d'organisation du cahier des comptes du groupement

N°	DATE	OBJET	CAISSE			EN BANQUE			RECAPITULATION		
			Rece	Dép	Sol	Rec	Dép	Sol	Rece	Dép	Sol
	11-10-91	Report	-	-	8000	-	-	20000	-	-	28000
1	13-10-91	Cotis.	6000		14000				6000	-	34000
2	15-10-91	Achat de semences		5000	9000				5000	5000	29000
3	17-10-91	Ristourne*				45000		65000	45000		74000
4	19-10-91	Retrait\$					15000	50000		15000	59000
	19-10-91	Report			9000			50000			59000

*sur vente d'haricots

\$frais de déplacement 3 personnes

5.3 DES MOYENS EN FORMATION INSUFFISANTS PAR RAPPORT AUX BESOINS

Le projet FAO a mis en place un système d'animation de fond, de formation et de suivi des groupements. Compte tenu du niveau de base des groupements et de leur nombre, "l'offre en formation" que propose le projet, et qu'il est le seul opérateur à assurer d'une manière aussi complète, ne couvre pas les besoins des groupements qui se sont multipliés surtout durant l'année 1990 (264 groupements créés cette année-là sur les 395 existants fin 1991). La densité d'encadrement du projet est beaucoup plus faible que pour certaines ONG ayant la même démarche d'intervention en matière de structuration paysanne ; le relais par les services du type CIRVA-CIREL paraît loin d'être assuré, les compétences des agents de ces services n'étant pas développées dans les domaines de l'animation ou de la formation à la gestion .

VI - VERS UNE FEDERATION DE GROUPEMENTS ?

6.1 LA MULTIPLICATION ACTUELLE DES GROUPEMENTS

Fin-1991, 395 groupements étaient reconnus par le CADI. Ce chiffre varie rapidement, car la multiplication des groupements est marquée par une "mortalité" d'autant plus importante que leur naissance fut rapide : les conflits internes émergent, l'autoritarisme et l'accaparement des activités du groupement par quelques dirigeants se dévoilent et le groupement éclate.

Face à cette multiplication, se pose un problème de suivi par les opérateurs du développement. Deux objectifs doivent être atteints :

- la pérennité et l'autonomisation des groupements,
- le maintien d'une "éthique" du groupement . Il n'est pas du ressort des opérateurs du développement d'appuyer des notables qui se servent du groupement pour s'enrichir au détriment des autres . Pour ne citer qu'un exemple, le groupement Fanomezantsoa a adhéré à la collecte de paddy organisée par le PAM. En réalité, seul le président du groupement contrôle cette opération; il travaille pour le compte d'un grand collecteur . Mais tous les membres du groupement se trouvent engagés dans le risque via la caution solidaire, sans tirer de bénéfices de l'opération. Il s'agit donc d'une escroquerie vis à vis des autres membres du groupement et vis à vis du PAM, qui souhaite par cette opération casser le monopole des collecteurs en achetant directement aux paysans.

Ainsi, les critères d'évaluation des groupements ne peuvent reposer uniquement sur le taux de remboursement du crédit par exemple. Un système de suivi léger à partir de paramètres plus qualitatifs paraît utile à ce stade de l'action.

La répartition géographique des groupements encadrés est à examiner : ne faudrait-il pas cibler l'action sur quelques villages importants du Firaiana de Soavinandriana comme

FIGURE 24

TRAVAILLE
ETROITEMENT
AVEC LE
CADI et
la CIRVA.

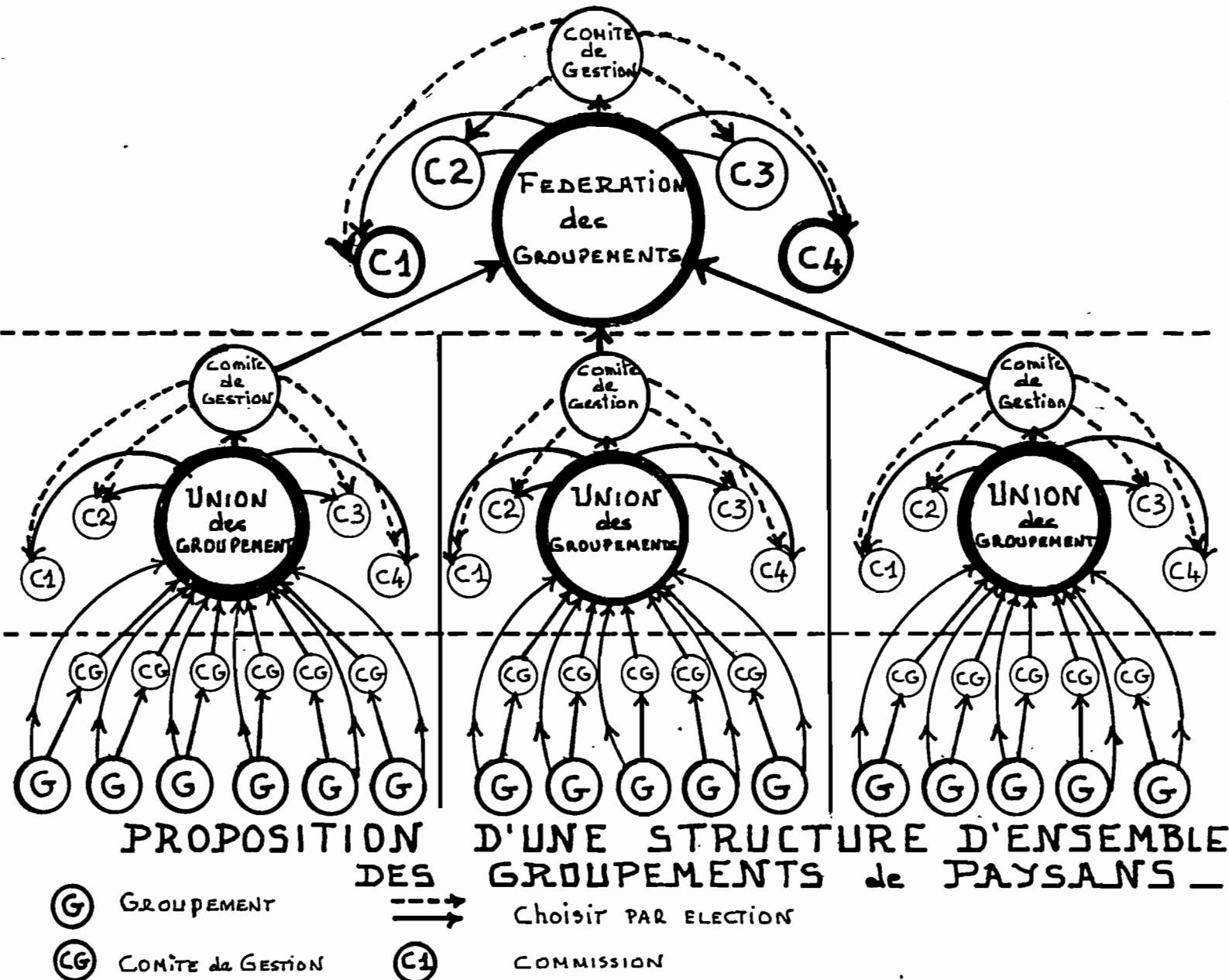
NIVEAU
QUELQUES
FIRASANA
OU
FIVONDRONANA
(FEDERATION)

TRAVAILLENT
AVEC LA
ZOVÁ et
les ANIMATEURS

NIVEAU
QUELQUES
VILLAGES
UNION des
GROUPEMENTS

TRAVAILLENT
DIRECTEMENT
AVEC les A.D.R.
et les
ANIMATEURS.

NIVEAU
VILLAGE
GROUPEMENT
des
PAYSANS -



- le maintien d'une "éthique" du groupement . Il n'est pas du ressort des opérateurs du développement d'appuyer des notables qui se servent du groupement pour s'enrichir au détriment des autres . Pour ne citer qu'un exemple, le groupement Fanomezantsoa a adhéré à la collecte de paddy organisée par le PAM. En réalité, seul le président du groupement contrôle cette opération; il travaille pour le compte d'un grand collecteur . Mais tous les membres du groupement se trouvent engagés dans le risque via la caution solidaire, sans tirer de bénéfices de l'opération. Il s'agit donc d'une escroquerie vis à vis des autres membres du groupement et vis à vis du PAM, qui souhaite par cette opération casser le monopole des collecteurs en achetant directement aux paysans.

Ainsi, les critères d'évaluation des groupements ne peuvent reposer uniquement sur le taux de remboursement du crédit par exemple. Un système de suivi léger à partir de paramètres plus qualitatifs paraît utile à ce stade de l'action.

La répartition géographique des groupements encadrés est à examiner : ne faudrait-il pas cibler l'action sur quelques villages importants du Firaiana de Soavinandriana comme Antanetibe sur la route de Mananasy, Ambohidanerana et Talata-dondona sur la route de Faratsiho ? Ces préférences géographiques pourraient faciliter la diffusion des actions de développement dans ces zones.

6.2 - L'UNION DES GROUPEMENTS PARAIT OPPORTUNE

La multiplication des groupements pose une autre question : ne faut-il pas proposer aux groupements de créer des structures intermédiaires, union ou fédération ? L'organisation paysanne serait renforcée et les différents opérateurs économiques (projets mais aussi opérateurs privés comme les collecteurs) auraient un interlocuteur ayant une plus grande assise, et de meilleurs moyens de négociation.

Le schéma suivant fournit un exemple de structuration possible, qui peut constituer une base de discussion. On distingue trois niveaux :

- les groupements implantés au niveau de chaque village,
- l'union formée par une dizaine de groupements,
- la fédération regroupant toutes les unions de groupements existants dans un Fivondronana.

Chaque niveau peut avoir son comité de gestion, son assemblée générale qui désigne les représentants à un niveau supérieur et des commissions de travail par thème. La répartition des fonctions entre chaque niveau est à étudier en fonction des opportunités : achats et ventes groupées, commission d'épargne et de crédit, etc...

CONCLUSION

La création de groupements paysans est actuellement le moyen privilégié de structuration de la paysannerie. De toutes les tentatives d'organisation rurale expérimentées dans la région, celle-ci est sans doute la plus efficace jusqu'à présent.

Cependant, l'observation de la composition et du fonctionnement des groupements révèlent un certain nombre de faiblesses et de lacunes : les valeurs d'égalité et de solidarité que les esprits occidentaux rattachent d'une manière un peu idéaliste à la notion de groupement, sont souvent battues en brèche. L'association des paysans est souvent récupérée par une logique individuelle profitant seulement à quelques uns.

Il convient d'être vigilant :

- pour que certains groupements ne se transforment pas en instrument de spoliation des paysans plus pauvres,
- pour que les paysans les moins aisés aient accès d'une manière ou d'une autre au développement. Ces paysans sont beaucoup plus difficiles à atteindre et leur situation extrêmement précaire nécessite un type d'intervention différent.

CHAPITRE V - LE FINANCEMENT DES ACTIVITES PAR LE CREDIT

"Le manque de fonds nous empêche de développer davantage notre exploitation agricole". Ce constat est unanime : la trésorerie des paysans est souvent trop faible pour faire face aux investissements qu'ils soient à court terme (acheter des semences de haricot par exemple) ou à moyen terme (acheter du petit matériel agricole).

De nouvelles formules d'accès au crédit ont été mises en place ces dernières années. Au crédit individuel mettant en relation la banque et le paysan se substitue le crédit qui passe par le groupement : le groupement sert d'interface et apporte une garantie, la caution solidaire.

Dans ce chapitre, nous aborderons :

- la place du crédit informel (ou usure),
- les différentes formes de crédit lancées par les opérateurs du développement,
- l'impact du crédit : qui en profite, quels sont les problèmes que soulèvent cette intervention ?

I - L'USURE, UNE PRATIQUE ANCIENNE ET GENERALISEE

Avant d'aborder le crédit formel (c'est à dire légal), un rapide tour d'horizon des mécanismes de l'usure est indispensable.

Très schématiquement, les pratiques usuraires présentent les caractéristiques suivantes :

- les usuriers ne sont pas une catégorie particulière de la population : tous ceux qui ont un peu d'argent sont des usuriers potentiels , chacun à leur échelle : commerçants, fonctionnaires, paysans.
- les formes sont très variées : prêt d'argent ou prêt en nature remboursé en argent, en nature ou en travail. Le système est souple : déblocage immédiat de la somme demandée et négociation sur l'échéance du remboursement,
- le coût de l'opération est extrêmement élevé pour l'emprunteur. L'endettement usuraire, il faut le rappeler, peut précipiter des familles dans la famine en les dépouillant de leurs terres. L'application d'un taux d'intérêt élevé est une pratique ancienne. Durant le règne

de Ranavalona II (1868-1883), l'article 161 du code des 305 articles fixa à 1 francs par piastre et par mois le taux d'intérêt légal, soit un taux d'intérêt de 240% par an. Ceux qui n'arrivaient pas à rembourser leurs dettes pouvaient être réduits en esclavage.

1.1 - UNE EXCEPTION, LES PRETS GRATUITS

Ce sont souvent des prêts familiaux dont le montant dépasse rarement 50.000 FMG. Ce sont des prêts de secours en cas de maladie, de décès, ou d'évènements imprévus. Ces sommes ne sont pas destinées à des investissements productifs. Il n'y a pas de garantie matérielle exigée, ni de contrat écrit et la durée du prêt est assez courte (au maximum quelques mois). Le remboursement peut être effectué en travail, en produits agricoles ou en argent. Mais le recours à la famille n'est pas toujours possible, celle-ci étant parfois aussi démunie que l'emprunteur dans le besoin.

1.2 - LES PRETS "SOCIAUX"

La plupart des familles ont recours au crédit informel pour faire face aux situations d'urgence. Les familles les plus pauvres qui n'ont plus de riz au moment de la soudure, ni d'argent pour en acheter, sont obligées d'emprunter de quoi survivre. Le coût des médicaments est exorbitant pour les budgets paysans et la maladie est une cause d'endettement. Les obligations sociales et familiales (dépenses pour des cérémonies) contraignent aussi les ménages à emprunter dans le circuit usuraire.

Un "vata" de riz prêté au mois de Décembre est remboursé trois "vata" à la récolte au mois de Juin (Antaboaka, Antanamarina...) soit 300% en 6 mois. L'emprunteur peut aussi vendre sa récolte sur pied : (à un prix très inférieur à celui du marché au moment de la récolte). Dans tous les cas de figures, la famille hypothèque une partie de la récolte à venir, bien plus importante que celle qu'ils ont du emprunter : ils sont ainsi précipités dans l'engrenage de l'endettement.

1.3 - LES PRETS DE CAMPAGNE

Les taux d'intérêts sont tellement prohibitifs que les paysans essaient de limiter au maximum le recours au crédit pour les investissements agricoles (par exemple, achat de matériel). Mais ils sont presque toujours contraints d'emprunter pour pouvoir mettre en culture leurs champs : pour acquérir des semences (que beaucoup n'arrivent pas à garder d'une saison sur l'autre), pour payer des repiqueuses ou de la main-d'œuvre salariée quand la main-d'œuvre familiale ne suffit pas.

1.4 - PRETEURS ET GAGES

Les prêteurs exigent comme garantie la mise en gage de rizières, de *tanety*, ou de bétail. Le gage de rizière est, pour les usuriers, la méthode d'accumulation de la terre la plus efficace et la moins coûteuse : si l'emprunteur ne peut rembourser sa dette à une date convenue, le prêteur saisit le gage.

L'intérêt peut aussi être perçu sous forme d'exploitation d'une terre jusqu'au remboursement du capital emprunté : à Antsapananimahazo, un paysan a demandé un prêt de 20 000 Fmg auprès d'un commerçant. Il a "cédé" quelques parcelles de rizière d'une superficie de 60 ares (qui produisent environ 600 kg de paddy par an) ; comme l'emprunteur n'arrive pas à rembourser le prêt, le commerçant garde la rizière et la cultive depuis plusieurs années.

Les emprunteurs sont surtout les paysans du Type I et II (migrants, locataires...). Les usuriers sont principalement les instituteurs, les personnes âgées, les commerçants, les collecteurs, et les paysans aisés de type IV.

II - LE CREDIT BANCAIRE

Deux agences de la BTM¹, implantées à Miarinarivo et à Soavinandriana, couvrent la zone d'action du projet FAO. Depuis sa création, la BTM a mis en oeuvre différentes formules de crédit qui se sont succédées avec des résultats mitigés.

2.1 - LE CREDIT AGRICOLE, UNE IDEE ANCIENNE

La création de la première institution financière spécialisée dans le crédit agricole remonte à 1930. Cette banque a pris des formes successives :

- C.C.C.A, Caisse Centrale de Crédit Agricole en 1930,
- CREDIMA, Crédit du Monde Agricole en 1960,
- SMIC, Société Malgache d'investissement et de Crédit en 1960
- B.N.M, Banque Nationale Malgache pour le Développement en 1963.

¹ B.T.M. : Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra, Banque des paysans producteurs ; fondé le 1er Janvier 1977 - suivant ordonance N° 76-046 du 27 Décembre 1976 - Elle a pour mission de promouvoir le développement rural par le financement des activités agricoles.

- B.T.M ou Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra, fondée en 1977.

Crédit individuel, crédit collectif, crédit mutuel, presque toutes les formules ont été mises en oeuvre. Les objectifs sont loin d'être atteints : en 1990, moins de 2% des paysans ont accès au crédit agricole et plus rares encore sont ceux qui déposent leur épargne à la banque. Le crédit agricole bénéficie essentiellement aux collecteurs. L'image de la BTM est très mauvaise en milieu rural : procédures longues et compliquées, éloignement de la banque, absence de souplesse du système (peur d'aller en prison si on a un problème de remboursement), manque de confiance dans les agents de la banque (à juste titre, les fraudes du fait des agents étant courantes).

L'objectif de départ du projet FAO n'était pas de faire du crédit, mais l'absence de financement a rapidement bloqué les actions de développement. Le projet FAO a effectué un "test" de crédit aux groupements, permettant :

- de recourir à la garantie de la caution solidaire entre membres d'un même groupement (ce qui évite les complications d'une garantie matérielle, que les petits paysans ne peuvent parfois pas fournir),
- de diversifier la gamme des crédits, autrefois limités presque exclusivement au crédit de campagne rizicole.

Le succès de cette opération a permis à la FAO de transférer cette procédure à la BTM, institution habilitée à faire du crédit, en ouvrant dans cette banque un fonds de crédit.

2.2 - L'ORGANISATION ACTUELLE DU CREDIT DANS L'ITASY

2.2.1 - Une coopération entre plusieurs organismes

La réforme en cours engage trois partenaires travaillant ensemble dans le cadre du CADI :

* les groupements de paysans : les groupements pré-sélectionnent les demandes de prêt émanant de leurs membres. Ils participent à la détermination du volume de crédit attribué à chaque membre. Ils se chargent de la signature du contrat, contrôlent l'utilisation du crédit, participent au recouvrement. Les groupements décident des mesures à prendre si les opérations de recouvrement ne sont pas respectées. Il s'agit donc d'un crédit individuel, mais où le groupe intervient dans la constitution du dossier et dans la garantie.

* L'encadrement technique (FAO, CIRVA, CIREL ...) se charge de :

- guider et suivre la constitution du groupement (formation des groupements, notamment à l'utilisation du crédit).
 - appui à la préparation des dossiers de demande de prêt et en cas de problème lié aux risques climatiques (sécheresse, grêle etc...), évaluation des sinistres permettant éventuellement un report d'échéance.
- * L'institution financière : la BTM se réserve le droit de décider en dernier lieu du bien-fondé de la demande et d'y apporter des modifications . Le rôle de la BTM, après le travail de préparation des autres intervenants, reste très classique : étude des dossiers, octroi du crédit, recouvrement etc...

2.2.2 - Les conditions d'accès

L'accès au crédit est soumis aux conditions suivantes :

- être membre d'un groupement de paysans reconnu (en juin 1991, 350 groupements sont agréées par le Faritany d'Antananarivo),
- s'engager à respecter l'ensemble des règles régissant l'opération,
- être âgé d'au moins 21 ans ou émancipé par le mariage,
- résider depuis au moins trois ans dans un Fokontany de circonscription de l'agence B.T.M.,
- s'être acquitté de toutes ses dettes auprès des organismes et établissements privés et/ou publics.

Les arriérés de paiement (datant de plusieurs années) ont abouti à la fermeture du crédit dans un grand nombre de Fokontany : ainsi, le village d'Antaboaka était "interdit" de crédit à cause d'une dizaine de personnes qui n'ont pas remboursé leurs dettes (à l'époque, l'ensemble du Fokontany était responsable du crédit). Les négociations entre la B.T.M et les groupements Liantsoa et Kelimiavotra ont abouti exceptionnellement à l'ouverture de prêt pour ces deux groupements.

2.2.3 - Les avantages de la nouvelle formule.

Le crédit s'inscrit dans un "package" technique et les groupements bénéficient d'un suivi. La centralisation des demandes de crédit au niveau d'un groupement permet d'alléger les procédures. En même temps, le groupe est une petite unité, en principe

assez homogène (plus que l'ensemble d'un Fokontany). Le principe de la caution solidaire lie les emprunteurs entre eux et les entraînent à faire jouer la pression sociale auprès des personnes défaillantes : la fonction de répression est ainsi transférée de l'agent de la banque sur le groupement. De fait, les taux de remboursement sont nettement plus élevés et c'est ce critère qui intéresse la banque : les taux de recouvrement de la B.T.M pendant des années 1988 et 1989 atteignent respectivement 87 % et 98 %. Le volume total des prêts octroyés par l'agence B.T.M de Miarinarivo s'élève à 730 millions en 1989 à 1,230 milliard en 1990, soit 10 fois plus qu'en 1987.

2.3 - EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES AGENCES DE MIARINARIVO ET DE SOAVINANDRIANA

Le tableau 32 fournit quelques indicateurs d'évolution de l'activité des deux agences de la BTM de Soavinandrina et de Miarinarivo.

- Le montant des octrois dans les années 1986-1988 était très faible : c'est le constat de la faillite du système de crédit passant par les collectivités décentralisées (FMR-traditionnel). La BTM ne travaille plus qu'avec quelques personnes très soigneusement sélectionnées.
- La mise en place de la nouvelle formule (crédit avec les groupements) a permis une multiplication du volume des octrois : pour l'agence de Miarinarivo, le montant est 17 fois plus élevé en 1990 qu'en 1987, pour l'agence de Soavinandriana ce montant est 32 fois plus élevé en 1990 qu'en 1987.
- L'agence de Miarinarivo accorde un volume de crédit deux fois et demi supérieur à celle de Soavinandrina et touche 6 fois plus de paysans (1990-1991).
- Le taux de recouvrement s'améliore d'une année sur l'autre. Pour l'agence de Miarinarivo il passe de 93% en 1987-88 à 98% en 1989-90. Pour l'agence de Soavinandriana il est de 56 % en 1987-88 à 95 % en 1989-90. Ils démontrent la maturité des groupements. Le seuil de rentabilité (90% de taux de remboursement) est franchi pour l'agence de Miarinarivo. L'année 1990-1991 s'annonce plus difficile : aux problèmes climatiques ayant handicapé la production agricole (sécheresse), s'ajoutent les problèmes politiques : fin 1991, le taux de remboursement de l'agence de Miarinarivo dépassait les 80 %, situation exceptionnellement bonne par rapport aux autres agences ; à Soavinandrina, la barre des 40 % est difficilement franchie.
- La situation de l'année 1990-91 révèle la fragilité du système. Aux yeux des paysans, la banque est une institution intimement liée à l'Etat. Le flottement, voire la vacance pendant des mois, de l'autorité de l'Etat a donné aux paysans l'impression que tout allant à la banqueroute, il était imprudent voire naïf de rembourser les crédits. La bonne situation de l'agence de Miarinarivo est un peu particulière : les rapports entre

FIGURE 25

LES PAYSANS BENEFICIAIRES DU
CREDIT BANCAIRE DANS
LA REGION DE L'ITALY

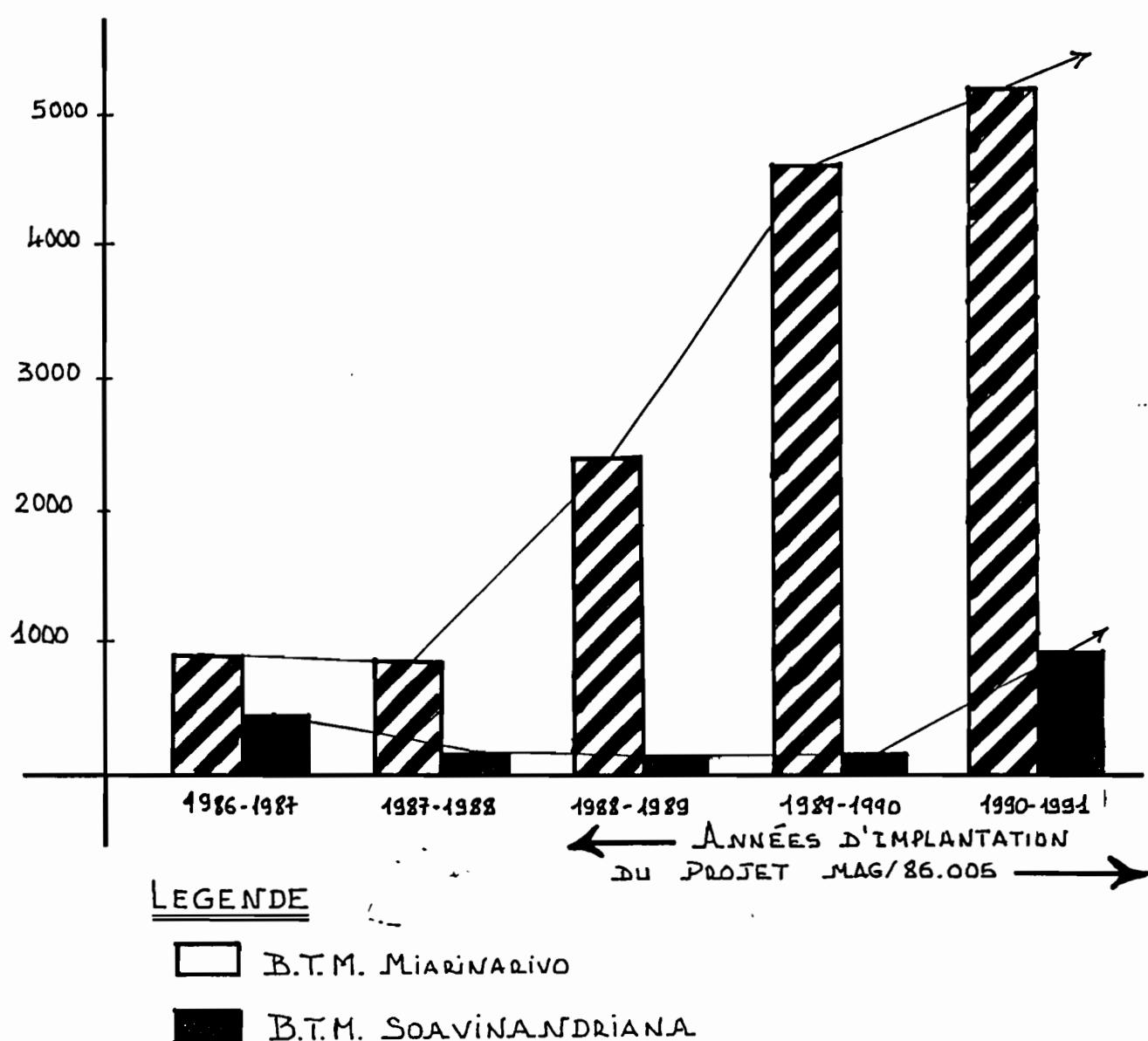
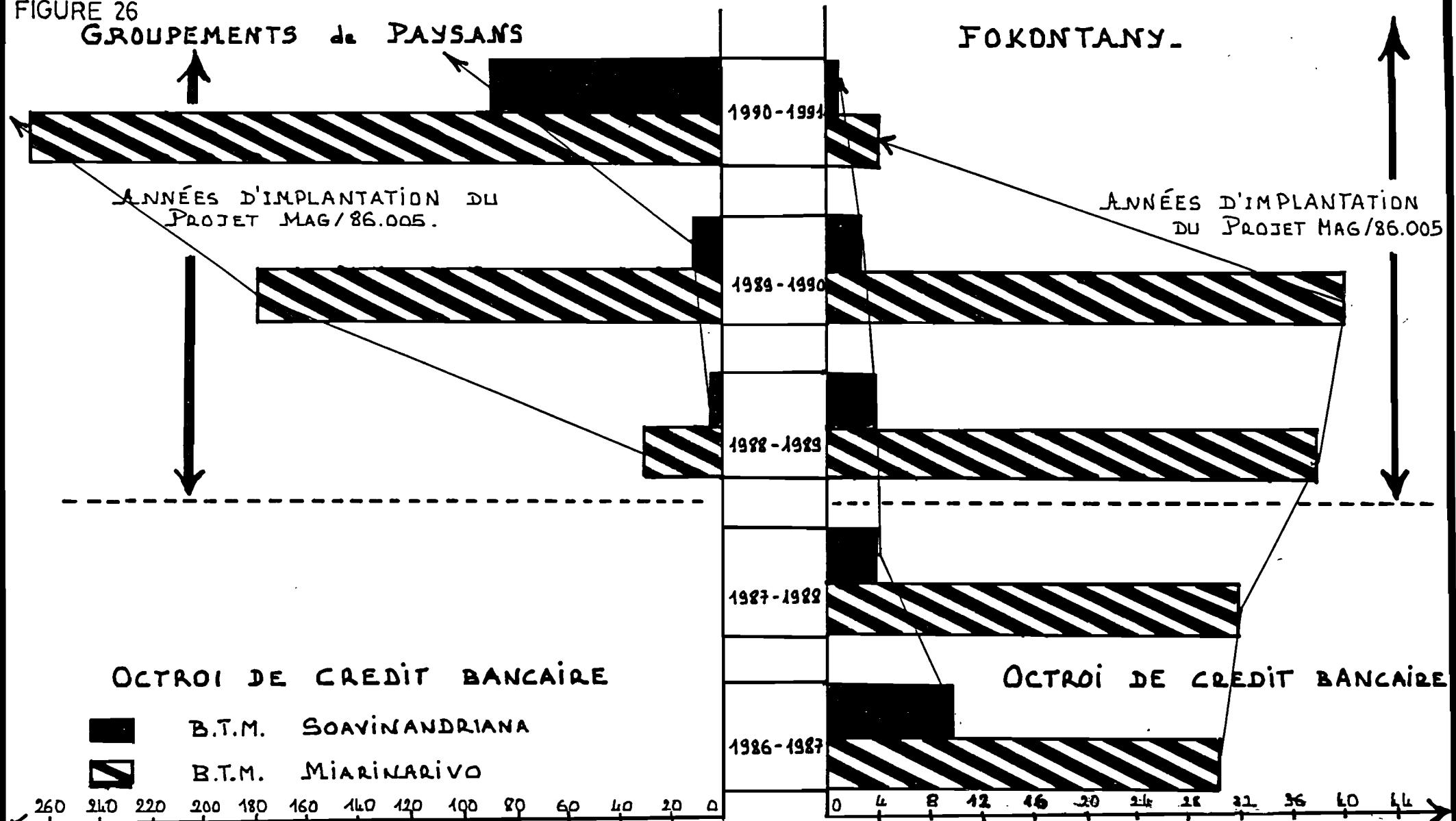


FIGURE 26

GROUPEMENTS de PAYSANS

FOKONTANY



GROUPEMENTS de PAYSANS et FOKONTANY BÉNÉFICIAIRES

la banque et les paysans sont assainis, la confiance est restaurée et l'appui de l'encadrement technique des projets permet un suivi plus efficace.

Tableau n° 32 : Evolution de quelques indicateurs de performance du crédit agricole dans les agences BTM de Soavinandrina et de Miarinarivo

	OCTROI (x10 ⁶ Fmg)		Recouvrement (%)		Nombre de Fokontany bénéfici- aires		Nombre des Groupements de Paysans bénéficiaires		Individus bénéficiaires		
Année	Mvo	Sna	Mvo	Sna	Mvo	Sna	Mvo	Sna	Mvo	Sna	Année
1986-1987	110	56	93%	45%	30	10			900	425	1986-1987
1987-1988	70	14	87%	56%	32	4			880	105	1987-1988
1988-1989	280	10	98%	67%	38	4	30	2	2380	90	1988-1989
1989-1990	730	40	98%	95%	40	3	180	10	4620	145	1989-1990
1990-1991	1230	456	?	?	4	1	275	90	5180	875	1990-1991

III - LE CREDIT EN ESPECES

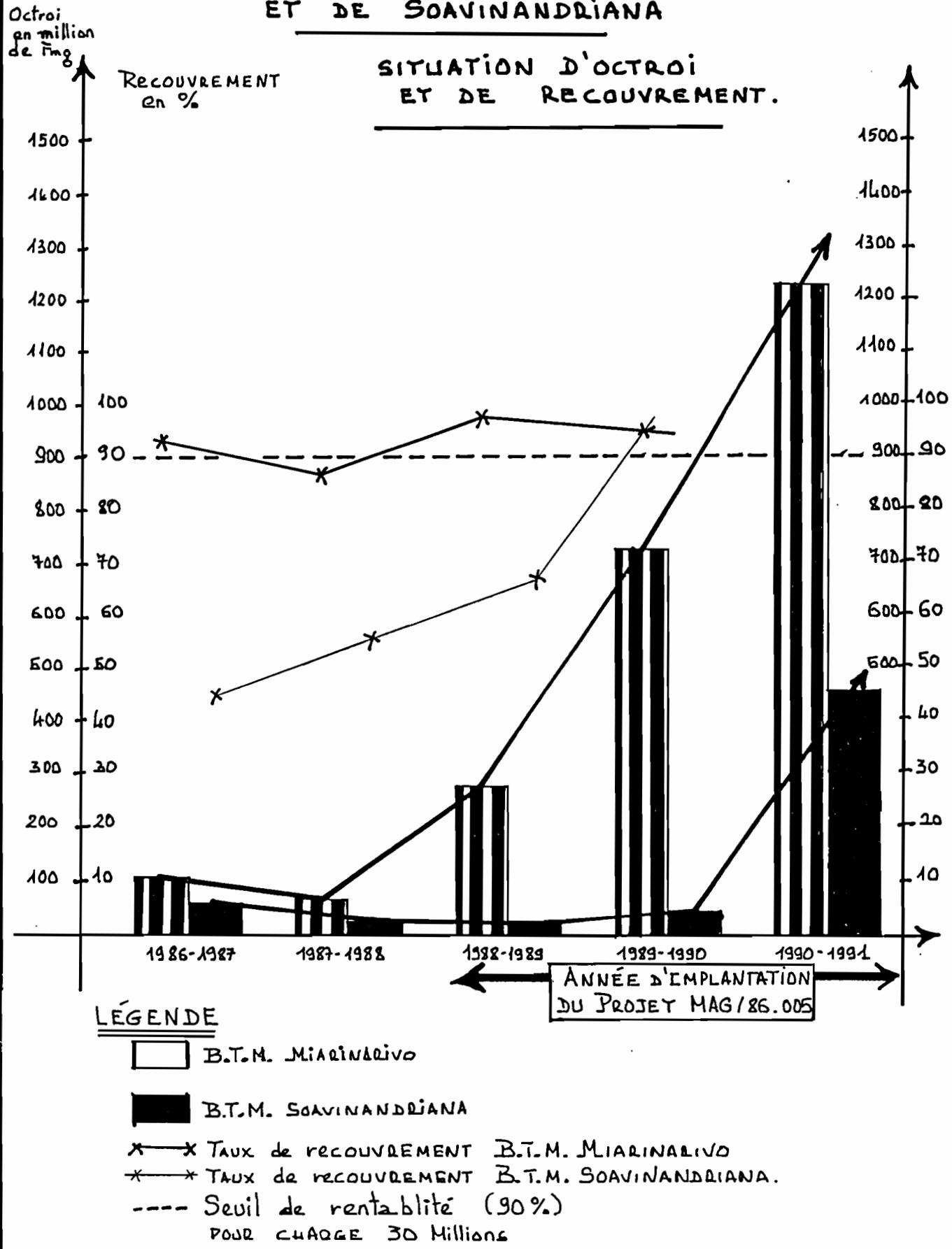
Les tableaux 33 et 34 montrent la destination du crédit agricole selon les spéculations dans les deux agences de Miarinarivo et Soavinandrina sur quatre campagnes (de 1987 à 1991). Deux points saillants ressortent de ces tableaux :

- le crédit agricole est essentiellement un crédit à court terme (un an au maximum), destiné au financement de la campagne,
- le riz tient toujours la première place dans les spéculations financées.

Le crédit à court terme n'exéde pas 12 mois, le taux d'intérêt est de 12 % + TUT, soit 13,80 % ; les dates d'octroi et de recouvrement sont fixées en lien avec le CADI en fonction des spéculations . Tout retard est sanctionné par une majoration d'intérêt de 15 % sur le reliquat. Le crédit de campagne représente 99 % des prêts accordés par la B.T.M.

FIGURE 27

**EVOLUTION DE QUELQUES INDICATEURS
DE PERFORMANCE DU CRÉDIT AGRICOLE
POUR LES AGENCE DE MIARINARIVO
ET DE SOAVINANDRIANA**



SOURCES: B.T.M. MIARINARIVO et SOAVINANDRIANA

Tableau n°33 : OCTROI DE CREDIT SUIVANT LES SPECULATIONS
COURT TERME(Année 1987 - 1989)

A COURT TERME

	A N N E E (1987 - 1988)						A N N E E (1988 - 1989)						A N N E E (1989 - 1990)											
	M/vo	S/na	M/vo	S/na	M/vo	S/na	M/vo	S/na	M/vo	S/na	M/vo	S/na	M/vo	S/na	M/vo	S/na	M/vo	S/na	M/vo	S/na	M/vo	S/na	M/vo	S/na
SPECULATIONS	Nb	%	Nb	%	Mt	%	Mt	%	Nb	%	Nb	%	Mt	%	Mt	%	Nb	%	Nb	%	Mt	%	Mt	%
1-RIZ	261	33,8	—	—	—	—	15 387	30	1 121	—	—	—	172 477	61,46	—	—	2 465	53,49	—	—	426 165	58,26	—	—
2-ARACHIDE	322	41,8	—	—	—	—	23 928	46,6	691	—	—	—	64 260	22,90	—	—	1 030	22,35	—	—	160 894	21,99	—	—
3-HARICOT	36	4,67	—	—	—	—	3 434	6,69	44	—	—	—	3 985	1,42	—	—	158	3,42	—	—	18 830	2,57	—	—
4-MAIS	64	8,4	—	—	—	—	3 427	6,68	311	—	—	—	25 289	9,01	—	—	731	15,47	—	—	111 917	15,30	—	—
5-MANIOC	26	3,37	—	—	—	—	1 325	2,58	2	—	—	—	8 404	2,99	—	—	62	1,34	—	—	7 630	1,04	—	—
6-VOANJOBORY	9	1,16	—	—	—	—	712	1,38	29	—	—	—	3 410	1,21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7-TOMATES	1	0,12	—	—	—	—	200	0,38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8-ENGRAIS	26	3,37	—	—	—	—	2 657	5,18	93	—	—	—	2 540	0,90	—	—	180	3,90	—	—	6 000	0,82	—	—
9-CHARRUE	1	0,12	—	—	—	—	15	0,02	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10-HOUE rotative	24	3,11	—	—	—	—	211	0,41	9	—	—	—	225	0,08	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11-PORCINS	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
12-BOVINS	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13-BOEUF de trait	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
T O T A L :	770	100					51 296	100	2 306				280 590	100			4 608	100			731 436	100		

A MOYEN TERME :

1- Amenagement foncier	8	11,8	—	—	—	—	745	5,27	1	1,5	—	—	100	0,65	—	—	4	30,7	—	—	800	22,85	—	—
2- BOEUF de trait	55	80,8	—	—	—	—	11 585	81,99	58	89,2	—	—	13 650	89,3	—	—	9	—	—	—	2 700	77,14	—	—
3- CHARRUE	1	1,47	—	—	—	—	50	0,35	3	4,6	—	—	155	1,01	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—
4- CHARETTE	4	5,9	—	—	—	—	1 750	12,38	3	4,6	—	—	1 380	9,02	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5- PORCINS	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
T O T A L :	68	100					14 130	100	65	100			15 285	100			13	—			3 500	100		

SOURCE : B.T.M. Miarianovo et B.T.M. Soavinandriana

Tableau n°34 : OCTROI DE CREDIT AGRICOLE DES 2 AGENCES
CAMPAGNE 1990 - 1991

A COURT TERME :

SPECULATIONS	NOMBRE DE BENEFICIAIRES							SUPERFICIE CONCERNEE		MONTANT DEBLOQUE			
	MARINARIVO			SOAVINANDRIANA			MARINARIVO		MARINARIVO		SOAVINANDRIANA		
	Individus	%	F.K.T	%	GPM	%	Superficie	%	Montant	%	Montant	%	
1 - ARACHIDES	1 685	24,96	-	-	-	-	277 255	18,63	252 546 000	20,67	-	-	
2 - HARICOT	1 013	14,97	-	-	-	-	213 905	14,37	168 107 000	13,76	-	-	
3 - MAIS	1 327	19,63	-	-	32	3,87	278 170	18,69	208 199 000	17,04	10 700	2,35	
4 - MANIOC	239	3,53	-	-	-	-	267 780	17,99	42 420 000	3,47	-	-	
5 - RIZ	2 289	33,86	47	87,03	720	86,8	438 624	29,47	503 428 670	41,21	353 149	7,76	
6 - PORCIN	78	1,15	-	-	65	7,8	673	0,04	39 970 834	3,27	78 875	1,75	
7 - ENGRAIS CHIMIQUE	122	1,80	-	-	-	-	11 600	0,77	6 731 000	0,55	-	-	
8 - HOUVE ROTATIVE	7	0,10	-	-	-	-	7	-	177 000	0,01	-	-	
9 - BOVIN	-	-	-	-	7	0,9	-	-	-	-	8 500	1,87	
10- BOEUFFS DE TRAIT	-	-	7	12,96	5	0,6	-	-	-	-	2 875	0,63	
TOTAL :	6 760	100	54	100	829	100	1 488 014	100	1 221 579 504	100	454 099	100	

A MOYEN TERME :

1 - PORCS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 300	22,61		
2 - PORCHERIE	1	100	-	-	-	-	-	-	-	-	5 000 000	100		
3 - BOEUF DE TRAIT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 600	64,85	
4 - CHARRETTE	-	-	4	100	-	-	-	-	-	-	-	1 270	12,43	
TOTAL :	1	100	4	100	-	-	-	-	-	-	5 000 000	100	10 170	100
TOTAL GENERAL:..	6 761	-	58	-	829	-	1 488 014	-	1 226 579 504	-	464 269	-		

3.1 - LE RIZ D'ABORD, LES CULTURES COMMERCIALES ENSUITE

Les prêts destinés à l'agriculture représentent la majorité des prêts octroyés. Pour l'année 1990, l'agence de Miarinarivo a débloqué 53 % des crédits pour le riz, 22 % pour l'arachide et 15 % pour le maïs, soit au total 90 % du volume total des prêts. Celle de Soavinandriana a réservé 41 % des prêts pour le riz, 21 % pour l'arachide, 14 % pour le haricot, 17 % pour le maïs et, soit au total 93 % des prêts débloqués.

Le riz mobilise donc plus de la moitié des sommes octroyées. C'est déjà un progrès considérable, car jusqu'à une période récente les prêts octroyés par la BTM (FMR, financement du monde rural) ne concernaient quasiment que la campagne rizicole.

Tous ces crédits sont destinés au financement de la campagne : achat de semences, salaires des manoeuvres ou des repiqueuses ou location de la terre.

3.2 - LE MATERIEL AGRICOLE, L'ELEVAGE : UNE PLACE RESTREINTE

Les crédits destinés à l'élevage et à l'achat de matériel agricole ne tiennent qu'une petite place dans l'ensemble des crédits octroyés. L'élevage porcin connaît un grand attrait et fait l'objet de crédits à court et à moyen terme.

Le crédit à moyen terme ne dépasse pas 36 mois, avec un taux d'intérêt de 13 % par an. Un apport personnel en nature ou en espèces de 20 % du coût total du projet est demandé. Deux garanties sont requises : la caution solidaire et le nantissement du matériel.

La faiblesse des investissements à moyen terme ou dans du matériel est un indicateur de situation des paysans : il n'y a pas de place pour des prêts de campagne (prioritaires) et pour des prêts qui sont un investissement à plus long terme, dont le bénéfice n'est pas rapidement récupéré (comme pour le petit matériel agricole).

3.3 - LE CREDIT DANS LES QUATRE VILLAGES DE L'ENQUETE

Sur les quatre villages de l'étude, trois d'entre eux ont des familles engagées avec la BTM pour des crédits (tableau 35). Ce sont toujours des crédits passant par les groupements. Le montants totaux par village vont de 2 millions à 5 millions répartis entre un petit nombre de famille (6 pour Antsapanimahazo, 10 pour Antaboaka et 11 pour Antanimarina).

Six membres du groupement Fanomezantsoa d'Antsapanimahazo ont obtenu de la B.T.M. 2.100.000 fmg. Le prêt est prévu pour la culture du riz, du haricot et surtout pour l'achat de boeufs de race améliorée de Kianjasoa. Mais comme la livraison des 14 boeufs qu'ils ont commandé n'a pas eu lieu, les membres ont employé l'argent à d'autres fins. Les uns ont acheté des porcs, les autres des "omby gasy" (boeufs de race non améliorée).

Dix membres du groupement Lianstoa d'Antaboaka ont emprunté 5.411.000 fmg . La moitié de ce volume de prêt (2.261.000 fmg) est un crédit de nantissement du stock de paddy du grenier villageois (en fait le grenier du groupement). L'écart entre le volume des différents prêts au sein d'un même groupement est parfois très important (1 à 6 pour Lianstoa à Antaboaka). Cette hétérogénéité n'est pas compatible avec un bon fonctionnement de la caution solidaire.

Tableau n°35 : Répartition des prêts dans les 4 villages étudiés en 1990

Montant de CREDIT OCTROYÉ (en millier de Fmg)	NOMBRE DE FAMILLES BENEFICIAIRES			
	Antsapanimahazo	Antaboaka	Antanimarina	Antanetibe
> 2261	-	0		
2261	-	1		
1000	-	1		
750	-	-	1	
500	2	2	3	N'ont pas sollicité des prêts
300	2	-	4	
250	2	1	-	
200	-	3	3	
150	-	2	-	
100	-	-	-	
Montant TOTAL (en millier de Fmg)	2 100	5 411	4 050	-

Tableau n° 36 : Utilisation du crédit (en % dans les 4 villages étudiés) en 1990

SPECULATION	Riz	Haricot	Arachide	Maïs	G.C.V.	TOTAL
VILLAGES						
1 - Antsapanimahazo	85,71	10,71	3,57	-	-	100
2 - Antaboaka	16,63	31,87	9,24	0,46	41,78	100
3 - Antanimarina	36,41		44,44	19,13	-	100
4 - Antanetibe	N'a pas sollicité des prêts					-

La plupart des crédits varient entre 250.000 et 500.000 fmg ; ces montants sont élevés et les seuls bénéficiaires appartiennent aux types III et IV.

La destination du crédit est différente selon les villages (tableau 36): la riziculture pour Antsapanimahazo et dans une moindre mesure, Antanimarina ; l'arachide pour Antanimarina et le haricot pour Antaboaka (sans compter le nantissement du stock du GCV, dont l'utilisation n'a pas été éclaircie).

IV - LE CREDIT EN NATURE

Pour pallier aux lacunes du financement en espèces, encore insuffisant, des opérateurs économiques ont lancé dans la région de l'Itasy des crédits en nature. Ils offrent à la fois un encadrement technique et un contrat spécifique entre groupements de paysans et sociétés agro-industrielles.

- La société offre un paquet plus ou moins complet de l'amont (fourniture de semences et d'intrants) à l'aval (commercialisation) avec éventuellement un suivi technique de la culture.
- Le projet FAO et la circonscription de la vulgarisation agricole fournissent un appui technique (information, conseils aux payans).
- Les groupements s'engagent à suivre les techniques améliorées, à respecter les normes de qualité et de vendre intégralement à la société les produits récoltés. Une partie des produits récoltés servent à rembourser les prêts en nature, le reste est racheté par la société.

Le blé, le haricot et l'arachide sont les principales spéculations financées de cette façon.

4.1 - LE BLE

4.1.1 - Une extension rapide de la culture du blé

La culture du blé a démarré sous l'impulsion de la Kobama². En 5 ans (1986-1991), la surface cultivée est passée de 5 ha à 224 ha. En 1989, 9 groupements avaient démarré la culture du blé, ils étaient 61 en 1991. Le blé est surtout produit dans le Fivondronana de Soavinandriana (Tamoronala, Ampiaranana, Mierikandrefana...). Le rendement étant d'environ 2,5 T/ha, la production obtenue passe de 12 T en 1986 à 1220 T en 1991. Les conditions géographiques (climat, altitude, sol...) ainsi qu'économiques (commercialisation assurée à un prix garanti, bonne insertion dans le calendrier cultural) ont permis la hausse de la production de blé dans cette partie de l'Itasy.

En moyenne, la Kobama avance l'équivalent de 4 000 Fmg par are cultivé en blé sous forme d'intrants. Au remboursement, ce prêt est majoré d'un intérêt de 14 % (par an) ; le recouvrement du prêt se fait en nature à la récolte, par prélèvement sur le blé livré. Le surplus est acheté par la Kobama, au prix fixé avant la campagne. En 1991, les paysans de la région

²KOBAMA : KOBA MALAGASY, "Farine malgache" société de meunerie d'Antsirabe qui a lancé l'opération blé pour se fournir en matière première locale (le blé était jusqu'ici importé)

Tableau n° 37: Surfaces cultivées en blé (en ares) dans les Fivondronana de Soavinandrina et de Miarinarivo.

N°	Année	SOAVINANDRIANA			MIARINARIVO			Observa°
		1° SAISON	C/saison	TOTAL	1° SAISON	C/Saison	TOTAL	
1	1985	-	-	-	-	-	-	A compter de 1991, la KOBAMA entre dans la 3ème phase de l'opération blé qui repose sur l'octroi de crédit aux groupement "solides" afin d'assurer leur perennité.
2	1986	-	-	-	500	-	500	
3	1987	1120	775	1895	-	-	-	
4	1988	3050	1250	4300	-	-	-	
5	1989	2635	2635	5270	-	140	140	
6	1990	18643	5426	24069	1148	2916	4064	
7	1991	20148	3636	23784	2355	1537	3892	

Tableau n° 38 : La culture du blé en 1990 et 1991

	Année	Campagne Saison	Campa-gne contre saison	Total de l'année (are)	Nbre de groupements concernés	Nbre de paysans	Crédit octroyé	Taux de recouvrement	Ob°
M/vo	1990	1 148	2 916	4 064	15	74	4 768 048	73%	
	1991	2 355	1 537	3 892	16	235	16 017 432	?	
S/na	1990	18 643	5 426	24 069	49	389	72 717 955	89%	
	1991	20 148	3 636	23 784	61	840	82 769 945	?	

Source KOBAMA Miarinarivo

ont reçu 89.600.000 Fmg de la Kobama (sous forme d'intrants), l'intérêt total s'élevait à 12.544.000 Fmg sur les intrants reçus.

4.1.2 - Des problèmes pour certains groupements

Pour quelques groupements cependant, la culture du blé a été un échec. Ainsi, le groupement Mirindra à Antanimarina a cultivé 1 hectare de blé en 1990 et les résultats furent très mauvais :

- le suivi technique a été très léger (d'après les paysans, il n'y aurait eu que deux visites du vulgarisateur pendant la campagne) alors que cette culture est complètement nouvelle pour les paysans de ce village,

- les intrants (engrais minéraux) distribués n'ont pas été utilisés par les paysans pour la culture du blé, mais utilisés pour d'autres cultures (la tomate, notamment). Les paysans ont ainsi spéculé sur le modèle technique proposé et se sont hasardés, sans beaucoup de chance dans ce cas précis, à le détourner.

La Kobama est actuellement confronté à un autre problème : celui de la commercialisation. Leur quasi-monopole est battu en brèche par des collecteurs privés qui font une légère surenchère sur les prix ; certains paysans vendent aux collecteurs et ainsi ne remboursent pas leur crédit à la Kobama.

4.2 - LE HARICOT BLANC

La Société BERA-AGRO a conclu des contrats de production de haricot (semences et grains tout venants) avec les groupements de paysans de la partie ouest du lac Itasy. Une partie de cette production est destinée à l'exportation. Les groupements Liantsoa et Kelimiavotra d'Antaboaka ont signé un contrat avec cette société pour la culture de 2,5 ha de haricots blancs.

4.2.1 - Le contrat avec la société BERA-AGRO

La zone d'intervention de cette société coïncide avec les anciennes aires d'occupation coloniale (Bengitsy, Tsarazaza, Ankotrabe, Ankonabe, Mahiatrondro...). Pendant la saison culturelle 1990-1991, 25 tonnes de semences de haricots, des produits phytosanitaires et des intrants ont été distribués aux producteurs.

BERA-AGRO récupère l'équivalent (en poids) des semences de haricot fournies aux cultivateurs, puis achète le reste à 900 Fmg le kilo trié et 400 Fmg les écarts de triage. Le haricot tout venant est pris au prix du marché avec une prime de fidélité de 20 Fmg/kg. Le prix proposé par la société est supérieur à celui des collecteurs indépendants. Le prêt en nature est sans intérêt.

4.2.2 - Les obstacles : une paysannerie trop pauvre...

Cette opération est un succès ; le taux de remboursement dépasse les 90% et, de l'avis des paysans, cette culture est très rémunératrice. Mis à part quelques problèmes inhérents à l'activité agricole (aléas climatiques, maladies) et parfois certaines lacunes dans la formation au triage et au calibrage, les obstacles soulevés sont extérieurs à l'organisation de la production par

Tableau n°39 : Zone d'intervention de la société Bera-Agro dans l'Itasy 1990

N°	ZONE	SEMENT OCTROYEE (en tonne)	SURFACE CULTIVEE EN HARICOT BLANC (en ha)	NOMBRE DE PAYSANS CONCERNES	OBSERVATIONS
1	BENGITSY	4	40	48	Ces zones sont toutes situées sur la partie volcanique de l'Itasy. La plupart sont des anciennes aires d'occupation coloniale.
2	TSARAZAZA	0,2	2	6	
3	ANKOTRABE	0,5	5	15	
4	ANALAVORY	2,5	25	30	
5	MANDREVO	0,2	2	3	
6	MAHIATRONDRO	0,2	2	2	
7	ANKONABE	5	50	106	
8	AMBALAVAO	2,5	25	20	
9	AMBOHITRINIATO	2	20	15	
10	MANGARIVOTRA	3	30	25	
11	MAROSOKA	0,7	7	6	
12	ANKORONDRAZO	1	10	5	
13	AMPEFY	0,98	9	46	
	TOTAL	22,78 tonnes	227 ha	327 planteurs	

source : BERAGRO, 1991

la société BERA-AGRO :

- les intrants étant fournis un prix inférieur au prix du marché local (prêt sans intérêt) , certains paysans les revendent afin d'avoir un petit bénéfice monétaire immédiat,
- les paysans qui font du haricot en première saison (récolte en février) ne peuvent attendre le passage de la société pour la collecte (cas de Kelimiaovatra à Antaboaka). Ils sont en pleine période de soudure et préfèrent vendre à plus bas prix aux collecteurs indépendants pour avoir de l'argent tout de suite.

Ces deux observations démontrent qu'il n'est pas facile de monter un circuit complexe (agriculture sous contrat) dans l'état actuel de la paysannerie : les préoccupations de survie quotidienne prennent souvent le pas sur toute autre perspective. Et il ne faut pas oublier que la culture de haricot est pratiquée dans les zones les plus "riches" avec les paysans les plus "aisés"...

V - L'APPUI AU STOCKAGE ET A LA COMMERCIALISATION

Les crédits énumérés ci-dessus concernent la phase de production. Or, une ponction importante du surplus a lieu au moment de la commercialisation. Le cas des tomates est sans doute le plus frappant (en pleine saison une caisse de 20 kg est vendue 750 fmg, ce qui fournit une rémunération du travail presque nulle). Mais ce problème se pose pour tous les produits pour lesquels il n'y a pas de prix garantis par une société (comme pour les haricots ou le blé). Le prix du paddy notamment, passe de 150 à 175 fmg à la récolte à 500 fmg en période de soudure : la plupart des paysans ne couvrent pas leur consommation familiale, vendent à la récolte une partie de leur production (pour payer leurs dettes notamment) et rachètent du riz à la soudure.

Deux formules sont proposées aux paysans pour limiter les pertes dans ces transactions : les greniers communs villageois et les contrats de collecte avec le PAM.

5.1 - LES GRENIERS COMMUNS VILLAGEOIS

Le grenier commun villageois est une formule expérimentée avec un certain succès depuis quelques années sur les Hautes-Terres. Le groupement stocke du paddy à la récolte et obtient un crédit par nantissement de son stock à la BTM. Cela évite aux paysans de vendre la récolte au moment où les prix sont les plus bas. Cela permet aussi aux paysans de transférer un prêt de campagne rizicole (remboursable donc à la récolte) en prêt de stockage remboursable quelques mois plus tard : le crédit obtenu est de 180 fmg/kg pour le riz et 120 fmg/kg pour le maïs. En 1990, le groupement Liantsoa d'Antaboaka a obtenu 2.366.000 Fmg d'avance sur la vente du paddy stocké dans le G.C.V. Ce prêt correspond à un stockage de 13 tonnes de paddy. Le crédit alloué doit être remboursé au plus tard 15 jours après la vente des produits nantis.

Le grenier est construit avec l'appui du projet FAO ; la capacité est d'environ 10 tonnes. La gestion du stock des produits nécessite une formation adéquate des membres des groupements : le tenue des cahiers de stocks, l'organisation d'un calendrier de stockage-déstockage sont des opérations complexes, qui en outre nécessitent une bonne cohésion interne.

5.2 - LES CONTRATS DE COLLECTE AVEC LE PAM/SUISSE

5.2.1 - Acheter aux producteurs à un prix rémunérateur

Le PAM achète des produits alimentaires pour les redistribuer sous forme d'aide alimentaire auprès de centres d'accueil pour enfants, de dispensaires, d'hôpitaux ou dans des zones touchées par la famine. Les produits sont achetés dans le pays ; l'achat de denrées directement auprès des producteurs a en outre pour objectif de raccourcir les circuits de commercialisation, tout en achetant au prix pratiqué à Antananarivo (prix du marché) et de laisser ainsi aux producteurs une grande partie de la valeur ajoutée habituellement captée par les collecteurs.

5.2.2 - Le montage de l'opération P.A.M.

- Le P.A.M. s'engage à acheter les produits proposés par les groupements en quantités fixées au préalable par contrat.

- Un procès-verbal de réunion stipulant l'approbation de tous les membres à la participation à l'opération P.A.M. engage le groupement ; chaque groupement doit avoir ouvert un compte en banque.

- Le P.A.M. fournit une avance de 30% du montant de la livraison.

- Le solde est payé par chèque après la livraison des produits, qui a lieu à Antananarivo, conditionné dans des sacs prêtés par le PAM.

- Les prix des produits vendus au PAM sont fixés à l'avance ; pour l'année 1991 :

- . le riz blanc est acheté 550 fmg/kg
- . le maïs à 225 fmg/kg
- . les haricots blancs à 650 fmg/kg

Vingt et un groupements de la région ont conclu cette année avec le P.A.M. des contrats pour la livraison de 1145 tonnes de riz blanc, 350 tonnes de maïs et 230 tonnes de haricots.

- le groupement Mirindra d'Antanamarina a signé en 1991 un contrat la livraison de 14 tonnes de riz blanc.

- le groupement Fanomezantsoa a livré 40 tonnes de riz blanc et 10 tonnes d'haricots en 1990. En 1991, le P.A.M. a accordé au groupement Fanomezantsoa un nouveau contrat de 104 tonnes de riz blanc, 25 tonnes de maïs et 30 tonnes d'haricots blancs.

- les groupements Kelimiavotra et Liantsoa d'Antaboaka ont fourni chacun 10 tonnes de riz blanc .

5.2.3 - La dérive d'une opération

L'opération de collecte organisée par le PAM est un excellent exemple de récupération d'une action, qui, mal suivie, a été détournée de ses objectifs initiaux.

- Le groupement n'adhère pas au contrat : il y a "ceux qui font le PAM" selon l'expression même des paysans. Un ou deux individus se portent candidats pour la collecte et les autres fournissent leur caution solidaire. L'ensemble du groupement prend des risques pour un ou deux individus qui ne redistribuent pas ou peu les bénéfices : à Antsapananimahazo, l'équivalent d'une ristourne de 3,3 FMG par kilo de riz a été reversé dans la caisse du groupement en 1990.

- Le riz n'est pas acheté aux producteurs du groupement ni même du village : de toute façon, le groupement d'Antaboaka qui a passé un contrat de 105 tonnes n'a pas de rizières ; le riz est acheté dans les villages plus ou moins éloignés au même prix que les collecteurs privés (150 fmg par kg de paddy par le responsable de la collecte du groupement d'Antsamanimahazo).

- "Celui qui fait la collecte PAM" est parfois sous traitant d'un collecteur. C'est le cas du responsable de Fanomezantsoa : grâce au crédit, il a acheté via le collecteur du riz blanc ; le collecteur avec l'avance a acheté le paddy à 150 fmg/kg, l'a décortiqué et transporté à Antananarivo. L'intermédiaire a touché une ristourne de 25 fmg/kg et en a reversé 3,3 dans la caisse du groupement, qui avait pris le risque de se porter caution solidaire pour cette opération commerciale.

- Les groupements ne s'en sortent pas toujours aussi bien : parfois, le responsable de la collecte fait des mauvaises affaires et achète le riz trop tard (en octobre par exemple pour Mirindra) et donc trop cher : avec le coût du transport à Antananarivo, il perd de l'argent. N'importe quel paysan ne se transforme pas en collecteur capable de jongler avec des millions.

- La responsabilité du commanditaire, le PAM, porte sur plusieurs points :

* retards dans le déblocage des crédits qui suivent un circuit compliqué : PAM-PNUD-BTM Antananarivo-BTM Miarinarivo.

* exigence d'un contrat de livraison supérieure à 10 tonnes, ce que ne peuvent fournir les groupements,

* aucun contrôle sur les capacités de production des groupements.

En conclusion, les objectifs initiaux de cette action ont complètement été détournés par un manque de suivi et une mauvaise appréciation des conséquences graves que cela entraîne : plusieurs groupements n'ont pas livré leur riz, ni remboursé l'avance.

VI - A QUI PROFITE LE CREDIT ?

6.1 - "ON NE PRETE QU'AUX RICHES"

Le crédit bancaire est actuellement distribué presque exclusivement à travers les groupements. Or, les groupements sont essentiellement composés de paysans de type III et IV,

appartenant aux familles les plus aisées du village. A Antsapanimahazo, six familles sur cinquante ont bénéficié des crédits, à Antanimarina, quatre sur vingt-cinq.

Les paysans de type I et II n'ont pas accès à cette forme de financement. Il n'est pas évident d'ailleurs que la formule classique du crédit en espèces soit la plus adaptée : les besoins financiers sont tellement cruciaux (pour rembourser l'usurier, pour acheter des médicaments ou de la nourriture) qu'un crédit est rarement destiné à des fins productives. Une réflexion sur les moyens d'aider ces petites exploitations à décoller s'impose.

6.2 - LES DISPARITES AU SEIN DES GROUPEMENTS

Un examen attentif de la répartition du crédit à l'intérieur d'un groupement révèle de profondes disparités et les stratégies de pouvoir de chacun. Le groupement est souvent créé dans l'objectif d'avoir du crédit, ce qui transforme le "moyen" en "fin" et ouvre la voie à des déviations dangereuses. Ainsi, dans le groupement Liantsoa d'Antaboaka, le président a obtenu un prêt de 1 million de fmg, sa femme de 500.000 et son employée de maison (qui est analphabète) un prêt de 500.000 fmg... Sans porter de jugement hâtif sur les capacités de production de cette employée, cette somme paraît tout de même élevée. Ce petit groupe récupère ainsi 2 millions sur les 3.150.000 fmg prêtés au groupe (qui compte 10 membres). Le riz nanti dans le GCV lui appartient. Sachant par ailleurs que cette famille est très endettée suite à la construction d'une grande maison en dur, les autres membres du groupement, qui sont garants par la caution solidaire, peuvent manifester une certaine inquiétude.

L'hétérogénéité dans le montant des prêts alloués est un indicateur qui devrait alerter les services d'encadrement : une personne qui emprunte 100.000 fmg se trouve garante d'une autre qui emprunte un million. Dans le groupement de Kelimiavotra, la famille de la présidente a obtenu un prêt de 726.000 Fmg alors que les autres membres ont obtenu chacun de 75 à 300.000 Fmg au maximum.

VII - A QUOI SERT LE CREDIT ?

Le crédit est-il réellement destiné au financement de l'activité pour lequel il a été demandé ? Cette question est posée depuis que le crédit bancaire existe et est toujours d'actualité.

Il faut replacer le crédit bancaire dans le contexte socio-économique des sociétés concernées :

- le crédit bancaire est peu coûteux par rapport au crédit usuraire. C'est de "l'argent froid" (G. Bedard) : les paysans considèrent que la banque appartient au Fanjakana (Etat), qui ne fait que le ponctionner sans rendre de services en retour. Certains paysans disent que c'est l'argent de Ratsiraka : le taux de remboursement a d'ailleurs chuté durant la période troublée de la fin 1991, au moment où le pouvoir vacillait. L'utilisation du crédit à d'autres fins que celles mentionnées dans le dossier de demande de crédit ne pose donc aucun problème aux paysans,

- les besoins financiers sont énormes : remboursement des dettes contractées chez l'usurier, dépenses de produits de première nécessité et dépenses sociales : la corrélation entre la date d'octroi des prêts et les "*famadihana*" est intéressante. Il est plus important d'être en

paix avec les ancêtres qu'avec la Banque,

- même le crédit en nature n'échappe pas aux détournements d'utilisation : à Antanamarina, où la culture du blé a été un échec, nous avons vu des engrais de la Kobama stocké chez un paysan : ils n'ont donc pas été utilisés dans les champs. Souvent les paysans prennent des libertés avec le modèle technique proposé (comme la revente des engrais), mais ce modèle ne supporte pas toujours ce type d'adaptation et les résultats à la récolte sont parfois mauvais. Il n'y a que deux solutions : la formation (expliquer aux paysans l'intérêt de telle ou telle technique) et la démonstration économique (qu'il est plus rentable d'avoir des bons rendements en suivant l'itinéraire technique que de revendre les engrais). Mais ceci suppose un suivi et une densité d'encadrement difficile à réaliser sur une aussi grande région que l'Itasy (déjà favorisée dans ce domaine par rapport aux autres régions rurales de Madagascar).

La Banque a aussi sa part de responsabilité :

- les retards dans les dates de déblocage des prêts sont fréquents : le prêt pour la campagne arrive après les labours, les paysans ont eu recours à d'autres solutions (dont l'usure) et ils utilisent ensuite le crédit en fonction des besoins de consommation.
- la gamme des produits de crédits proposée est encore restreinte, même si la banque sous la pression des opérateurs du développement a fait un effort de diversification très net ces dernières années. Certains paysans demandent donc un crédit rizicole pour faire de l'élevage ou une autre activité productive.

VIII - LA CAUTION SOLIDAIRE, MODE D'EMPLOI

8.1 - PLACAGE OU ASSIMILATION

La caution solidaire est sans doute l'exemple le plus frappant du décalage qui peut se créer entre la vision qu'ont les opérateurs du développement sur les groupements et la pratique paysanne.

- le groupement est un moyen pour accéder au crédit ou à certaines opérations de développement. L'exemple du PAM ou du crédit BTM illustre très bien cette conception : il y a une ou deux personnes dans le groupement qui "font le PAM", c'est à dire s'engagent dans une opération de collecte. Les autres membres du groupement ne s'y "intéressent pas", mais apportent leur caution au crédit, puisque telle est la règle d'accès imposée par les opérateurs. Quand des problèmes surviennent (difficulté de remboursement de la personne engagée dans l'opération), il y a deux attitudes :

- à Antaboaka, dans le groupement Kelimiavotra, l'inquiétude est très nette ; les membres du groupement n'ont plus confiance entre eux et "refusent de sortir l'argent de leur poche" si le débiteur est insolvable. Par contre, ils sont prêts à faire un travail en commun pour épouser la dette et ne pas voir leur groupement frappé d'interdit bancaire.

- à Antanamarina, où le déficit n'est certes pas aussi dramatique, les membres du groupement sont sereins et ont une totale confiance dans la personne, qui, individuellement, s'est lancée dans la collecte PAM. La cohésion sociale dans ce village est en effet plus grande, mais la création du groupement provoque un éclatement du pouvoir : c'est en notre présence que le chef du lignage, un "raiamandreny" a appris l'existence du débit.

En réalité, la vision de réciprocité que nous voyons dans la caution solidaire n'existe pas et les relations fonctionnent souvent à sens unique pour servir des projets individuels, qui émanent, ce n'est pas une surprise, des plus aisés ou des leaders des groupements.

8.2 - DU BON USAGE DE LA CAUTION SOLIDAIRE

A Antsapanimahazo, un membre d'un groupement, épicier, a emprunté 500.000 Fmg qu'il n'a pas réussi à rembourser. Pour éviter au groupement des problèmes avec la banque, le président du groupement a avancé les 500.000 Fmg, mais a contraint l'épicier à redemander un crédit de 500.000 Fmg auprès de la BTM, qu'on lui a accordé sans problème. Cet argent est retourné dans le porte-monnaie du président et l'épicier se trouve toujours débiteur de 500.000 Fmg ; or, le président loue des terres auprès de l'épicier : le règlement sera simple, les 500.000 Fmg seront troqués contre des rizières...

IX - UNE BANQUE POUR LES PAYSANS

La redéfinition des rapports banque-paysans fait l'objet d'une reflexion engagée depuis 1990 à la BTM avec l'appui de plusieurs bailleurs de fond (Banque Mondiale, CCCE). L'opération crédit rural engagée dans la région du lac Itasy est actuellement l'application concrète la plus novatrice, associant les groupements de paysans, les opérateurs du développement et la BTM. Mais la BTM souffre de handicaps qui ne peuvent être soulevés rapidement :

- la banque est loin, physiquement et socialement, des paysans : les paysans empruntent éventuellement, quand ils arrivent à monter un dossier de crédit, mais n'y déposent jamais d'argent... Pour eux, la BTM est lié à un Etat et une Administration, dans lesquelles ils n'ont plus confiance.

- son image est ternie par des échecs antérieurs : le FMR (financement du monde rural) passant par les collectivités décentralisées, fut un fiasco. Les paysans soit n'ont pas remboursé, soit ont subi des poursuites judiciaires allant jusqu'à l'emprisonnement,

- la rigidité de la structure bancaire, encore très centralisée, entrave le bon fonctionnement du crédit : retards dans le déblocage des fonds, difficulté de négociation sur les dates de recouvrement en fonction des cultures ou des spécificités régionales. La BTM de Miarinarivo a fait un effort dans ce sens et a espacé les dates d'échéance des crédits rizicoles, évitant aux paysans de vendre leur paddy en juin, au moment où les prix sont les plus bas. Le CADI joue un rôle très important dans le processus d'adaptation du système bancaire aux contraintes des paysans,

- les paysans souhaiteraient un déblocage par tranches et des remboursements échelonnés : or, les coûts de traitements des dossiers de crédit étant élevé par rapport aux sommes empruntées, il est difficile de proposer à la banque de prendre en charge ce travail. Une structure intermédiaire où les représentants des groupements auraient leur place (type mutuelle) serait sans doute un relais utile.

- la banque n'échappe pas à ses travers habituels ("on ne prête qu'aux riches") en favorisant les demandes inflationnistes des groupements jusque là bons payeurs, ce au détriment des nouveaux groupements. L'effet pervers est double : exclure les nouveaux groupements et prendre de gros risques avec les anciens. En effet, les capacités de production et de gestion ne doublent pas tous les ans. L'enquête menée en 1991 révèle d'ailleurs que des groupements "modèles", comme Liantsoa à Antaboaka, connaissent actuellement de graves difficultés.

- les formes de prêts restent très classiques et les activités financées peu diversifiées. Or, les paysans de type I et II ne sont pas intégrés ni intégrables dans l'organisation actuelle. Une reflexion est indispensable pour trouver et proposer des solutions à ces catégories de paysans.

- Enfin, l'enquête a montré que les problèmes de gestion et d'organisation interne des groupements étaient loin d'être réglées ; la multiplication actuelle des groupements ne permet pas aux structures d'encadrement d'assurer un suivi et une formation à la hauteur des besoins, ceux-ci étant d'autant plus importants que les autres services de base, comme l'école, sont actuellement déliquescents.

CONCLUSION

L'analyse a été conduite sur quatre villages de la zone d'intervention du "programme d'actions intégrées pour le développement rural de l'Itasy" de la FAO ; elle a permis de dégager quelques traits du fonctionnement de l'économie rurale et de saisir partiellement l'impact des interventions de la FAO.

1 DES REGIONS DANS LA REGION

Les villages enquêtés ont été choisis en fonction de trois critères : composition ethnique, accessibilité et nature du sol (ferrallitique ou volcanique). La question posée est la suivante : un village enclavé exploitant des terres ferrallitiques est-il plus pauvre qu'un village sur sol volcanique bien desservie par un axe routier ? A partir de notre échantillon très restreint, nous ne pouvons qu'apporter une réponse prudente et nuancée.

Ainsi, tout en étant sur une zone ferrallitique (sols pauvres), le Firaiana d'Antanetibe (partie Est du lac) est un des greniers à riz de la région ; en outre, cette région est très mal desservie en infrastructure routière et reste enclavée par rapport aux grands axes menant à Soavinandrina, Analavory ou directement à Miarinarivo, par le nord. Cela est, certes, un handicap, mais la situation n'empêche pourtant pas un réel dynamisme commercial, à l'image des paysans d'Antanetibe qui apportent à dos d'hommes leur riz du côté d'Antaboaka, sur l'autre rive du lac. Cet exemple montre qu'il n'y a pas dans ce milieu de l'Ouest des Hautes-Terres de déterminisme économique lié au milieu naturel ou à la situation géographique : les potentiels régionaux sont mis en valeur par les sociétés paysannes selon les opportunités qui se présentent.

Cela ne fait pas moins des routes un instrument essentiel sur le plan de la production : le dynamisme d'Antaboaka comme le recul d'Antanimarina (délaissez par le nouveau tracé de la RN1) en sont des manifestations, tout comme la concentration des groupements dans les villages près des axes routiers. On trouve ici la confirmation de ce que dit P.Pélissier : "la route...apparaît immédiatement comme l'outil du développement d'une agriculture qui trouve en elle-même les techniques de son progrès"¹¹. La réhabilitation des pistes routières apparaît donc d'autant plus vitale que les zones enclavées, particulièrement dynamiques (probablement pour pallier leur handicap de situation), restent sous l'emprise des quelques collecteurs qui ont les moyens de s'y aventurer.

¹¹ Pelissier P. (1985) : Techniques d'encadrement et transformations de l'agriculture en Afrique Noire. in Des labours de Cluny à la révolution vert, sous la direction de P.Gourou et G. Etienne, Paris, PUF, p 201-222.

2 UN MILIEU SOCIAL HETEROGENE

Dans cette zone de peuplement relativement récent, les sociétés ont gardé leurs spécificités : les groupes statutaires notamment sont toujours nettement marqués et ces distinctions alimentent les différences au sein du monde rural. Dans les villages socialement homogènes, la solidarité est manifeste ; dans ceux où cohabitent différents groupes, des actes de maraudage et des vols illustrent les tensions quotidiennes. La position dominante de certains groupes se traduit dans les "signes extérieurs de richesse" comme les habitations. Le dynamisme économique et l'ouverture au monde extérieur, comme l'intégration à des circuits de collecte qui dépassent l'espace de cohésion habituel sont d'autres signes de différenciation.

La concentration des responsabilités villageoises entre les mains de quelques personnes, presque toujours issues des anciens groupes nobles et/ou roturiers, marque une perpétuation de cette hétérogénéité sociale. La création de nouvelles organisations (comme les groupements) sous l'impulsion des opérateurs du développement, peut ébranler le pouvoir "traditionnel", détenu par les anciens, qui ne maîtrisent pas le fonctionnement de ces organisations.

Les différences sociales recoupent souvent la typologie des ménages effectuée en fonction de l'accès à la terre et renvoient parfois aux distinctions natifs-migrants.

2 L'ACCES A LA TERRE, CRITERE PRINCIPAL DE DIFFERENCIATION

La production agricole reste la source essentielle des revenus des ménages et la différenciation économique repose d'abord sur l'accès à la terre. Le foncier reste le point de départ des autres activités : transport en charrettes, petit commerce, collecte etc... Cette situation est confirmée par la variété des stratégies d'appropriation foncière, dans un contexte où juridiction moderne et coutumiére s'entremêlent : les villageois d'Antanetibe se répartissent entre eux des terres d'un bas-fond dont la réhabilitation hydro-agricole a été annoncée. Les stratégies des membres des groupements de reboisement sont aussi explicites : ils emploient de la main d'oeuvre salariée pour faire les travaux de plantation qui leur donneront accès à la terre de tanety.

L'inégalité foncière est d'autant plus présente que les structures sociales ne s'appuient pas sur une philosophie égalitariste : même dans le cas (rare) d'Antanetibe, que régit encore la solidarité traditionnelle (ampolokely), les différences intra-villageoises ne sont pas gommées ; l'autorité traditionnelle est garante du bon déroulement de la vie quotidienne dans le respect d'une inégalité acceptée.

3 LA RECHERCHE DE L'ARGENT, UN TRAIT COMMUN AUX MENAGES

Le souci des rentrées pécuniaires est partagé par tous, riches comme pauvres. La majorité des paysans sont loin d'être autosuffisants en riz ; les exploitants qui disposent de revenus des cultures commerciales (comme à Antaboaka) peuvent acheter de la nourriture ; mais pour les autres, soudure est synonyme de faim et d'endettement . L'usure lamine complètement les possibilités d'accumulation pour ceux qui s'endettent ; une fois les besoins essentiels couverts (quand ils peuvent l'être), il reste peu d'argent pour investir dans l'amélioration de la production.

Cette logique de "survie" qui prévaut chez les paysans de type I et II, est illustrée par quelques exemples :

- la vente par les paysans des intrants qui leur sont fournis à crédit,
- en pleine période de soudure, des paysans vendent à 300 Fmg le kilo de haricots qui sera pris, 15 jours après (fin-février) à 650 Fmg par la SOMIA ; les paysans sont conscients de la différence de prix, mais agissent ainsi contraints par les besoins de liquidités.

Dès que les paysans sont plus aisés et peuvent démarrer un élevage de porcs par exemple, ils vendent leur bêtes au moments où les prix sont les plus élevés : entre avril et août (récolte rizicole et festivités du *ririna*) et en décembre-janvier (fêtes de fin d'année). On a là une activité réellement spéculative qui recherche les plus hauts profits à la vente et non un secours à disposition, en cas de besoins monétaires urgents.

4 LE PROGRAMME D'ACTIONS INTEGRES DE LA FAO

Le projet "programme d'actions intégrées pour le développement rural de la région du lac Itasy" a trois objectifs principaux

- augmenter la production agricole (améliorer les pratiques traditionnelles dans leur écosystème),
- augmenter le niveau et les conditions de vie des populations,
- structurer le monde paysan par les groupements.

Clairement définis, ces buts expriment la volonté d'améliorer l'économie et la vie des villages, en apportant ce que les sociétés ne possèdent (ou ne maîtrisent) pas, ou possèdent mal. Le succès des actions menées dans ce sens montrent la pertinence de l'action : la réussite du lancement de cultures nouvelles (blé de contre-saison, cultures de haricots, variétés améliorées de riz...) est liée essentiellement au "package" offert aux paysans, lui assurant l'amont (crédit, intrants, semences) et laval (débouché à un prix intéressant) de la production : l'acte et l'itinéraire cultural en lui-même ne sont alors pas un problème pour le producteur, d'autant plus qu'il bénéficie des conseils et du suivi technique des services d'encadrement. La subvention de petit matériel agricole permet l'acquisition d'outils pour améliorer la productivité du travail, assurer certains types de traitement .

Riziculture, initiation au compostage, construction de barrage, réhabilitation de routes, sont autant d'autres actions dont la région bénéficie grâce au projet FAO.

5 A QUI PROFITENT LES GROUPEMENTS ?

Pierre angulaire du projet, la structuration du milieu rural doit permettre aux paysans organisés d'élargir leur autonomie par rapport aux services de l'Etat et par rapport aux opérateurs économiques privés (commerçants, collecteurs etc..). La multiplication des groupements est un signe incontestable du succès de cette forme d'organisation.

Cependant, la survie et le bon fonctionnement de ces associations de paysans se heurtent à un certain nombre d'obstacles.

- Beaucoup de groupements ont été créés très rapidement, d'une manière opportuniste (le groupement permet l'accès au crédit bancaire et aux services d'encadrement), sans que la

réflexion sur les objectifs et les règles de fonctionnement du groupement ait été approfondie.

- Ce manque de maturation est à la source d'un certain nombre de déviations :

* la structure est récupérée par quelques individus ; il n'y a pas de démocratie interne et les objectifs sont détournés au profit de quelques personnes,

* le fonctionnement de la caution solidaire en est un bon exemple : soit, les membres prennent le risque de garantir le crédit qui bénéficie à une seule personne (cas de l'opération PAM, où un contrat collectif est en réalité géré individuellement) ; soit, à l'inverse, le groupement se décharge sur ceux qui ont effectivement assuré la responsabilité de l'opération, parlant de les "livrer" au créancier en cas de non-remboursement ; cette réaction prouve que les règles sont mal comprises et illustre un mode de comportement interne qui dévie du principe de fonctionnement instauré, faisant dire à un président de groupement d'Antsapanimahazo : "la FAO devrait venir enquêter et observer sur place avant de débourser un crédit",

* ce manque de maturation explique aussi l'absence d'initiative de beaucoup de nouveaux groupements, qui attendent que la FAO fasse le premier pas. C'est aussi pourquoi plusieurs personnes d'une même famille sont membres de groupements différents : l'objectif est de recevoir le maximum de cette forme d'encadrement du monde rural.

- Presque tous les groupements ont des problèmes de gestion : la maîtrise de ce nouvel outil est difficile pour des paysans qui ont un bas niveau de formation et ne font pas de gestion sur leur propre exploitation . Le suivi et la formation, déjà mis en oeuvre par la FAO et qu'elle qu'en soit la qualité, ne couvrent pas, faute de personnel suffisant, tous les besoins.

- Les groupements sont constitués par les catégories les plus favorisées de la population (ménages de type III et IV). "C'est compliqué et nous n'avons pas le temps pour nous occuper des groupements, pris que nous sommes par la recherche de la nourriture quotidienne." disent les plus pauvres. Les familles aisées accaparent les places des membres de groupements ; certaines activités des groupements ne peuvent être que le fait des riches : ainsi un groupement d'Antaboaka a obtenu de l'argent pour livrer 10 t de riz au PAM, alors que le village ne posséde qu'une faible superficie de rizières. Le contrat suppose la maîtrise d'un circuit de collecte qui va bien au delà de l'espace de vie et de cohésion du terroir, dimension que les plus pauvres, confrontés à des problèmes de survie, ne peuvent avoir.

Ces observations montrent le fossé qui s'est creusé entre la conception que le projet a des groupements et la mise en oeuvre concrète de ces organisations par les paysans.

6 LE CREDIT, UN INSTRUMENT INDISPENSABLE A MANIPULER AVEC PRECAUTION

L'accès au crédit bancaire est la principale motivation des paysans pour la création d'un groupement. Pour indispensable qu'il soit, le crédit bancaire est instrument dangereux quand il est utilisé sans "gardes-fous" par des paysans en manque chronique de liquités.

- Les paysans sont souvent endettés auprès des usuriers ; et il existe parfois une

relation perverse entre le crédit formel et le crédit informel, l'argent de la banque servant à rembourser l'usurier.

- Les projets productifs présentés par les paysans demandent un bon encadrement technique. La carence de certains services peut conduire des paysans à la faillite : de nombreux éleveurs de porcs en ont fait cette année l'amère expérience.

- Le crédit est souvent monopolisé par les leaders des groupements, qui sont en même temps les paysans les plus aisés. La BTM tend à multiplier les sommes prêtées aux groupements bons payeurs au détriment des nouveaux groupements : or la production des groupements n'augmente dans ces proportions.

- Le calendrier de la banque (mise en place des crédits, dates de recouvrement) n'est pas toujours adapté aux contraintes du calendrier paysan. Le cas est net pour la collecte du riz pour le PAM : l'opération est efficace dans les deux premiers mois suivant la récolte ; le prix du riz s'inverse en août-septembre et l'affaire n'est plus rentable à partir d'octobre. Le paysan doit donc disposer du crédit dès le mois de juin, ce qui n'est pas le cas .

- La banque doit affiner sa stratégie par rapport aux paysans : il lui faut être crédible (exiger les remboursements) sans pour autant étrangler les paysans et donc parvenir à distinguer les mauvais payeurs des paysans en difficulté.

7 LE PROJET REPRODUIT LES DIFFERENCIATIONS SPATIALES ET SOCIALES

L'analyse des problèmes de développement de la région doit prendre en compte les différences liées aux situations géographiques (zone enclavée, zone bien reliée aux axes de communication) et à l'hétérogénéité sociale (groupes statutaires, natifs-migrants, riches-pauvres). Les innovations techniques et organisationnelles proposées ne sont pas appropriables par les plus pauvres préoccupés par des problèmes de survie, obligés de s'employer comme journaliers à des salaires très bas et insérés dans un réseau de dépendance par l'endettement.

Cette intégration des plus démunis est indispensable pour plusieurs raisons :

- éthiques car il n'est pas dans l'objectif du projet de ne travailler qu'avec les plus favorisés,
- l'exclusion des plus pauvres est un facteur de désagrégation sociale qui menace l'ensemble du projet : actes de sabotage, dissension dans le village etc...

La réflexion sur une méthodologie d'intervention adaptée à cette catégorie de population est engagée au niveau du projet FAO ; c'est un pari difficile qui nécessite beaucoup d'imagination et de volonté.

Faire profiter des bienfaits d'une action de développement rural aux différentes composantes régionales et sociales d'une zone est chose difficile. Le programme d'actions intégrées pour le développement rural de la région de l'Itasy s'y est attelé ; nous espérons que les éléments de la présente étude l'aideront dans ce sens.

B I B L I O G R A P H I E

- ANDRIANARIVELO, R. & RANDRETSIA,** 1975 -- Population de Madagascar, situation et perspective d'avenir -- 154 pg. M.R.S.T.D. Antananarivo.
- BANQUE DE DONNEES DE L'ETAT.(B.D.E),** 1988 -- Enquêtes sur les budgets de ménages -- 91 pg. Antananarivo.
- BANQUE MONDIALE,** 1988 -- Rapport annuel de la banque mondiale -- New York.
- BEDU, L., MARTIN, C., KNEPFLER, M., TALLE, C. & URBINO, A.,** 1987 -- Appui pédagogique à l'analyse du milieu rural dans une perspective de développement. n° 8.-- 192 pg. Collection D.S.A. Montpellier.
- BOITEAU, P.,** 1982 -- Contribution à l'histoire de la nation malgache -- 438 pg. Edition Sciences Sociales (2ème Edit.). Paris.
- BOURGEAT, F.,** 1971 -- Les sols des régions d'Ankazobe et d'Arivonimamo -- 123 pg. O.R.S.T.O.M. Antananarivo.
- BLANC-PAMARD, C.,** 1986 -- _ Du paddy pour les porcs, déviance d'une société rizicole - - pg 327-345 -- in Etudes rurales, n° 99-100, Paris.
- GRANDIDIER, A. & G.,** -- Ethnographie de madagascar --
tome I. 1908 -- Les habitants de Madagascar, leur origine, leur division, leur répartition --
tome II, 1914 -- Les habitants de Madagascar, leurs caractères intellectuels, et moraux. La vie sociale à Madagascar --
tome III, 1917 -- Les habitants de Madagascar, rapports sociaux des malgaches. Vie matérielle à Madagascar. Les croyances et la vie religieuse à Madagascar.
- JOURDE, F.,** 1987 -- Les souverains de Madagascar -- 402 pg. Karthala. Paris.
- JARRIGE, F. & LEONARDI, F.,** 1988 -- Appui pédagogique à l'analyse du milieu rural dans une perspective de développement -- 248 pg. Dijon.
- LACROIX, A.,** 1912 -- Les volcans du centre de Madagascar. Le massif de l'Itasy.-- 152 pg. Paris.
- LAPLAINE, L.,** 1952 -- Etudes géologiques des feuilles Miarinarivo - Tananarive -- 78 pg. Bureau géologique. O.R.S.T.O.M. Antananarivo

MINISTÈRE DU DEVELOPPEMENT RURAL, 1975 -- Contrôle économique de L'U.R.E.R de l'Itasy -- 471 pg. Paris.

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE & DU PLAN, 1990 -- Brochure socio-économique du fivondronampokontany de Soavinandriana. -- 26 pg. Miarinarivo.

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE & DU PLAN, 1990 -- Brochure socio-économique du fivondronampokontany de Miarinarivo. -- 28 pg. Miarinarivo.

MINIMINY, H.L., 1987 -- Le risque bancaire sur les opérations de crédit et les modalités pratiques de son traitement. -- 109 pg. Mémoire de gestion. Toamasina.

MOLLET, L., 1975 -- La foi malgache, cosmogonie. Théologie et anthropologie. -- 404 pg. Thèse de doctorat en sociologie. Paris.

MONOGRAPHIE DE SOAVINANDRIANA N° 555 à 571; de 1955 à 1969.

MONOGRAPHIE DE MIARINARIVO N° 540 à 554; de 1955 à 1969.

MOTTET, G., 1969 -- L'Itasy à la fin du XIX siècle. Essai de géographie historique -- in Revue de géographie n° 15. pg 23 - 45. Antananarivo.

M.P.A.R.A./ F.A.O., 1984/1985 -- Projet de recensement national agricole et système permanent des statistiques agricoles (R.N.A.) -- 7 tomes. Antananarivo.

PELISSIER, P. & SAUTTER, G., 1970 -- Bilan et perspectives d'une recherche sur les terrains africains et malgaches -- in Etudes rurales n° 37 - 38 - 39. 437 pg. Paris.

PIERRE, G., 1970 -- Géographie rurale -- P.U.F. Paris.

RAISON, J.P., 1984 -- Les Hautes Terres de Madagascar et leurs confins occidentaux et mobilité des sociétés rurales. -- 2 tomes. 664 pg. et 616 pg. Karthala. Paris.

RAKOTOMALALA, A., 1989 -- L'ombiasy et la société rurale de l'Itasy -- 401 pg. Thèse de doctorat en sociologie. Université de Paris VII.

RAKOTOMANGA, L.B., 1987 -- Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra. Madagascar, cent ans d'expérience bancaire (1886 - 1896). -- 109 pg. Antananarivo.

RANARY-RAKOTOMANGA, R., 1978 -- Le crédit agricole à Madagascar. -- 127 pg. Antananarivo.

RATSIMBA, G. & CHAPUS, E., 1953 -- Histoire des rois -- (trad. de Callet, R.P., "Tantaran'ny Andriana eto Imerina") 3 tomes. Antananarivo.

ABREVIATION ET TERMES UTILISES

A.D.R.	: Agent de Développement Rural
A.RE.MA.	: Antoky ny Revolisiona Malagasy. Parti politique de Didier Ratsiraka.
A.V.E.A.M.M.	: Associaton pour la Vulgarisation, l'Extension et l'Aménagement de la Moyenne Mania
BERA - AGRO	:
B.I.T.	: Bureau International du Travail
B.N.M.	: Banque Nationale Malgache
B.T.M.	: Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra (Banque des Paysans Producteurs)
C.A.D.I.	: Comité de Coordination des Actions de Développement du lac Itasy
CARITAS	: charité, Organisation non - gouvernementale
C.C.C.A.	: Caisse Centrale de Crédit Agricole
CIR.E.F.	: Circonscription des Eaux et Forêts
CIR.EL.	: Circonscription de l'Elevage
CIR.I.R.	: Circonscription des Infrastructures Rurales.
CIR.P.A.	: Circonscription de la Pêche et de l'Aquaculture.
CIR.V.A.	: Circonscription de la Vulgarisation Agricole
CREDI.M.A.	: Credit du Monde Agricole
D.S.A.	: Direction de Sécurité Alimentaire
F.A.O.	: Food and Agriculture Organisation
FAR.	: Faritany. ex-Province. 3è Niveau de Collectivité Décentralisée
F.F.M.A.	: Fianganana Friendy Malagasy
FIR.	: Firaismampokontany. Ex-commune. 2è Niveau des collectivités décentralisées
FI.KRI.FA.MA.	: Fikambanana Kristiana Fifanampiana Malagasy
FIV.	: Fivondronampokontany. Ex-sous-préfecture
F.J.K.M.	: Fianganan'i Jesosy Kristy eto Madagasikara. L'Egise de Jesus Christ à Madagascar. Fusion des 3 missions protestantes à Madagascar (M.P.F., L.M.S., F.F.M.A.)
F.M.K.	: Fikambanan'ny Mpiompy Kisoa. Groupement de paysans spécialisé sur l'élevage de porcs
F.M.R.	: Financement du Monde Rural
FO.FI.M.A.TA.	: Foibe Fiofanana Momba ny Asa Tanana
FOK.	: Fokontany. 1er niveau des collectivités décentralisées.
G.C.V.	: Grenier Communautaire Villageois
G.P.M.T.	: Groupement de paysans
KOBA.MA.	: Koba Malagasy
L.M.S.	: London Missionary Society
MAG.	: terme designant "Madagascar" aux Nations unies.

M.P.F.	: Mission Protestante Française.
O.D.R.I.	: Opération de Développement Rural Intégré
OF.MA.TA.	: Office Malagasy des Tabacs
O.N.G.	: Organisation Non - Gouvernementale
P.A.M.	: Programme Alimentaire Mondiale
P.C.V.	: Pharmacie Communautaire Villageois
P.N.U.D.	: Programme des Nations Unies pour le Développement
P.P.I.	: Petit Perimètre Irrigué
P.P.N.	: Produit de Première Nécessité
PROMO.FEM.	: Promotion Feminine
SAKELIMIHOAJORO	: Association pro-gouvernementale, affiliée à l'A.RE.MA.
S.A.F./F.J.K.M.	: Sampan'Asa Fampandrosoana tantanin'ny F.J.K.M.
S.A.U.	: Surface Agricole Utile
S.C.A.M.	: Société de Crédit Agricole Mutuel
S.I.N.P.A.	: Société d'Intérêt National des Produits Agricoles
S.M.V.	: Société de Matériel Végétale
S.M.I.C.	: Société Malgache d'Investissement et de Crédit
SO.M.I.A.	: SOciété Malagasy d'Industrie et d'Agriculture
V.A.	: Vulgarisateur Agricole
Z.O.V.A.	: Zone de Vulgarisation Agricole

L E X I Q U E

Ahitra	:Placenta
Ala-olana	: Solution. Emission radiophonique destinée à diffuser des solutions aux problèmes des collectivités décentralisées
Ampolokely ou Iray kibon'omby	: Groupe de personnes, de villages qui s'assiste en cas de bonheur de malheur
Anaran-dray	: C'est l'endroit où se trouve la terre ancestrale ou le tombeau ancestrale du père
Anaran-dreny	: c'est l'endroit où se trouve la terre ancestrale ou le tombeau ancestrale de la mère
Andriana ou Zaza andriana	: Groupe statutaire noble, dirigeant du royaume surtout depuis le XV siècle à la mi-XIXè. leur tombeau surmonté de maisonnette se distingue des autres.
Angady	: C'est une sorte de bêche qu'on enfouit d'un seul jet
Anjoro firarazana	: Le coin des ancêtres qui se situe dans le nord-est de la maison
Anjoron'akoho	: Partie réservée aux volailles dans le coin sud-ouest de la maison
Ankametrahana	: C'est la rizière qui se situe entre le "sakamaina" et le "heniheny" (Zone plane, correspond à la plaine alluviale, les rizières nécessitent les eaux de pluies)
Ankotsakotsaka	: Rizières sur des sols baiboho ou sur une unité de terre colluvio-alluviale entre vodi-tanety et bas-fonds
Antandroy	: Groupe ethnique venant du sud de Madagascar
Asan-drerilahy	: C'est le travail de labour d'un seul homme en demi-journée, équivaut à 4-5 ares
Baiboho	: C'est un sol fin, peu évolué d'apport colluvial, alluvial
Betsileo	: Groupe ethnique venu du faritany de Finarantsoa qui est réputé par ses savoir-faire: rizière en escalier, maîtrise d'eau et par sa forte migration
Bitro	: Dépôt d'éléments alluvial fins venant des reliefs environnants
Botry	: Variété de riz locale à grains arrondis et blancs
Dina	: Convention générale orale ou écrite
Dinam-pokontany	: convention générale orale ou écrite adoptée par l'assemblée du Fokonolona
Fady	: Interdit, Tabou
Fadin-drazana	: Les règles et les interdits imposés par les aïeux, respectés seulement par un groupe bien déterminé de la population
Fadin-tany	: Interdit, tabou liés à un lieu et doit être respecté par toute la population
Famadihana	: Exhumation ou retournement de morts. Il consiste à envelopper les os d'un parent dans un nouveau linceul. C'est un rite funéraire qui consiste à intégrer le défunt dans le groupe des "Razana"

	(ancêtre)
Farimbona	: C'est une forme d'association villageoise pendant les opérations rizicoles qui consiste à travailler collectivement dans les rizières de chaque membre
Faritany	: L'ancienne province
Fianakaviana	: La famille nucléaire
Fianankaviambe	: Le lignage
Firaisana	: L'ancienne sous-préfecture
Fivondronana	: L'ancienne préfecture
Fokonolona	: La définition varie suivant les auteurs: a) - "C'est une communauté et un gouvernement de gens habitant un ou plusieurs villages voisins" (Ramanandraibe) b) - "Le fokonolona est un clan ou un lignage de type patrilinéaire et de patrilocale, unissant sur un même territoire (Fokontany) les descendants d'un même ancêtre dont la tombe constitue le pôle mystique où groupe vient retrouver sa cohésion" (G. Condominas) c) - "Le fokonolona est un groupement sociétaire dont l'unité vient de l'existence d'intérêt commun et de l'obéissance à des règles de vie commune" (G. Julien) d) - "le fokonolona moderne est une assemblée générale de toutes les personnes âgées de plus de 18 ans à l'intérieur du fokontany
Hisatra	: Fibres végétales de la famille cypéracée qui servent de matière première à la fabrication de nattes
Hova	: Groupe statutaire de roturier dans l'ancienne royauté merina
Itasy	: Nom du plus grand lac de barrage naturel de Madagascar. Itasy désigne l'ancienne préfecture de Miarinarivo (Soavinandriana, Miarinarivo, Tsiroanomandidy, Arivonimamo) Les hypothèses sur l'origine du mot "Itasy" sont nombreuses: <u>1ère version:</u> Itasy serait le diminutif du mot Itasihanaka et aurait pour origine "tassek" qui signifie mer en malais et "hana ka" qui s'étend comme une mer. Antasihanaka est un ancien mot désignant les habitants autochtones de l'Itasy <u>2è version:</u> Itasy serait la malgachisation du mot "tasse". Le grand lac itasy avec les montagnes environnantes prend la forme d'une tasse
Kalila	: Variété de riz locale mince et longue
Ketsa-drerivavy	: Unité de mesure locale de 2 à 4 ares. Le repiquage en foule fait par une femme en une demi-journée
Lakana	: Pirogue
Lambamena	: Linceuil pour envelopper la dépouille mortelle (litt. tissu rouge). Le linceuil est fait avec des fibres de soie naturelle
Lohombintany	: Une terre attribuée par le souverain à une famille en récompense d'un bon travail, du courage
Mainty,	: Descendants de Vazimba. Anciens serviteurs royaux

Mandrafozana	: Aide gratuite des gendres aux beaux-parents
Merina	: Groupe ethnique des hautes-terres centrales (surtout de la province d'Antananarivo)
Mikapo-bato	: Tailler des pierres
Mindrana	: Prêt gratuit ou avec réciprocité durant les opérations rizicoles
Mpanao ody avandra	: Personne qui a le pouvoir d'éviter la grêle
Ody	: Objets que l'on porte sur soi pour se protéger et conjurer le sort
Ombiasy	: Personne considérée comme la plus savante de la société. A la fois devin, voyant et guérisseur. Il est en relation constante avec les esprits et a un pouvoir surnaturel
Razambelona	: La personne la plus âgée du lignage
Razana	: Ancêtre
Rojo	: Variété de riz locale
Sakamaina	: Rizière sur les parties les plus élevées de la cuvette situées en bordure des reliefs environnants
Sakelimihaojoro	: Association apolitique affiliée à l'AREMA (Parti politique de M. Didier Ratsiraka)
Tanely	: Colline
Tanindrazana	: Terre des ancêtres
Tany vao	: Terre récemment aménagée
Tokantrano	: Ménage
Toko	: Ancienne subdivision de l'Imerina au temps de la royauté (fin 18 ^e et début 19 ^e siècle)
Tompontany	: Autochtone
Vady be	: Première épouse
Vady kely	: Deuxième épouse
Vahiny	: Etranger, Migrant
Valovotaka	: Immigrant
Vatolahy	: Pierre levée qui commémore une personne chère disparue et ensevelit ailleurs
Vazimba	: Ce sont les plus anciens occupants des hautes-terres auxquels les migrants malais se seraient imposés comme chef grâce à l'apport de nouvelles techniques (fer, cultures irriguées) et en épousant les filles des chefs vazimba. Les nouveaux venus les obligent à s'enfuir vers le sud et l'ouest: Ankaratra et Itasy
Vintana	: Hasard, chance
Voay	: Caïman
Vohitra	: Village
Vondrona	: Fibres végétales de la famille cypéracée qui se trouvent au bord du lac Itasy, servant de matière première à la fabrication de nattes
Zanaka am-pieleczana	: Natif-émigré
Zava-pady	: Règles et observances qui se rapportent aux "ody". Elles sont respectées par celui qui les confectionne et celui qui les porte sous peine de perdre l'efficacité.

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau n°1 - Pourcentage des rizières par rapport à la surface totale
- Tableau n°2 - La répartition du matériel agricole par exploitation-type.
- Tableau n°3 - L'identification de l'exploitant.
- Tableau n°4 - Le rendement des principales cultures par village.
- Tableau n°5 - Adoption des techniques améliorées par exploitation-type.
- Tableau n°6 - Répartition des effectifs bovins, porcins et de volailles par exploitation-type.
- Tableau n°7 - Estimation des recettes à Antaboaka
- Tableau n°8 - Estimation des recettes à Antanetibe
- Tableau n°9 -Estimation des recettes à Antanimarina
- Tableau n°10 - Estimation des recettes à Antsapanimahazo
- Tableau n°11 - Répartition des ménages suivant leur niveau de revenu total annuel
- Tableau n°12 - Répartition des exploitations selon le niveau des revenus
- Tableau n°13 -Répartition des exploitations selon le niveau des revenus à Antaboaka
- Tableau n°14 -Répartition des exploitations selon le niveau des revenus à Antanetibe
- Tableau n°15 -Répartition des exploitations selon le niveau des revenus à Antanimarina
- Tableau n°16 - Répartition des exploitations selon le niveau des revenus à Antsapanimahazo
- Tableau n°17 - Structure des revenus en pourcentage pour le type I
- Tableau n°18 -Structure des revenus en pourcentage pour le type II
- Tableau n°19 -Structure des revenus en pourcentage pour le type III
- Tableau n°20 -Structure des revenus en pourcentage pour le type IV
- Tableau n°21 - Estimation des dépenses dans le village d'Antaboaka
- Tableau n°22- Estimation des dépenses dans le village d'Antanetibe

Tableau n°23 - Estimation des dépenses dans le village d'Antanimarina

Tableau n°24 - Estimation des dépenses dans le village d'Antsapanamahazo

Tableau n°25 - Durée de la période de stockage du riz et de la soudure (en mois).

Tableau n°26 - Calendrier stockage/soudure par typologie.

Tableau n°27 - Répartition des ménages suivant leur niveau de dépenses

Tableau n°28 - Structure des dépenses suivant le type d'exploitation (type I)

Tableau n°29 - Structure des dépenses suivant le type d'exploitation (type II)

Tableau n°30 -Structure des dépenses suivant le type d'exploitation (type III)

Tableau n°30 bis -Structure des dépenses suivant le type d'exploitation (type IV)

Tableau n°31 - Proposition d'organisition du cahier des comptes du groupement.

Tableau n°32 - Evolution de quelques indicateurs de performance du crédit agricole dans les agences BTM de Soavinandrina et de Miarinarivo.

Tableau n°33 - Octrois de crédits suivant les spéculations (court terme)- 1987 à 1989.

Tableau n°34 - Octrois de crédits suivant les spéculations (1990 et 1991)

Tableau n°35 - Répartition des prêts dans les quatre villages étudiés.

Tableau n°36 - Utilisation du crédit dans les villages étudiés (1990).

Tableau n°37 - Surfaces cultivées en blé (en ares) dans les Fivondronana de Soavinandrina et de Miarinarivo.

Tableau n°38 - La culture du blé en 1990 et 1991.

Tableau n°39 - Zone d'intervention de la société Bera-Agro dans l'Itasy.

LISTE DES FIGURES

- Figure n° 1 - Carte de localisation de la région de l'Itasy
- Figure n° 2 - Les données géologiques de la partie ouest du lac Itasy
- Figure n° 3 - Les données géologiques de la partie est du lac Itasy
- Figure n° 4 - Répartition du travail agricole entre hommes et femmes
- Figure n° 5 - Division sexuelle du travail agricole
- Figure n° 5 bis - Calendrier agricole
-
- Figure n° 6 - Transect ouest-est à travers le village d'Antaboaka
- Figure n° 7 - Transect
- Figure n° 7bis - Representation graphique de la structure de la société dans la région de l'Itasy
- Figure n° 8 - Estimation des dépenses
- Figure n° 9 - Répartition des ménages suivant leur niveau de revenus
- Figure n° 10 - Répartition des exploitations selon leur niveau de revenu
- Figure n° 11 - Structure des revenus du type I
- Figure n° 12 - Structure des revenus du type II
- Figure n° 13 - Structure des revenus du type III
- Figure n° 14 - Structure des revenus du type IV
- Figure n° 15 - Estimation des dépenses
- Figure n° 16 - Estimation des dépenses (détail par poste)
- Figure n° 17 - Répartition des ménages selon leur niveau de dépenses
- Figure n° 18 - Structures des dépenses du type I
- Figure n° 19 - Structures des dépenses du type II

Figure n°20 - Structures des dépenses du type III

Figure n°21 - Structures des dépenses du type IV

Figure n°22 - Localisation des groupements de travail de la FAO autour du lac Itasy

Figure n°23 - Le lignage dans les groupements

Figure n°24 - Proposition d'une structure d'ensemble des groupements de paysans

Figure n°25 - Les paysans bénéficiaires du crédit bancaire dans la région de l'Itasy

Figure n°26 - Groupements de paysans et Fokontany bénéficiaires

Figure n°27 - Evolution de quelques indicateurs de performance du crédit agricole